



SERVICE FÉDÉRAL  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

# RAPPORT DE L'ACTIVITÉ

## DU SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

### 2017

RAPPORT DE L'ACTIVITÉ DU SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI 2017

SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

MOSCOU 2018



## SYSTÈME CLAIRE ET EFFICACE DU CONTRÔLE D'ÉTAT

dans le domaine du travail

## PRÉVENTION DES INFRACTIONS



## SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE À DISTANCE C'EST LA BASE DE LA NUMÉRISATION

des activités de contrôle et de surveillance dans le domaine social professionnel



## RÉSEAU SOCIAL PROFESSIONNEL RUSSE SKILLSNET —

est une ressource moderne numérique pour assurer l'emploi efficace



## FORMATION MODERNE ET DE QUALITÉ DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

du contrôle du travail



## RÉDUCTION DU TAUX DE TRAUMATISME ET DE MORTALITÉ

au travail



**6,8**

mlrd. de roubles

## LES EMPLOYEURS ONT PU CONSERVER

grâce à l'autocontrôle des connaissances de la législation du travail sur le portail  
Онлайнинспекция.рф



## CONTRÔLE DES EXIGENCES OBLIGATOIRES DE LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

avec l'utilisation des check-listes



## CONTRÔLE DU PAIEMENT À TEMPS DE SALAIRES

aux travailleurs



## LÉGALISATION DES RELATIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DES DROITS CONSTITUTIONNELS

à une pension digne



## CONTRAT DE TRAVAIL ÉLECTRONIQUE

système de gestion des dossiers du personnel en XXI siècle



**120**  
MILLE

PERSONNES HANDICAPÉES AURONT UN EMPLOI



## UTILISATION EFFICACE DES MOYENS DU BUDGET FÉDÉRAL

# SOMMAIRE

<b>1</b>	GÉNÉRALITÉS .....	4
<b>2</b>	ÉVALUATION PUBLIQUE DE L'ACTIVITÉ DE L'INSPECTION FÉDÉRALE DU TRAVAIL.....	15
<b>3</b>	ORIENTATIONS PRIORITAIRES ET ACTIVITÉS EFFICACES DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE SOCIAL PROFESSIONNEL.....	19
<b>4</b>	CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL .....	31
<b>5</b>	ENQUÊTES ET ENREGISTREMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL .....	41
<b>6</b>	ANALYSE DES INFRACTIONS À LA LÉGISLATION DU TRAVAIL .....	45
<b>7</b>	DEMANDES DES CITOYENS EN MATIÈRE DES RELATIONS SOCIALES ET PROFESSIONNELLES .....	49
<b>8</b>	SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI DE LA POPULATION .....	53
<b>9</b>	AGRÈMENT DES AGENCES D'EMPLOI PRIVÉES .....	57
<b>10</b>	AUGMENTATION DE L'EFFICACITÉ DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES CITOYENS CHÔMEURS.....	59
<b>11</b>	SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE DE LA POPULATION ....	63
<b>12</b>	SERVICE CIVIL ALTERNATIF .....	65
<b>13</b>	PROBLÈMES DU PARTENARIAT SOCIAL. COMMISSION TRIPARTITE RUSSE.....	67
<b>14</b>	PRATIQUE DE L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE DANS LE DOMAINE SPÉCIFIÉ D'ACTIVITÉ.....	69
<b>15</b>	COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	73
<b>16</b>	EXÉCUTION DU BUDGET FÉDÉRAL .....	75
<b>17</b>	UTILISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION INTERNES.....	77
<b>18</b>	PRINCIPALES PRIORITÉS DE ROSTROUD POUR L'AN 2018.....	79
	ANNEXES .....	82



## CHERS COLLÈGUES ET AMIS !

Vous tenez le cinquième rapport public du Service fédéral du travail et de l'emploi. Il fait état des résultats de notre travail en 2017. Parmi nos priorités je voudrais citer la formation moderne et de qualité des inspecteurs du travail, aussi que le développement et l'implémentation des solutions innovantes dans la pratique de contrôle et de surveillance assurant la protection efficace des droits de travail des citoyens, la prévention des infractions dans le domaine social professionnel, la transparence et la commodité des procédures administratives.



Au cours de ces dernières années Rostroud participait activement à l'implémentation des principes de l'économie numérique et introduisait systématiquement les technologies électroniques dans les activités de contrôle et de surveillance. En 2017 on a testé la pratique de surveillance électronique à distance dans le domaine de gestion des dossiers du personnel

Rostroud a développé en 2017 une technologie permettant de conclure des contrats de travail sous forme électronique sur la base d'un sous-système dédié du portail *Travailler en Russie*. Cette option permet de réduire les frais administratifs, d'augmenter l'efficacité du travail, d'assurer la transparence des relations de travail. Cette initiative est d'une importance particulière pour les travailleurs distants et saisonniers qui partent à de grandes distances pour travailler en rotation, aussi que pour ceux qui travaillent pour des personnes physiques. Un contrat de travail « intelligent » permet d'assurer une surveillance automatique continue de l'imputation des salaires, aussi que du paiement des cotisations au Fonds de pension et au Fonds fédéral d'assurance maladie obligatoire.

En développant les possibilités et le potentiel du portail *Travailler en Russie*, nous avons créé en

2017 le premier réseau social professionnel russe Skillsnet.

Il permet non seulement de rapprocher l'employé et l'employeur en éliminant plusieurs obstacles organisationnels et psychologiques. Skillsnet est une plate-forme pour l'interaction directe de toutes les parties du milieu professionnel : des établissements d'enseignement secondaire et supérieure aux employeurs directs et à leurs associations. Les sociétés employeurs créent des pages corporatives et peuvent non seulement publier les offres d'emploi disponibles pour attirer les employés, mais aussi élargir leurs réseaux professionnels afin de promouvoir leurs produits et services dans un espace public.

Le réseau Skillsnet est également appelé à devenir une plate-forme permettant à ses participants de s'organiser en groupes en fonction de la filière, de l'activité exercée et des priorités sectorielles. Les communautés ainsi créées amèneront le dialogue professionnel à un nouveau niveau, créeront de nouveaux canaux pour l'échange des informations pertinentes, de l'expérience et meilleures pratiques.

Le système des services en ligne Онлайнинспекция.рф est toujours mis à jour et en expansion permanente.

2017 a vu lancer un nouveau service *Soutien public des activités de l'inspection fédérale du travail* permettant aux citoyens de participer aux sondages interactifs d'opinion publique et d'évaluer le travail des inspections sur leurs demandes. Les résultats des sondages sont utilisés pour prendre des décisions de gestion.

Les nouveaux services du système *Aide-mémoires pour employés et employeurs, Accueil électronique de Rostroud, Recours précontentieux, Évaluation publique de l'activité de l'inspection fédérale du travail, Comptes personnels des employés et des employeurs, Banque de documents-types, Bibliothèque de situations de travail*, ainsi que la mise à jour et l'extension des fonctionnalités de l'application mobile *Je suis inspecteur* contribuent grandement au succès des interventions de prévention des infractions réalisées par Rostroud.

Le service *Inspecteur électronique* mis à niveau en 2017 permet à des entreprises de prévenir les risques en effectuant des autocontrôles.

Aujourd'hui, une fois les listes de contrôle remplies par l'entrepreneur, le système génère une conclusion, aussi que des instructions pour remédier aux infractions éventuelles. Nous estimons que les employeurs ayant évalué leurs connaissances de la législation du travail sur le portail *Онлайн-инспекция.рф* ont économisé plus de 6,8 milliards de roubles.

Les technologies numériques introduites à Rostroud permettent en général d'accroître l'efficacité de la prise des décisions de gestion. Actuellement le service dispose de grands fichiers de données numériques. Leur analyse permet d'abandonner les anciennes méthodes d'administration au profit des outils de contrôle et de surveillance plus performants et transparents.

On « numérise » Rostroud également pour améliorer la qualité du travail des inspecteurs du travail eux-mêmes. Grâce aux modules de formation, les inspecteurs mettent à niveau régulièrement leurs compétences professionnelles en ligne à distance. Des composants électroniques spéciaux simplifient considérablement la communication avec les employés et les employeurs, réduisent la consommation des ressources, réglementent la procédure et augmentent l'efficacité de l'interaction.

En général, nous attachons beaucoup d'importance à la qualité du travail des inspecteurs du travail : outre la formation continue à distance et des longs stages dans des autres sujets de la Fédération de Russie, on a augmenté le nombre de sites éducatifs sur la base des établissements d'enseignement supérieur du pays. La pratique d'utilisation des listes de contrôle est appliquée avec succès. Ces listes contiennent les questions portant sur les exigences obligatoires les plus pertinentes de la législation du travail.

Les listes de contrôle sont un outil permettant assurer la transparence et la compréhension des actions d'un inspecteur d'État.

En conséquence, selon les appréciations des citoyens, ces dernières années les inspecteurs du travail sont plutôt perçus comme des assistants dans les questions de protection des droits du travail. Il est certain que les inspections du travail ont atteint aujourd'hui un niveau moderne et qualitativement nouveau de contrôle et de surveillance.

En 2017 nous avons continué à travailler dans les domaines aussi importants comme l'emploi des personnes handicapées, la légalisation du travail, le respect des délais de paiement des salaires aux travailleurs, la réduction des taux de traumatisme et de mortalité au travail. Les mesures visent à améliorer les conditions de travail et à assurer leur sécurité, à prévenir les infractions et à aider les citoyens à exercer leurs droits de travail. La réponse rapide et efficace à chaque cas de violation des droits du travail des citoyens reste la tâche cruciale de nos activités quotidiennes.

En 2018 nous continuerons à développer le service *Онлайн-инспекция.рф*, augmenterons le nombre de check-listes pour l'autocontrôle.

Nous prêterons notre concours à la mise en place et à l'application des mécanismes de contrôle interne (autocontrôle) du respect de la législation du travail sur les entreprises de différentes formes de propriété. Nous intensifierons nos efforts dans la mise en place des mécanismes visant à prévenir les violations des consignes de sécurité par les travailleurs et à personifier la responsabilité du propriétaire de l'entreprise pour le non-paiement des salaires.

Dans le cadre de la transition vers l'économie numérique Rostroud prévoit d'intégrer les systèmes *Онлайн-инспекция.рф* au système d'information de gestion des activités de contrôle et de surveillance (SIG ACS) pour créer un cycle de vérification automatisé complet, y compris à distance.

D'année en année notre travail devient de plus en plus ciblé, et donc plus difficile et plus responsable. Mais nous sommes prêts à tenir le rythme : l'équipe de Rostroud se développe professionnellement en utilisant des approches et des technologies modernes en matière du respect de la législation du travail. Je tiens à remercier mes collègues pour leur attitude sérieuse envers notre travail commun et à exprimer ma certitude que l'année 2018 nous apportera également de quoi nous être fiers.

Respectueusement,  
**V.L. Voukolov,**

Chef de Rostroud, Principal inspecteur  
du travail en Fédération de Russie

# 01 GÉNÉRALITÉS

## SUR LE SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI ET SES ORGANES TERRITORIAUX



### **Le Service fédéral du travail et de l'emploi (Rostroud) a été institué le 9 mars 2004**

par le décret du Président de la Fédération de Russie No. 314 Sur le système et la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif.



### **Le domaine d'activité de Rostroud est défini par le Règlement sur le Service fédéral du travail et de l'emploi,**

approuvé par l'arrêté No. 324 du Gouvernement de la Fédération de Russie le 30 juin 2004.



### **Rostroud relève du Ministère du travail et de la sécurité sociale de la Fédération de Russie**

régi par le décret du Président de la Fédération de Russie du 21 mai 2012 n.°636 Sur la structure des organes fédéraux du pouvoir exécutif et agit directement, aussi que par l'intermédiaire de ses organes territoriaux - les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie.

## PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITÉ DU SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Rostroud est un organe exécutif fédéral chargé du contrôle et de la surveillance dans le domaine du travail, de l'emploi, du service civil de remplacement, de l'évaluation spéciale des conditions de travail et de la sécurité sociale de la population, de prestation des services publics dans le domaine de la promotion de l'emploi et de la protection contre le chômage, de la migration de travail et du règlement des conflits collectifs

du travail, ainsi que de prestation des garanties sociales établies par la législation de la Fédération de Russie pour les catégories de population les plus vulnérables.

En 2017 Rostroud a poursuivi de prêter l'assistance méthodique aux inspections du travail de la République de Crimée et de la ville d'importance fédérale Sébastopol.

# STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI ET DE SES ORGANES TERRITORIAUX

Conformément à la partie 1 de l'article 353 du Code du travail de la Fédération de Russie, le contrôle fédéral d'État du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail est assuré par l'Inspection fédérale du travail selon la procédure fixée par le gouvernement de la Fédération de Russie.

Selon l'article 354 du Code du travail de la Fédération de Russie, l'Inspection fédérale du travail est un système centralisé unifié composé d'un organe exécutif fédéral habilité d'exercer le contrôle fédéral d'État du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail (Service fédéral du travail et de l'emploi – Rostroud) et de ses organes territoriaux (inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie). Sous la tutelle de Rostroud on voit 82 inspections du travail. Le plan de répartition des organes territoriaux de Rostroud a été approuvé par l'arrêté du ministère du Travail de la Russie No. 511H du 4 août 2014.

En date du 1er janvier 2017 les effectifs moyens de l'administration centrale comptaient 206 personnes et des organes territoriaux – 2 601 personnes.

Vu que le nombre d'inspecteurs reste relativement stable, on voit en 2017 la tendance à la hausse de la charge réelle sur les fonctionnaires habilités de l'inspection fédérale du travail : vers la fin de 2017, le nombre d'agents économiques par un inspecteur du travail est en moyenne de 3,79 mille (3,73 en 2016 ; 3,43 en 2015).

## Effectifs réels

fin 2017

**2 411**



fonctionnaires  
des inspections du travail

**2 438 en 2016**

## Taux de couverture en personnel



## Charge moyenne par employé de l'inspectorat en ce qui concerne l'exercice des fonctions de contrôle de surveillance

Désignation des interventions	2013	2014	2015	2016	2017	2017 fin 2016, en %
Nombre d'inspections	53,5	61,3	59,1	64,0	72,2	112,8
Enquêtes sur les accidents	5,1	5,4	4,5	4,8	5,05	105,2
Demandes des citoyens	110,7	155,9	172,6	217,0	222,5	125,7
Consultation personnelle	101,54	120,9	128,3	132,3	121,7	103,1
Consultations	155,6	186,8	208,5	211,8	246,1	116,2

# STRUCTURE ORGANISATIONNELLE ET DIRECTION

## DU SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI



**VSEVOLOD  
VOUKOLOV**

Chef de Rostroud —  
Inspecteur principal du travail en Fédération  
de Russie



**MIKHAÏL  
IVANKOV**

Chef adjoint de Rostroud —  
Inspecteur principal adjoint  
du travail en Fédération de  
Russie



**IVAN  
CHKLOVETS**

Chef adjoint de Rostroud —  
Inspecteur principal adjoint  
du travail en Fédération de  
Russie



**DENIS  
VASILIEV**

Chef adjoint de Rostroud





**VIATCHESLAV  
GERODES**

Chef de la Direction des affaires



**IGOR  
KOUKOLEV**

Chef de la Direction de la  
planification, de l'interaction  
avec les régions et du contrôle



**EGOR  
IVANOV**

Chef de la Direction de la  
surveillance d'État dans le  
domaine du travail



**DMITRI  
FRANTSEV**

Chef de la Direction de la  
surveillance, du contrôle et des  
projets dans les domaines de  
l'emploi de la population, de la  
sécurité sociale et des garanties  
d'État



**ALEKSANDR  
OUTOLINE**

Chef de la Direction de la  
prestation des garanties sociales  
et de l'organisation du contrôle  
d'État de la qualité de l'assistance  
sociale à la population



**ROMAN  
STRAKHOV**

Chef de la Direction juridique



**OLGA  
PAVLOVA**

Chef de la Direction des finances



**ANDREÏ  
GROMYKO**

Chef de la Direction des projets  
d'informatisation dans le domaine  
du travail et de l'emploi



**OLEG  
OUKRAÏNSKI**

Chef de la Direction des projets  
dans le domaine de relations de  
travail

# INFORMATION SUR LES ORGANES TERRITORIAUX DE ROSTROUD —

## INSPECTIONS D'ÉTAT DU TRAVAIL DANS LES SUJETS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

### DISTRICT FÉDÉRAL CENTRAL



**Aleksei Poupstev**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Belgorod



**Viktor Vassiliev**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Briansk  
Chef par intérim de  
l'inspection du travail  
d'État de la région de  
Smolensk



**Marina Matveieva**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Vladimir



**Ivan Iatskikh**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Voronej



**Oleg Goubine**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Ivanovo



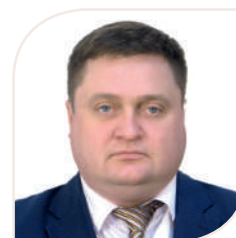
**Dmitri Polonski**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Kalouga



**Andreï Lapchine**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Kostroma



**Piotr Cheveliov**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Koursk



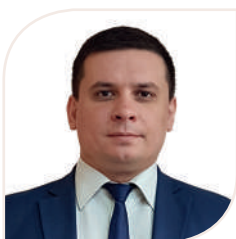
**Irina Kireïtchikova**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Lipetsk  
Chef par intérim de  
l'inspection du travail  
d'État de la région  
Tambov



**Vadim Tchapyguine**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Moscou



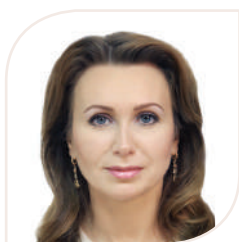
**Sergueï Avdeïev**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Orlov



**Viktor Parchikov**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Riazan



**Tatiana Sinitsyna**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Iaroslavl



**Sergueï Goubine**  
Inspection du travail  
d'État de Moscou



**Olga Popova**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Tver



**Sergueï Vassine**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Toula

## DISTRICT FÉDÉRAL DU NORD-OUEST



**Mikhaïl Petinov**  
Inspection du travail  
d'État de la République  
de Carélie



**Lidia Nekoutchaïeva**  
Inspection du travail  
d'État de la République  
des Komis



**Viatcheslav Pankov**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Arkhangelsk et du  
district autonome de  
Nénétsie



**Galina Chirikova**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Vologda



**Igor Soloviov**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Léningrad



**Andreï Balmotchnykh**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
de Mourmansk



**Aleksandr Rozbaoum**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Novgorod  
Chef par intérim de  
l'inspection du travail  
d'État de la région de  
Kaliningrad



**Guénnadi Ioïlev**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Pskov



**Aleksandr Krotov**  
Inspection du travail  
d'État du Saint-  
Pétersbourg

## DISTRICT FÉDÉRAL DU CAUCASE DU NORD



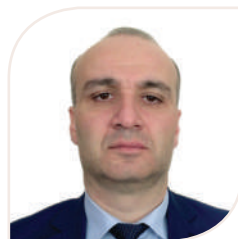
**Arsen Boulatov**

Inspection du travail  
d'État de la République  
du Daghestan



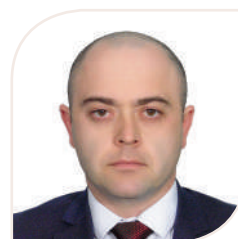
**Rouslan Bechtoïev**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de l'Ingouchie



**Arsen Maremkoulov**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Kabardino-Balkarie



**Boris Baïramkoulov**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Karatchaïévo-  
Tcherkessie



**Zaourbek Dzoutsev**

Inspection du travail  
d'État de la République  
d'Ossétie-du-Nord-Alanie



**Adam Elmourzaïev**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Tchétchénie



**Lioudmila Khokhriakova**

Inspection du travail  
d'État du kraï de Stavropol

## DISTRICT FÉDÉRAL DU SUD



**Rousset Sioukhova**

Inspection du travail  
d'État de la République  
d'Adyguée



**Vera Orgdaïeva**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Kalmoukie



**Aleksandr Kolossov**

Inspection du travail  
d'État du kraï de  
Krasnodar



**Inna Avdeïeva**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Astrakhan



**Iouri Karamdine**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Volgograd



**Nikolai Fedianine**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Rostov



**Vladimir Doudka**

Chef de l'inspection  
du travail d'État du  
Sébastopol



**Igor Zvorski**

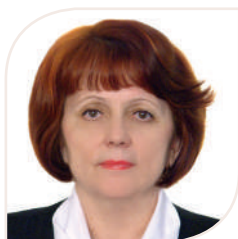
Chef de l'inspection du  
travail de la République  
de Crimée



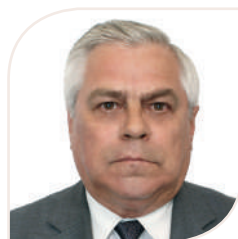
## DISTRICT FÉDÉRAL DE LA VOLGA

**Tatiana Astrelina**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Bachkirie

**Alevtina Moskvina**

Inspection du travail  
d'État de la République  
des Maris

**Viktor Spiridonov**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Mordovie

**Artiom Larioukhine**

Inspection du travail  
d'État de la République  
du Tatarstan

**Svetlana Chekounova**

Inspection du travail  
d'État de la République  
d'Oudmourtie

**Alekseï Metiolkine**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Tchouvachie

**Sergueï Kovaliov**

Inspection du travail  
d'État du Kraï de Perm

**Aleskandr Berdinskikh**

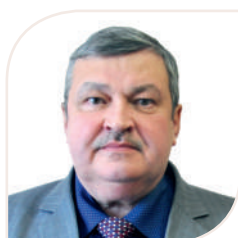
Inspection du travail  
d'État de la région  
de Kirov

**Andreï Yemelianov**

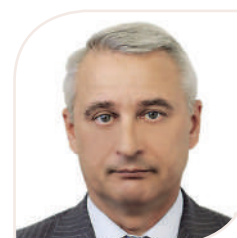
Inspection du travail  
d'État de la région  
de Nijni Novgorod

**Vladimir Kolesnikov**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Orenbourg

**Valeri Sirotine**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Penza

**Aleksandr Panov**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Samara

**Alekseï Sannikov**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Saratov

**Natalia Sarkissova**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Oulianovsk

## DISTRICT FÉDÉRAL DE L'OURAL



**Oleg Antropov**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Kourgan



**Fiodor Kravtsov**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Sverdlovsk



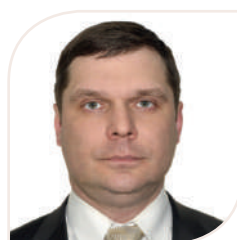
**Sergueï Zaroubine**  
Inspection du travail  
d'État de la région de  
Tioumen



**Pavel Chichmakov**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
de Tcheliabinsk



**Maksim Novitchkov**  
Inspection du travail  
d'État du District  
autonome des  
Khantys-Mansis



**Andreï Zimine**  
Inspection du travail  
d'État du district  
autonome de  
Iamalo-Nénétsie

## DISTRICT FÉDÉRAL DE SIBÉRIE



**Ejer Ialbakov**  
Inspection du travail  
d'État de la république  
de l'Altaï



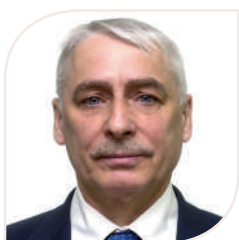
**Anatoli Pykine**  
Inspection du travail  
d'État de la république  
de Bouriatie



**Edouard Dorjou**  
Inspection du travail  
d'État de la république  
de Touva



**Olga Tokman**  
Inspection du travail  
d'État de la République  
de Khakassie



**Vladimir Belochapkin**  
Inspection du travail  
d'État du kraï de l'Altaï



**Andreï Baïkalov**  
Inspection du travail  
d'État du Kraï de  
Krasnoïarsk



**Sergueï Konopliov**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Irkoutsk



**Anatoli Karev**  
Inspection du travail  
d'État de la région  
de Kemerovo



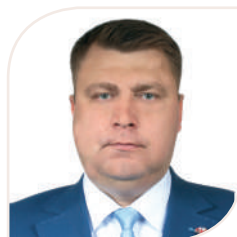
**Lioudmila Pospelova**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Novossibirsk



**Sergueï Beliaïev**

Inspection du travail  
d'État de la région  
d'Omsk



**Aleksandr Romanov**

Inspection du travail  
d'État de la région de  
Tomsk



**Igor Lopatine**

Inspection du travail  
d'État du kraï de  
Transbaïkalie

## DISTRICT FÉDÉRAL EXTRÊME-ORIENTAL



**Svetlana Gloukhikh**

Inspection du travail  
d'État de la République  
de Sakha (Iakoutie)



**Daniil Kolguine**

Inspection du travail  
d'État du Kraï du  
Kamtchatka



**Irina Nikoulouva**

Inspection du travail  
d'État du Kraï du  
Primorié



**Piotr Nepomniachtchi**

Inspection du travail  
d'État du Kraï de  
Khabarovsk



**Alekseï Narskine**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de l'Amour



**Natalia Rebrova**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Magadan



**Elena Rodionova**

Inspection du travail  
d'État de la région  
de Sakhaline



**Iouri Pakhomov**

Inspection du travail  
d'État du district  
autonome de  
Tchoukotka



**Nikolai Oustalov**

Inspection du travail  
d'État de la région  
autonome juive



### CONFIANCE DANS L'INSPECTION FÉDÉRALE DU TRAVAIL :

**82%**

des employés

**73%**

des employeurs



### L'ACTIVITÉ DES INSPECTIONS DU TRAVAIL EST APPRÉCIÉE POSITIVEMENT PAR

**>79%**

des employeurs

**63%**

des employés



**83%**

des employés

**82%**

des employeurs

### ONT NOTÉ HAUTEMENT

les services électroniques et les sources  
d'information du portail

**«ОНЛАЙН ИНСПЕКЦИЯ.РФ»**



### L'UTILITÉ ET LA TENEUR EN INFORMATIONS

des sources officielles de Rostroud ont été notées par

**97%**

des employés

**88%**

des employeurs



### L'ACTIVITÉ D'UN INSPECTEUR DU TRAVAIL SATISFAIT TOUT À FAIT

**>89%**

des employeurs

**62%**

des employés



**84%**

des employeurs

### CONSIDÈRENT D'ÊTRE UTILES LES RECOMMANDATIONS

de l'Inspecteur du travail  
données au cours des audits



## 02

ÉVALUATION PUBLIQUE  
DE L'ACTIVITÉ

## DE L'INSPECTION FÉDÉRALE DU TRAVAIL

L'an 2017 n'a pas fait exception et Rostroud a poursuivi d'appliquer de manière consécutive les principes d'ouverture dans son activité.

Les nouveaux outils et approches mises en place depuis 2013 pour mettre en vie les fonctions confiées à Rostroud ont permis à la société civile de découvrir d'un autre côté l'inspection fédérale du travail.



Parmi les objectifs clés du Concept d'amélioration de l'efficacité de garantie du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail (2015-2020) on trouve l'assurance de la précision, de la transparence et de l'ouverture de la surveillance fédérale du travail, ainsi que l'optimisation des processus d'interaction de l'inspection fédérale du travail avec les employés et les employeurs. En 2017, dans le cadre de son activité principale Rostroud s'est attaché à améliorer les mécanismes visant à encourager les employés et les employeurs à respecter la législation du travail. L'une des orientations centrales de ce travail a été le développement du système de services électroniques en ligne *Онлайнинспекция.рф*.

En 2017 on a créé et lancé des nouveaux services du système. Parmi ceux les plus principaux on peut citer le service *Évaluation publique des activités de l'inspection fédérale du travail*

permettant notamment aux citoyens de participer aux sondages interactifs d'opinion publique et d'évaluer le travail des inspections du travail sur leurs demandes.

Les résultats des sondages sont analysés dans le cadre d'une étude sociologique exhaustive des groupes de référence de Rostroud et sont utilisés pour prendre des décisions de gestion.

Pour étudier la satisfaction des citoyens et (ou) des groupes de référence du niveau d'ouverture des organes exécutifs fédéraux, le « concept d'ouverture » prévoit d'effectuer des études sociologiques par les organes exécutifs fédéraux. Rostroud n'en fait pas exception : en 2017 on a effectué une enquête, l'étude et l'analyse des résultats de l'évaluation publique par des groupes de référence de Rostroud et de ses 12 organes territoriaux dans les sujets de la Fédération de Russie.

Une enquête sociologique auprès des représentants des principaux groupes de référence, y compris 1 148 employés, 1 177 employeurs, 16 associations d'employés et d'employeurs, a montré qu'en 2017 plus de 87% des employeurs et plus de 47% des travailleurs se prononçaient positifs et satisfaits du travail accompli par l'inspection du travail (6% des employeurs et 20% des employeurs - négatifs).

Parmi les principaux facteurs d'évaluation de l'activité des inspections on trouve l'actualité des sources officielles de Rostroud, la satisfaction de leur teneur en informations, la disponibilité et la clarté des sources officielles, ainsi que le résultat de la demande ou de l'inspection, la satisfaction par le travail de l'inspecteur, le délai d'examen de la demande pour les employés

**En général la pertinence des sources officielles de Rostroud est appréciée par 88% des employeurs et 97% de travailleurs.**



## ON A ÉTUDIÉ LES OPINIONS SUR LES QUESTIONS SUIVANTES :

### 1 Degré de connaissance des groupes de référence de l'activité de Rostroud dans les sujets de la Fédération de Russie (ouverture de Rostroud), y compris

la connaissance des employés de l'activité des inspections, la pertinence et la clarté de l'information des sources officielles de Rostroud, la satisfaction des groupes de référence de leur contenu, la disponibilité et la compréhension des sources officielles, la satisfaction des employés de la qualité du fonctionnement des canaux d'information (téléphone de consultation, site officiel, portail Онлайнинспекция.рф).

### 2 Attitude des employés envers l'activité de l'inspection en 2017 (selon les résultats des demandes), y compris

la satisfaction du résultat d'examen de la demande et de la qualité de réponse de l'inspection, la satisfaction des délais d'examen de la demande, de l'interaction avec l'inspection lors de la réception personnelle, la satisfaction des conditions de réception personnelle dans l'inspection.

### 3 Attitude des employeurs envers l'activité de l'inspection en 2017 (selon les résultats des inspections), y compris

la caractéristique du travail accompli par l'inspecteur, le bien-fondé de sa décision, l'acceptabilité des frais engendrés par l'inspection.

### 4 Confiance dans l'inspection du travail de la région, y compris

l'évaluation du travail consciencieux des inspecteurs.

### 5 Opinion des groupes de référence sur la législation du travail, les services prometteurs de Rostroud, y compris

l'opinion des employeurs sur les exigences excessives et dépassées, l'opinion des employeurs sur leur attitude envers l'emploi des ex-détenus, le besoin des employés en informations supplémentaires sur les employeurs potentiels.

82% des employés et 73% des employeurs sont tout à fait satisfaits de l'information publiée, de la disponibilité et de la lisibilité des sources officielles (dont 60% et 48% respectivement sont satisfaits tout à fait ; 22% et 25% respectivement - partiellement), 18% et 26% respectivement ne sont pas satisfaits.

Les sources d'information électroniques ont reçu les meilleures notes : le portail Онлайнинспекция.рф (demandé par 83% des employés et 82% des employeurs) ; le service d'autocontrôle Inspecteur électronique (78% des employeurs l'ont évalué positivement, tandis que 63% des employeurs lui ont donné la meilleure note).

65% des employés sont satisfaits du résultat de l'examen de leurs demandes par l'inspection du travail (y compris 38% sont satisfaits tout à fait et 27% - partiellement), 35% ne sont pas satisfaits. Selon les répondants, les mesures visant à améliorer la qualité de l'interaction entre les inspections et les employés à toutes les étapes de la résolution des problèmes contribuent à renforcer la perception positive des inspections par les employés.

La durée d'attente d'un résultat a un effet significatif sur la satisfaction du travail de l'inspection : selon l'étude 58% des employés ont obtenu un résultat en moins de 15 minutes.

En outre, le fait d'obtenir un résultat quelconque a également un impact significatif sur la satisfaction : selon l'étude, les exigences de 54% des demandeurs seraient tout à fait satisfaites (y compris 34% qui sont satisfaites tout à fait et 20% - partiellement), 42 % ne sont pas satisfaites.

Plus de 64% des employés sont tout à fait satisfaits du résultat de l'examen des demandes par l'inspecteur du travail. Plus de 58% des demandeurs se disent satisfaits des conditions de l'accueil.

97% des employeurs sont satisfaits de l'interaction avec l'inspecteur du travail au cours du contrôle et seulement 3% ne le sont que partiellement.

**Les sources d'information électroniques ont reçu les meilleures notes : le portail [Онлайнинспекция.рф](https://onlineinspection.ru) (demandé par 83% des employés et 82% des employeurs) et le service d'autocontrôle Inspecteur électronique (78% des employeurs l'ont évalué positivement, cependant 63% des employeurs l'ont noté cinq sur cinq).**

Le niveau de satisfaction des employés et des employeurs du travail d'un inspecteur du travail qui exerce ses fonctions non seulement de façon légale, mais aussi de bonne foi s'élevait à 89% parmi les employeurs (y compris 68% qui sont « tout à fait d'accord », 21% qui sont « plutôt d'accord ») ; parmi les travailleurs - 62% (y compris 39% qui sont « tout à fait d'accord » et 23% qui sont « plutôt d'accord ») ; 1% des employeurs et 21% des travailleurs « ne sont absolument pas d'accord ».

64% des employés ont apprécié le travail de l'inspecteur au cours de la consultation personnelle comme « satisfaisant » et 23% — « insatisfaisant ».

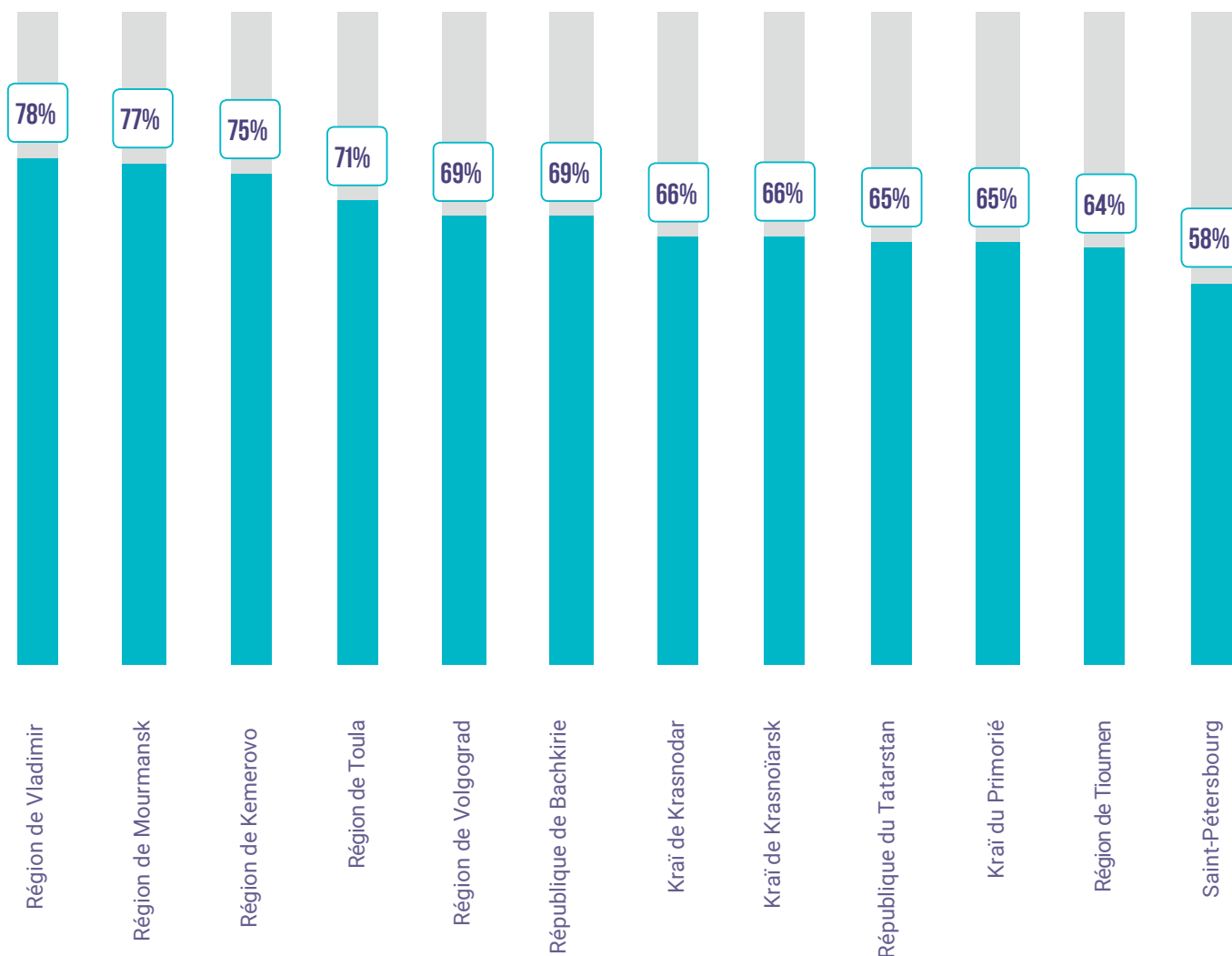
La motivation de l'inspecteur a également été évaluée : 80% des employeurs le disent d'être intéressés non seulement à identifier les violations, mais également à les prévenir ; et 15% des employeurs — de n'être intéressés qu'à identifier les violations et non à les prévenir. Seuls 2% des employeurs sont d'accord avec l'affirmation que « l'approche de l'inspecteur au contrôle est formelle, il n'est pas intéressé ni à identifier les violations, ni à les prévenir ».

86% des employeurs ont considéré que les frais sont possibles et acceptables lors des inspections, 10% n'étaient pas d'accord avec les frais.

59% des employeurs ont jugé les recommandations données par l'inspecteur d'être utiles, 25% - « utiles en général, quelques-unes ne sont pas réalisables », 1% des employeurs les ont considérées d'être absolument inutiles.

L'évaluation de la satisfaction des employés et des employeurs et de la transparence des informations a montré que 61% des employeurs et 54% des employés sont tout à fait satisfaits de la disponibilité et de la lisibilité des sources.

#### Classement des inspections du travail selon l'ensemble de critères d'évaluation des employés et des employeurs





## LA SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL EST ASSURÉE

à l'aide de l'approche orientée risques

## PLUS DE 7,7 MLN D'EMPLOYEURS SONT REPARTIS

en 5 groupes selon le risque



## PASSAGE À LA SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE À DISTANCE —

numérisation des activités de contrôle et  
de surveillance dans le domaine social  
professionnel.



## LE SYSTÈME AUTOMATISÉ D'ÉVALUATION (ASO)

a permis de former et tester

**1 753**

inspecteurs du travail.



## ON A APPRUVÉ

**107**

listes de vérification  
pour des contrôles  
planifiés



## UN CONTRAT CADRE ÉLECTRONIQUE —

réduction des frais des transactions  
et amélioration de la qualité de  
gestion opérationnelle



## GESTION AUTOMATISÉE

de l'activité d'un inspecteur  
du travail (SIG ACS)



## NOUVEAU PROJET DE ROSTROUD :

Réseau social professionnel russe Skillsnet  
([www.skillsnet.ru](http://www.skillsnet.ru)) est le vainqueur des  
meilleures pratiques d'ouverture dans  
la gestion publique



## 03

## ORIENTATIONS PRIORITAIRES

## ET ACTIVITÉS EFFICACES DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE SOCIAL PROFESSIONNEL

« Attendu que la croissance économique est essentielle mais n'est pas suffisante pour assurer le progrès social, la notion du développement social ne s'y limite guère », lit-on dans la préface à la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail. En 2017 Rostroud a effectué d'importants travaux visant à reformer les activités de contrôle et de surveillance dans le cadre des orientations prioritaires du développement stratégique de la Fédération de Russie.

Projet prioritaire Amélioration de l'efficacité de garantie du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail

La surveillance d'État du travail est une des fonctions cruciales sociales de l'État. Elle veille au respect des droits des citoyens et, surtout, le droit au salaire et aux conditions de travail saines et sûres.

Aujourd'hui, Rostroud se voit confronter la tâche d'adapter la surveillance du travail aux réalités modernes et aux exigences du temps. Elle doit répondre aux attentes de base de l'employé et aux intérêts de l'employeur. Alors il nous faut un système où les réglementations et les exigences législatives soient extrêmement claires

et transparentes pour toutes les parties des relations de travail.

Il faut changer de but, et par conséquent des pratiques du travail de l'inspecteur du travail même. Il doit devenir un assistant hautement qualifié et recherché tant pour les citoyens que pour les entreprises, doté d'outils modernes efficaces de surveillance et de contrôle.

L'une des tâches les plus importantes des inspecteurs du travail devrait consister à contribuer à l'amélioration des conditions de travail, à la sécurité

d'information des employés et des employeurs, à l'application de la « culture de prévention » dans les entreprises.

Les principales tâches et approches visant à améliorer la surveillance du travail sont définies par le gouvernement de la Fédération de Russie dans le Concept d'amélioration de l'efficacité de garantie du respect de la législation du travail pour la période 2015-2020 adopté en juin 2015, notamment :



assurer la précision, la transparence et l'ouverture du contrôle fédéral dans le domaine du travail



créer et promouvoir un système de contrôle interne du respect de la législation du travail par les employeurs



créer des conditions nécessaires pour développer la motivation des employeurs à se conformer aux exigences de la législation du travail et à améliorer les conditions de travail des travailleurs



intégrer des approches orientées risques dans l'organisation de la surveillance du travail



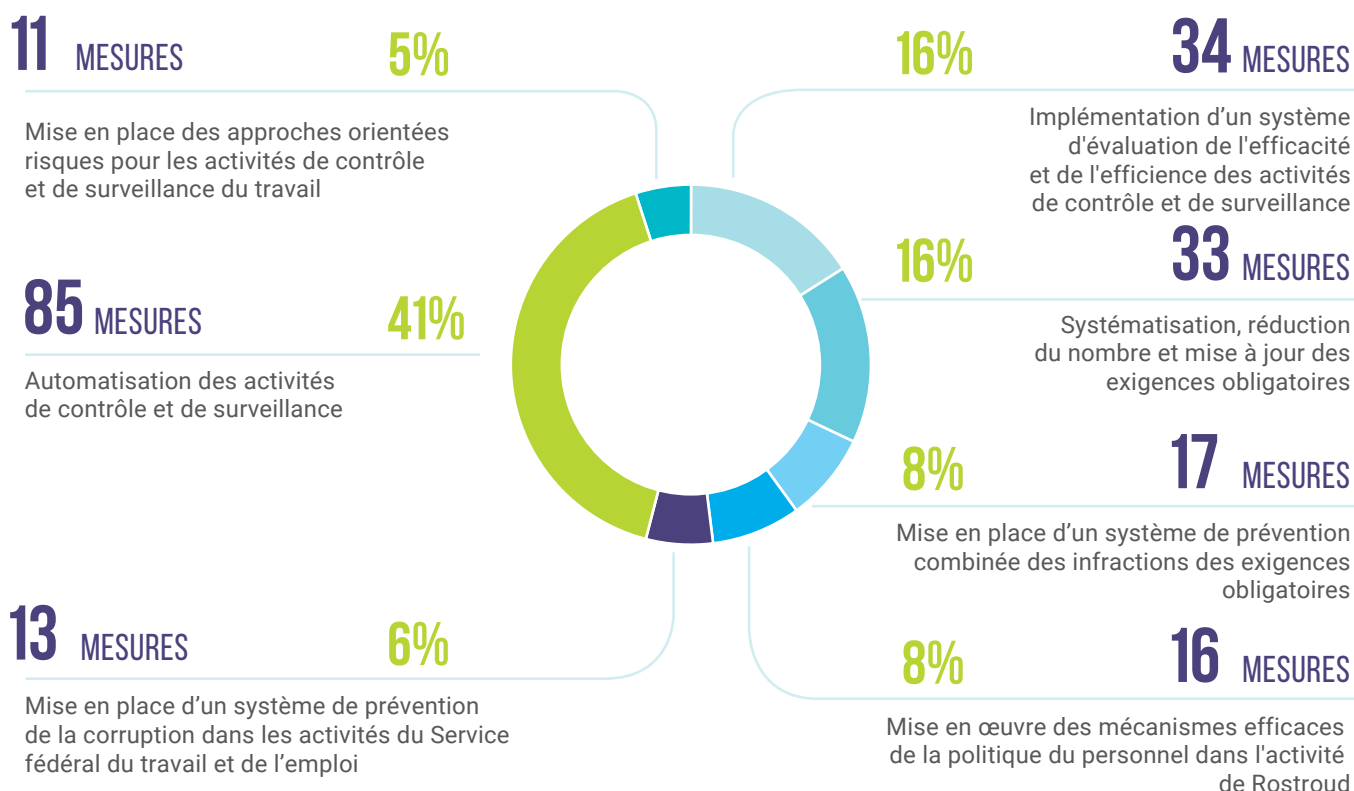
développer le potentiel de l'inspection fédérale dans la surveillance du travail

Rostroud a également rejoint le projet d'État dans le cadre de l'orientation principale du développement stratégique de la Fédération de Russie *Réforme des activités de contrôle et de surveillance*. Les travaux sont organisés conformément au Passeport du projet prioritaire interne de Rostroud intitulé *Amélioration de l'efficacité de garantie du respect de la législation du*

*travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail*, approuvé par le procès-verbal de la réunion du comité de projet sur l'orientation principale du développement stratégique de la Fédération de Russie *Réforme des activités de contrôle et de surveillance* du 21 février 2017 No. 13(2).

Le plan de la mise en œuvre du Passeport a été élaboré et approuvé par le Centre analytique auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie. Il a été approuvé le 27 avril 2017 par le chef du Service fédéral du travail et de l'emploi V.L. Voukolov.

## Le plan prévoit 7 principaux volets d'activités :



## Dorénavant la surveillance est effectuée selon l'approche orientée risques.

On évalue

SELON **5** CATÉGORIES

En février 2017 on a apporté des modifications correspondantes au Règlement sur le contrôle fédéral d'État du respect de la législation du travail. Dorénavant la surveillance est effectuée selon l'approche orientée risques. Ses critères sont définis dans les Règles de classification des activités des employeurs et des installations de production utilisées en fonction de la catégorie du risque et de la classe du danger.

La classification se fait par 5 catégories en fonction de l'indicateur du risque potentiel d'atteinte aux valeurs protégées par la loi. Parmi lesquelles on trouve la vie, la santé et les droits du travail des citoyens.

Voilà les principaux critères du risque :

- > Accidents de travail qui ont eu lieu sur l'entreprise ;
- > infractions enregistrées des droits du travail, en premier lieu liées au paiement des salaires.

En tenant compte des critères ci-dessus tous les employeurs (près de 7,7 mln) ont été répartis en 5 groupes de risque. 6 454 employeurs ont été classés comme étant à risque élevé, 3 509 — à risque important, 22 264 — à risque moyen, 1 997 970 — à risque modéré et 5 744 000 employeurs — à faible risque.

## Selon la catégorie de risque assignée à un employeur, la fréquence des inspections prévues varie de 2 à 6 ans, notamment :



Ces catégories ne sont pas statiques, on a prévu un système de leur surélévation aussi que de baisse.

À la suite de ces changements, le nombre d'entités contrôlées pour lesquelles la fréquence des inspections planifiées a été augmentée ou qui en ont été exemptées, en pourcentage représente 99,9% du nombre total d'employeurs.

On prévoit d'introduire en 2018 un modèle de gestion des catégories de risque, qui permettrait de reclasser les objets.

À cet égard, un plan d'inspections pour 2018 a été élaboré et coordonné avec les autorités du parquet en tenant compte de l'approche orientée risques.

Dans le cadre de l'activité prioritaire on a également élaboré 107 listes de vérification pour les contrôles planifiés, qui ont été approuvées le 10 novembre 2017 par l'arrêté de Rostroud No. 655.

Les listes de vérification avaient été largement discutées sur plusieurs sites et approuvées par la communauté des affaires.

Ces listes comprennent les questions portant sur les exigences obligatoires les plus importantes de la législation du travail, pour autant le contrôle planifié se restreint aux données spécifiées dans les listes.

De ce fait, ce jour-là au cours de l'inspection un inspecteur du travail ne pourra guère ignorer l'une ou l'autre des exigences réglementaires, de même qu'un employeur ayant accès à ces listes de vérification pourra prévenir les infractions.

Les agents de Rostroud attachent une attention particulière aux questions de prévention, notamment à partir de 2017 on organise des réunions trimestrielles sur les résultats des inspections. Cela signifie que les audiences publiques sur les résultats des inspections ont lieu trimestriellement. Dans le cadre de ce travail, on résume les infractions identifiées, on identifie les infractions d'un degré de danger élevé et on élabore des directives et des explications pertinentes pour les entreprises afin de garantir la bonne organisation du travail des entreprises et de prévenir les infractions dans l'avenir.

Le travail avec le personnel des entités de surveillance de Rostroud a été également considérablement amélioré. En 2018 on prévoit de développer des normes de gestion du personnel adaptées aux spécificités des activités de l'inspection fédérale du travail ; on poursuivra de former régulièrement les inspecteurs.

En outre, on prévoit d'élaborer et d'introduire un système d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des activités de contrôle des organes territoriaux de Rostroud et des inspecteurs du travail. On met en œuvre un système de gestion des activités des organes territoriaux de Rostroud sur la base d'indicateurs clés de performance (KPI), notamment :

- un système d'indicateurs clés de performance ;
- un système d'évaluation sur la base des classements des organes territoriaux de Rostroud ;
- un système d'incitation des fonctionnaires des organes territoriaux de Rostroud.



**En 2018 on prévoit de développer des normes de gestion du personnel adaptées aux spécificités des activités de l'inspection fédérale du travail ; on poursuivra de former régulièrement les inspecteurs.**

## Automatisation des activités de contrôle et de surveillance du travail

Dans le cadre du Concept précité, Rostroud met en œuvre un ensemble de mesures visant à optimiser les processus d'interaction entre l'inspection fédérale du travail avec les employés et les employeurs jusqu'à 2020.

L'un des volets de ce travail est la mise à jour du Système automatique de contrôle et de surveillance dans le domaine de la législation du travail et la création sur sa base d'un système d'information de gestion des activités de contrôle et de surveillance (SIG ACS). Les principaux axes de son développement ont été approuvés le 29 octobre 2014 lors de la réunion de la

Sous-commission sur l'utilisation des technologies d'information lors de la prestation des services municipaux et de ceux d'État auprès du Ministère des télécommunications et communications de masse de la Fédération de Russie.

En 2017 on a poursuivi le développement des composants du SIG ACS et de leurs modules, le système a été progressivement mis en exploitation commerciale par les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie. Le système est créé sur la base du principe de gestion de processus, initie les processus de contrôle et de

surveillance indépendamment de l'inspecteur, en contrôle les délais et bloque les actions illégales éventuelles.

Le système permet d'améliorer la qualité du travail, la performance et la discipline des inspecteurs, le niveau de respect des droits des travailleurs et des employeurs et permet également de surveiller la situation en temps réel dans toute inspection du travail.

Le SIG ACS est un ensemble centralisé de sous-systèmes et de modules en interaction. L'interaction avec le système de l'utilisateur final repose sur la technologie en nuage.

### Parmi les sous-systèmes clés du SIG ACS on peut citer :



#### sous-système de gestion des processus ACS,

composé de modules de gestion des principaux processus des activités de contrôle, notamment : inspections planifiées et surprises du respect de la législation du travail, contrôle du respect des instructions, du paiement des amendes, etc.



#### sous-système d'indicateurs clés de performance des activités de contrôle et de surveillance

directement lié au sous-système de génération des rapports ce qui permet de contrôler en temps réel la qualité de la mise en œuvre des activités de contrôle et de surveillance d'une entité territoriale ou d'un inspecteur du travail ;



#### sous-système d'interaction électronique interministérielle,

qui avec le sous-système de gestion des processus fournit des données pour la tenue des passeports des agents économiques nécessaires à la mise en œuvre de la planification intelligente orientée risques des mesures de contrôle et de surveillance. Elle repose sur les mécanismes de classification des risques.

En 2017 on a pris des mesures visant à développer le système. Y compris on a mis à jour quelques systèmes et modules créés et testés auparavant. Ainsi, suite aux modifications, aussi qu'à l'adoption de nouveaux règlements et actes réglementaires on a mis à jour les sous-systèmes d'indicateurs clés de performance, de planification des activités de surveillance et de contrôle et le module de surveillance des résultats des activités visant à réduire l'emploi informel du sous-sys-

tème de génération des rapports du SIG ACS, aussi qu'on a créé un sous-système de tenue des listes de vérification.

Afin de garantir la mise du SIG ACS en exploitation commerciale, ainsi que l'automatisation supplémentaire des opérations effectuées par les organes territoriaux de Rostroud, on a procédé au développement des nouveaux sous-systèmes et modules.

Parmi ceux-ci, il convient de noter le sous-système de gestion électronique des documents intégré au système déjà en place de l'administration centrale de Rostroud. On a ajouté de nouveaux modules au sous-système d'assistance aux processus pour mettre en œuvre les processus d'enquête sur les accidents, de recours précontentieux (extrajudiciaire), de traitement des demandes des citoyens, de l'enquête administrative.



**L'implémentation et le développement du SIG ACS permettent de résoudre un certain nombre de tâches clés, notamment d'assurer la gestion automatisée des activités d'un inspecteur jusqu'à des procédures administratives spécifiques réduisant ainsi les risques de corruption.**



Également dans le cadre du développement du sous-système de génération des rapports on a créé un module de contrôle des arriérés de salaires. En outre, on a intégré le SIG ACS aux systèmes déjà mis en service de comptabilité budgétaire et de ressources humaines du Service fédéral du travail et de l'emploi. On a créé un prototype de la version hors ligne du système, qui est conçu pour que les inspecteurs du travail puissent travailler dans les zones sans accès Internet.

En 2018 on va poursuivre la modernisation du SIG ACS conformément aux Exigences intégrées aux systèmes d'information assurant la mise en œuvre des fonctions de contrôle et de surveillance par les autorités exécutives (Norme d'informatisation des activités de contrôle et de surveillance).

Pour améliorer la qualité des activités de contrôle et de surveillance, ainsi que sa gestion, il est prévu d'accroître la commodité et d'élargir les fonctionnalités des interfaces utilisateur du système. On a prévu les travaux pour doter le système d'options d'ajout et de vérification de signatures numériques électroniques. Le SIG ACS sera intégré au FGIS (système d'information fédéral d'État) Registre fédéral des services municipaux et de ceux d'État (Fonctions), GAS (Système automatique d'État) Gestion, FGIS Registre unifié des inspections, ainsi qu'au portail SSTU RF et au système de services [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф). On prévoit de développer un sous-système destiné à enregistrer les exigences obligatoires aux personnes contrôlées et de créer une version complète du système sur la base du prototype développé précédemment pour permettre à un inspecteur du travail d'exercer ses pouvoirs de contrôle et de surveillance à l'aide

du système d'information de gestion (SIG ACS) de façon autonome avec la synchronisation ultérieure des bases de données avec le stockage en nuage.

L'introduction et le développement du SIG ACS permettent de résoudre quelques tâches clés, notamment d'assurer la gestion automatisée des activités d'un inspecteur jusqu'à des procédures administratives spécifiques, réduisant ainsi les risques de corruption. Le système assiste à la prise de décisions de gestion en temps réel par le chef de Rostroud et les chefs des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie. De plus, grâce à la planification automatisée orientée risques, on voit diminuer la charge sur les employeurs à faible niveau de risque.

Les travaux de développement et de modernisation du SIG ACS seront poursuivis en 2018.

## Développement du système de services électroniques [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф)

Afin de mettre en œuvre le Plan d'actions pour réaliser le Concept d'amélioration de l'efficacité de garantie du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail (2015-2020), approuvé par le Vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, O.U. Golodets le 26 octobre 2015 No. 7011п-П12, et d'assurer l'interaction d'information efficace de l'inspection fédérale du travail avec les employés et les employeurs, qui comprend le développement d'un

système de services en ligne orientés clients sur le portail d'information [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф) (ci-après - le Système) sur Internet, Rostroud a rédigé et approuvé par l'arrêté No. 83 du 24 Mars 2016 un plan d'actions correspondantes.

Conformément au Plan, Rostroud a mis en œuvre en 2017 les mesures-clés suivantes :

- création des services du Système : Aide-mémoires pour employés et employeurs, Accueil électronique de

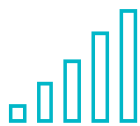
Rostroud, Recours précontentieux, Évaluation publique de l'activité de l'inspection fédérale du travail, Comptes personnels des employés et des employeurs, Banque de documents-types, Bibliothèque de situations de travail ;

- mise à jour et extension des fonctionnalités de l'application mobile Je suis inspecteur (version mobile du service Signaler un problème)

En 2017 on a vu le nombre de visiteurs du Système s'accroître jusqu'à

**3,58**

mln de personnes



On a enregistré

**25 MLN**

de visualisations de pages



élaboration de matériaux supplémentaires pour les services du Système ayant pour but d'assurer le respect de la législation du travail : Bibliothèque de situations de travail (en 2017, 50 situations ont été développées), Inspecteur électronique (50 listes de contrôle développées), Navigateur du travail (50 itinéraires développés), Aide-mémoires pour employés et employeurs (50 aide-mémoires ont été développés) ;

notification des employés et des employeurs sur le développement du Système.

En 2017 le nombre de visiteurs du Système a augmenté pour atteindre 3,58 millions de personnes et on a

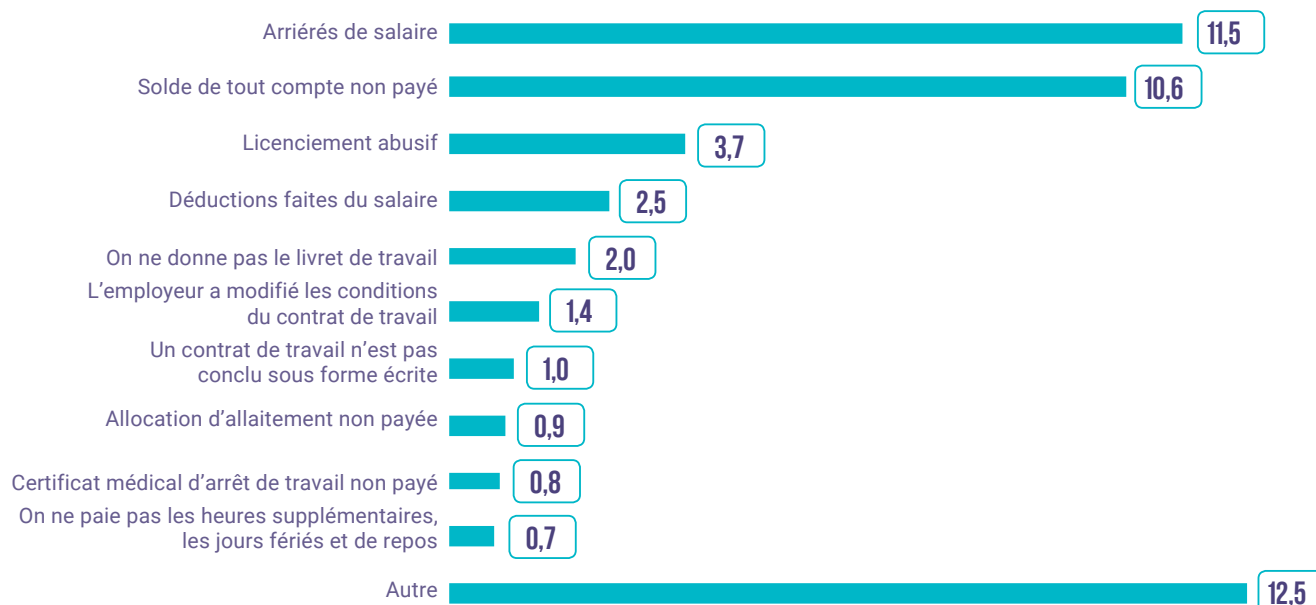
enregistré 25 millions de visualisations de pages.

**Les services les plus populaires sont Signaler un problème**, Inspecteur en service et Inspecteur électronique.

Le service interactif du Système Signaler un problème permet aux utilisateurs autorisés d'envoyer une demande électronique au bureau territorial de Rostroud, de suivre son examen et d'y recevoir une réponse. Le service précité avait fonctionné en mode pilote depuis novembre 2013, et a été mis en service en 2016.

Au 31 décembre 2017 le service avait reçu 210 100 demandes, dont 47 600 en 2017.

**Sujets des demandes reçues via le service Signaler un problème**, en milliers :

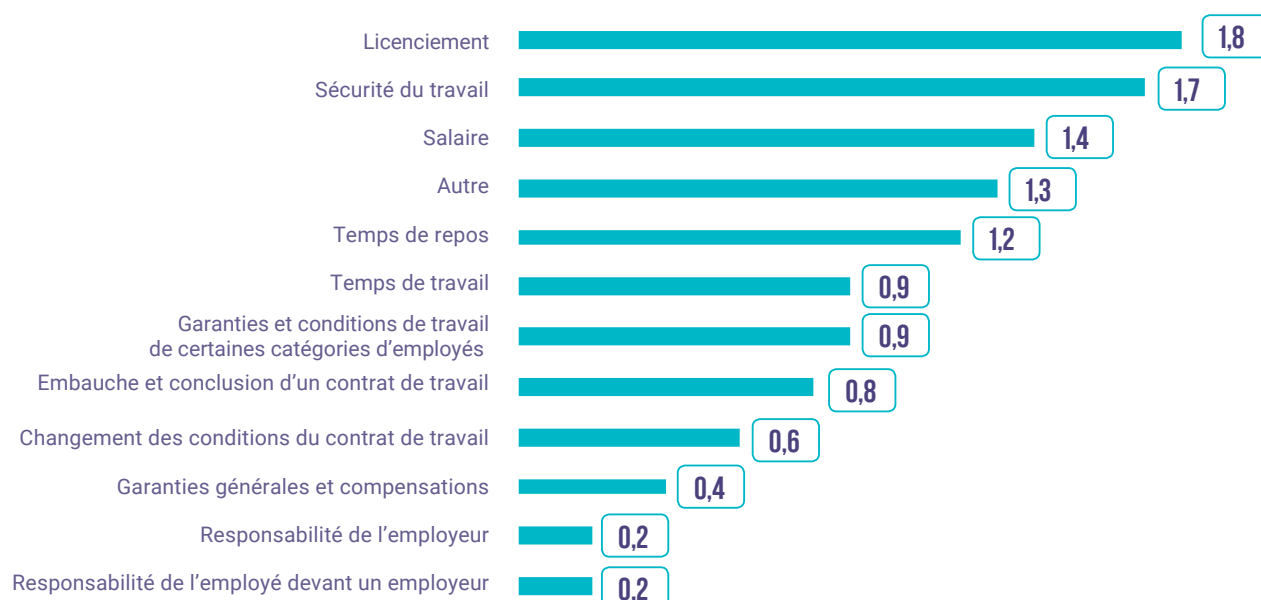


**Le service interactif du système Inspecteur de service** fournit des informations et peut renseigner les utilisateurs du Système Онлайнинспекция.рф sur les questions du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail. Le service avait fonctionné en mode pilote depuis le novembre 2013 et a

été mis en service en 2016, il permet de profiter d'une consultation juridique au cours de 3 jours sur une question dans le domaine du respect de la législation du travail. On a fourni 70 700 consultations aux citoyens pendant la période d'existence du service, dont 11 400 en 2017.

**Le service d'information et de conseil interactif du système**

**Inspecteur électronique** permet aux employeurs de procéder à un autocontrôle du respect des exigences de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail. L'inspecteur électronique aide à un employeur à effectuer un audit interne du respect de la législation du travail à tout moment et gratuitement. Au cours de l'audit

**Sujets des consultations offertes aux utilisateurs du service Inspecteur en service, en milliers**

un représentant de l'organisation remplit les listes de contrôle intelligentes, sur la base desquelles le Système tire une conclusion sur les infractions éventuelles. En 2017, on a développé 50 listes d'autocontrôle, après leur publication le nombre total des orientations d'autocontrôle disponibles dans le Système a atteint 175. Au 31 décembre 2017 le service a effectué 302 000 autocontrôles, au cours desquels plus de 216 000

violations ont été révélées, dont 124 500 autocontrôles et 79 100 violations - en 2017.

Sur la base des résultats de la liste de contrôle, le service développe des recommandations pour éliminer les infractions révélées, les entreprises qui avaient suivi les recommandations ont pu éviter les sanctions s'élevant à 6,77 milliards de roubles.

En 2017 on a développé les services Accueil électronique de Rostroud, Recours précontentieux, Évaluation publique de l'activité de l'inspection fédérale du travail, Comptes personnels des employés et des employeurs, Banque de documents types, Bibliothèque de situations de travail, on a mis au pont l'application mobile Je suis inspecteur.



### Le service interactif Accueil électronique de Rostroud

permet aux utilisateurs autorisés de s'inscrire à une consultation dans l'inspection du travail.



### Le service interactif Recours précontentieux

fournit aux utilisateurs du Système la possibilité de faire appel de l'action (inaction) et des décisions prises (appliquées) dans le cadre de l'exercice des fonctions d'État par un fonctionnaire de l'entité territoriale du Rostroud, y compris le chef de l'entité territoriale de Rostroud et ses adjoints.



### Le service interactif Évaluation publique de l'activité de l'Inspection fédérale du travail

offre aux visiteurs du système la possibilité de participer à des sondages et d'évaluer le travail du Système, celui de Rostroud et de ses entités territoriales.



### Le service Comptes personnels des employés et des employeurs

offre aux utilisateurs les fonctionnalités élargies d'un profil personnalisé.



### Le service d'information Banque de documents types

offre aux utilisateurs des formulaires approuvés, non approuvés et utilisés réellement, des exemples des documents, qui sont nécessaires à l'employeur tout comme à l'employé.



### Le service d'information Bibliothèque de situations de travail

fournit aux utilisateurs un ensemble d'outils pour la résolution de problèmes donnant un accès aux ressources de tous les services du Système, aux documents de consultation, aux aide-mémoires, aux listes d'autocontrôle en fonction de la situation réelle.



### L'application mobile Je suis inspecteur

(disponible sur les appareils fonctionnant sous les systèmes d'exploitation Android et iOS) permet aux utilisateurs d'un téléphone mobile de formuler une demande à l'entité territoriale de Rostroud sur les problèmes les plus traumatisants en matière de protection du travail (par exemple, il n'y a pas de clôture sur le site de construction, les constructeurs travaillent sans équipement de protection individuelle, etc.). En 2017 on a élargi les fonctionnalités de l'application mobile. On a élaboré le sujet de la sécurité au travail, les utilisateurs peuvent envoyer des messages sur les accidents dissimulés et la violation de la procédure d'enquête à une entité territoriale de Rostroud. En outre on a ajouté dans l'application des rubriques supplémentaires sur les salaires, les utilisateurs peuvent signaler des arriérés ou des retenues de salaire, un paiement incomplet des heures supplémentaires et des jours fériés.

En 2017 on a développé des documents supplémentaires pour des services tels que Bibliothèque de situations de travail, Inspecteur électronique, Aide-mémoires pour employés et employeurs, Navigateur du travail pour garantir le respect de la législation du travail, on a ajouté des nouveaux sujets à l'application mobile Je suis inspecteur.

Afin d'informer les travailleurs et les employeurs sur l'évolution du Système, Rostroud a organisé la présentation des informations aux membres du Conseil public auprès du Service fédéral de l'emploi et du travail, ainsi qu'aux citoyens par le biais des médias.

Dans le cadre du travail mené par le biais des médias on a préparé et envoyé des communiqués de presse dans les médias, ainsi qu'on les a publiés sur le site Web officiel de Rostroud dans la section Actualités.

On a fait tourner une série d'interviews avec les représentants de Rostroud sur ce sujet. Au total en 2017, selon le système de surveillance des médias Integrum, plus de 600 messages d'information sur le système ont été publiés. Des publications sur les services du portail ont été faites dans les médias fédéraux centraux. Les organes territoriaux de Rostroud, ainsi que les organes exécutifs régionaux et municipaux ont également diffusé des informations sur le développement du système dans les médias régionaux.

Actuellement le système de services en ligne [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф) assure les conditions nécessaires au respect de la législation du travail et à la réduction des infractions en la matière, tout en renforçant l'efficacité du contrôle et de la surveillance d'État du respect de la législation du travail. Parmi les principales tâches résolues par le système de services électroniques [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф) on peut citer :

- garantie de la disponibilité et de la lisibilité des exigences de la législation du travail, des explications et des instructions de leur application ;
- création d'un système de contrôle interne du respect de la législation du travail dans des agents économiques ;
- création d'un canal permanent et pratique pour l'interaction des travailleurs et des employeurs avec l'inspection fédérale du travail.

Conformément au Plan 2018 on va poursuivre l'activité de Rostroud visant à assurer l'interaction d'information efficace entre l'inspection fédérale du travail et les employés/employeurs, notamment par la mise en place d'un système de services en ligne interactifs orientés clients sur le portail d'information [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф) sur le réseau Internet.

## Économie numérique des relations de travail

S'appuyant sur les tendances de développement de l'économie numérique, Rostroud continue de travailler activement à introduire les technologies électroniques dans les activités de contrôle et de surveillance, y compris la « numérisation » de la gestion des dossiers du personnel.

Les technologies électroniques simplifient considérablement la vie, permettent de gagner du temps, d'obtenir plus d'informations et de prendre des décisions mieux fondées.

Les employés et les employeurs utilisent activement les services électroniques de Rostroud Онлайнинспекция.рф.

Dans le contexte de la diffusion des technologies numériques nombreux sont les employeurs qui ont commencé à gérer les documents du personnel sous forme électronique. L'optimisation et le transfert d'un volume important de documents du personnel sous forme électronique permettent de réduire considérablement les frais de transaction et d'améliorer la qualité de la gestion

opérationnelle, ce qui, en général, influe également sur la croissance de la productivité du travail.

Les entreprises les plus avancées mettent en place la gestion électronique des documents du personnel et souhaitent d'interagir sous forme électronique avec les autorités de contrôle. Cette approche réduit considérablement les frais de préparation et d'envoi des documents à la demande des organes de contrôle de l'État.

En 2017 Rostroud a effectué une vérification électronique des documents du personnel de deux grandes entreprises dans le cadre d'une expérience : PAO Sberbank Rossii et la société Ulmart.

Rostroud a éprouvé une « technologie de surveillance électronique à distance », qui a permis d'obtenir tous les outils nécessaires pour procéder au contrôle. Tenant compte des exigences actuelles, Rostroud est prêt à offrir la technologie d'interaction électronique avec les

employeurs lors de l'audit des documents du personnel. Le sujet de la vérification était le respect des exigences relatives au contenu des contrats de travail ;

le respect de la procédure et des conditions de modification du contrat de travail ; le respect des exigences relatives au congé annuel payé.

Au cours de l'audit on a évalué 23 différents documents à l'aide des listes de contrôle remplies sous forme électronique.

L'échange des documents électroniques entre l'inspection du travail et les personnes inspectées a été effectué par un canal sécurisé utilisant une signature électronique qualifiée.

Les documents du personnel ont été examinés et évalués par un inspecteur du travail à l'aide du système d'information de gestion des activités de contrôle et de surveillance (SIG ACS) développé et mis en exploitation commerciale par Rostroud fin 2017.

## Développement professionnel des fonctionnaires civils

### Mise en œuvre d'un programme de magistrature Activités de surveillance et d'inspection dans le domaine du travail

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme prioritaire de réforme des activités de contrôle et de surveillance, Rostroud met en place un système fondamentalement nouveau de formation et de recyclage des employés. Il comprend une formation professionnelle, des stages, un institut de mentorat, un système automatisé d'évaluation des compétences professionnelles des inspecteurs, des travaux de recherche, des activités de formation professionnelle fondées sur les pratiques et les méthodes d'enseignement modernes.

Afin de résoudre le problème de la pénurie de jeunes spécialistes qualifiés dans l'inspection fédérale du travail ayant une formation spécialisée dans le domaine de la surveillance, on a lancé un programme de magistrature de deux ans intitulé « Activités de surveillance et d'inspection dans le domaine du travail

» sur la base de l'Université polytechnique de Moscou.

En 2017 on a fait la première promotion des 25 magistrats. À ce jour 51 personnes font leurs études à Moscou, dont 13 travaillent déjà dans l'administration centrale de Rostroud et dans ses entités territoriales.

On voit s'élargir la géographie de la formation des spécialistes de surveillance dans le domaine du travail dans le système d'enseignement supérieur : depuis septembre 2017 ce programme de magistrature est réalisé sur la base de l'Université d'État de Togliatti, à l'aide de la plateforme d'innovation fédérale Rosdistant du ministère de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie.

Afin d'assurer le recyclage continu des compétences professionnelles des inspecteurs du travail et d'assurer l'application uniforme des exigences du droit du travail dans le domaine du travail, en 2017 on a mis en place à Rostroud un système de formation à

distance Système automatisé d'évaluation des compétences professionnelles et du niveau de qualification des inspecteurs du travail (ASO).

Il prévoit l'étude d'un cycle de modules de formation professionnelle avec l'utilisation d'un ordinateur personnel en temps réel avec le passage obligatoire du contrôle final des connaissances à l'aide des outils de capture vidéo. En 2017, 1 753 inspecteurs du travail ont suivi le cycle complet de formation dans le système ASO : en commençant des disciplines générales de gestion et finissant par les problèmes spécifiques liés à l'organisation des inspections en utilisant une approche orientée risques, la mise en œuvre des mesures préventives, le travail dans un système d'information automatisé du contrôle et de la surveillance dans les conditions de transition au nouveau modèle de contrôle d'État.



En 2017 on a fait la première promotion des

**25**

25 magistrats diplômés



Pour acquérir une nouvelle expérience professionnelle, développer des compétences professionnelles et de communication, augmenter la motivation supplémentaire, former une équipe de personnes partageant les mêmes idées, une autre méthode de formation pratique est utilisée activement – les stages de service d'une durée d'un à trois mois. En 2017 environ 100 personnes de différents sujets de la Fédération de Russie ont suivi ce type de formation.

Le système de mentorat visant à faciliter le développement professionnel des nouveaux employés est un facteur important dans l'amélioration des qualifications professionnelles des nouveaux employés. L'analyse des résultats de 221 mentors en 2017 a montré que le mentorat avait contribué à une réduction significative du nombre d'employés licenciés au cours des trois premiers mois de leur travail par rapport aux années précédentes, ainsi qu'à l'amélioration du statut professionnel des employés expérimentés des inspections du travail agissant en tant que mentors.

Afin de développer les ressources humaines et d'améliorer l'efficacité des performances professionnelles des agents civils exerçant des fonctions de contrôle (surveillance) dans le domaine de la protection du travail, la Conférence russe s'est tenue en décembre 2017 où plus de 250 spécialistes de Rostroud ont participé. Dans le cadre de la conférence, une séance stratégique a été organisée pour les chefs des inspections du travail, au cours de laquelle on les a fait connaître les résultats de l'étude annuelle sur la participation des employés des Inspections du travail, leur autoévaluation, leurs barrières de performance, indicateurs de confiance dans la direction et leur niveau de pouvoirs. Un cours interactif Efficacité personnelle et professionnelle d'un inspecteur du travail pour les inspecteurs visait à accroître la motivation pour leur propre développement professionnel et leur implication dans le processus de maîtrise du modèle de compétences de l'inspecteur du travail.

En 2017 le système ASO a permis de former et de tester

**1 753**

inspecteurs du travail.



## Développement du système d'information analytique Base d'offres d'emploi en Russie Travailler en Russie

Le portail Travailler en Russie constitue une base d'offres d'emploi provenant de différentes sources, notamment des registres des bénéficiaires des services publics dans le domaine de l'emploi, directement des employeurs.

Le portail offre notamment l'accès à :

- l'information sur les offres d'emploi (postes vacants), les conditions de travail, les garanties sociales, l'accessibilité du lieu de travail par transport, les conditions de vie, la disponibilité des infrastructures et des autres informations visant à accroître la mobilité des citoyens, y compris en ligne ;
- l'information sur les citoyens souhaitant de trouver un travail, y compris en dehors du lieu de résidence permanente, les employés libérés et les travailleurs à temps partiel ;
- l'information sur les projets d'investissement ;
- l'information sur les établissements d'enseignement ;
- l'information sur les perspectives de carrière ;
- service permettant de réaliser les procédures de sélection et d'entretien entre les citoyens et les employeurs en utilisant le réseau Internet ;
- notification automatique de la disponibilité des offres d'emploi (postes vacants) ;
- profil personnalisé d'un citoyen ou d'un employeur ;
- des informations analytiques sur l'évaluation comparative des conditions de travail, les exigences de qualification pour les employés ;
- l'information sur la mise en œuvre de programmes régionaux visant à accroître la mobilité de la population.

Pour assurer l'identification des utilisateurs (employeurs et candidats) le portail est intégré au système d'identification et d'authentification unique (ESIA). Ainsi, plus de 32 millions de citoyens utilisateurs du système ESIA ont accès au portail sans authentification supplémentaire.

Le portail contient des informations sur les organisations de santé, de culture et d'éducation reçues suite à l'interaction avec le système d'information du Trésor fédéral.

Le portail contient des informations sur les projets d'investissement mis en œuvre sur le territoire des sujets de la Fédération de Russie, des programmes régionaux dans le domaine de la promotion de l'emploi et les coordonnées des centres pour l'emploi.

Rostroud a conclu des accords de coopération avec les principaux fournisseurs d'informations sur le portail, y compris les sujets de la Fédération de Russie, les portails

commerciaux d'offres d'emploi, les employeurs les plus grands (OAO Gazprom, FGUP Potchta Rossii, OAO RJD, Corporation d'État Rostekh).

En 2017, le portail Travailler en Russie a été mis au point afin de réaliser l'accord conclu entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur le recrutement organisé et la participation des ressortissants de la République d'Ouzbékistan aux travaux temporaires sur le territoire de la Fédération de Russie.

Le service Compte personnel de l'employeur a été mis au point en ce qui concerne la volonté de l'employeur de participer au recrutement organisé, à la publication des matériaux d'information sur cette question, à la possibilité de sélectionner les offres d'emploi à des fins de recrutement organisé avec la saisie obligatoire d'informations supplémentaires sur les conditions de logement et des contacts supplémentaires dans Skype.

Les options réalisées du portail Travailler en Russie permettent d'accroître l'efficacité de l'interaction entre les parties lors de la mise en œuvre des accords intergouvernementaux grâce à la mise en place des mesures d'automatisation et fournissent également des informations objectives sur le déroulement du recrutement organisé

et sur la participation des ressortissants étrangers aux travaux temporaires sur le territoire de la Fédération de Russie dans le cadre des accords internationaux conclus.

Le mécanisme développé est universel et est testé pour le moment. Dans l'avenir il est prévu de l'utiliser pour exécuter des autres accords internationaux conclus sur le recrutement organisé.

En 2017 on a mis en exploitation un nouveau sous-système Registre des bénéficiaires des services du portail Travailler en Russie qui permet de :

- améliorer la qualité et la fiabilité des informations contenues dans les registres des bénéficiaires des services dans le domaine de l'emploi ;
- s'intégrer aux systèmes d'information du Fonds de pension de la Fédération de Russie et du Service fédéral des Impôts afin de vérifier les informations reçues des services d'emploi ;
- implémenter un module de surveillance à distance des allocations sociales payées aux citoyens reconnus chômeurs selon la procédure en vigueur ;
- réduire le temps de prestation et améliorer la pertinence des données sur les services fournis dans le domaine d'emploi de la population ;

Afin d'informer les citoyens et les employeurs sur les possibilités offertes par le portail Travailler en Russie, d'attirer un nombre suffisant d'utilisateurs pour lui permettre de fonctionner efficacement, en 2017 on a entrepris des travaux pour publier les offres d'emploi du portail Travailler en Russie sur les ressources partenaires sur le réseau Internet, dont le service Yandex.Travail (sur les conditions de réacheminement des utilisateurs depuis la ressource partenaire vers le Portail), ainsi que des bannières du portail Travailler en Russie sur les sites officiels des autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie, des centres multifonctions de prestation des services publics et municipaux.

Au 31 décembre 2017 (depuis la mise du Portail en exploitation commerciale le 3 juillet 2015), le nombre total de visiteurs du Portail s'est élevé à 44,4 millions d'utilisateurs, le nombre total de visualisations du Portail - 604 millions. Plus de 200 000 visitent le Portail Travailler en Russie chaque jour. Au 31 décembre 2017 le nombre d'offres d'emploi publiées sur le Portail s'est élevé à 357 000 (1,22 million d'emplois), le nombre de CV postés sur le Portail s'est élevé à 524 000, et le nombre d'employeurs enregistrés sur le Portail - 70 000.

## Création d'un réseau social professionnel russe Skillsnet

L'évaluation des résultats obtenus par le portail Travailler en Russie a montré qu'il était nécessaire de passer à l'étape suivante : créer sur cette base le premier réseau social de contacts professionnels en Russie.

Dans le monde en développement dynamique les réseaux sociaux jouent un rôle important en remplaçant les moyens traditionnels de diffusion de l'information et de communication. Ils touchent presque tous les domaines de vie, y compris la vie professionnelle.

À l'heure actuelle l'expérience positive acquise à l'étranger dans le développement et la mise en place de réseaux sociaux des affaires a déjà montré son efficacité.

Cependant ces réseaux axés principalement sur les utilisateurs des autres États et le mouvement transfrontalier de la main-d'œuvre ne répondent pas tout à fait aux réalités russes et à la tâche de promotion de l'emploi des citoyens, en particulier de notre pays.

Le premier réseau social professionnel russe Skillsnet permet non seulement de rapprocher l'employé de l'employeur, en supprimant de nombreux obstacles organisationnels et psychologiques, mais il devient également une plate-forme d'interaction directe entre les acteurs du milieu professionnel : des établissements d'enseignement secondaire spécialisé et supérieur aux employeurs directs et à leurs associations.

Le réseau est complètement intégré au portail Travailler en Russie. Cela augmente le potentiel des deux ressources en garantissant un haut niveau de fiabilité des informations et leur plus grande disponibilité.

Dans le cadre du concours panrusse des meilleures pratiques en matière de transparence de l'administration publique, organisé par le Conseil d'experts auprès du gouvernement de la Fédération de Russie et de la Commission gouvernementale pour la coordination des activités du Gouvernement ouvert, l'initiative de Rostroud visant à créer un réseau social dédié des affaires, Skillsnet (<http://www.skillsnet.ru>) a gagné dans la nomination « Pour un bon départ ».



## ON A PAYÉ

**> 20** mlrd. de  
roubles  
d'arriérés de  
salaires à plus  
de 1 mln de  
travailleurs



## ОНЛАЙН ИНСПЕКЦИЯ.РФ –

**3,6 MLN**  
de visiteurs  
uniques

**25 MLN**  
de  
visualisations



## ON A LÉGALISÉ

**> 2 MLN**  
de personnes d'âge  
de travailler



## INSPECTIONS PLANIFIÉES RÉDUITES DE

**28%**



**> 302 000**  
D'AUTOCONTRÔLES

**6,8**  
MLRD. DE ROUBLES

des connaissances de  
la législation du travail  
ont été réalisés par les  
employeurs sur le  
service Inspecteur  
électronique

ont conservé  
les employeurs  
grâce à l'autocontrôle



**35 MLRD. DE ROUBLES**  
payés au Fonds de pension  
de la Fédération de Russie  
grâce à l'ensemble de  
mesures visant à réduire  
l'emploi informel

# 04 CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

En 2017 le nombre total d'entités juridiques, d'entrepreneurs individuels opérant sur le territoire de la Fédération de Russie, de la municipalité concernée, dont les activités sont soumises au contrôle d'État (surveillance) par l'autorité de surveillance, s'est élevé à 7 830 500.

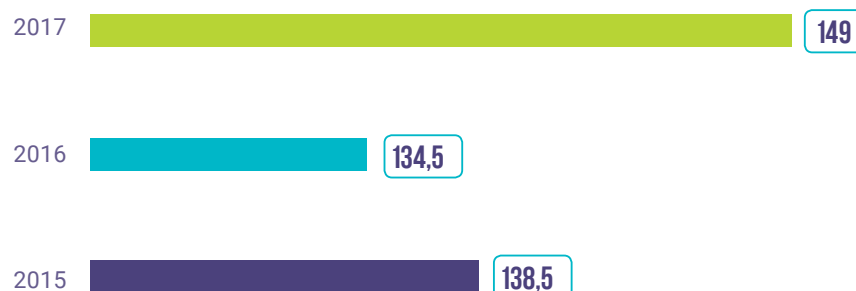


Les organes territoriaux de Rostroud dans le cadre de ses pouvoirs envers les personnes morales et des entrepreneurs individuels en 2017 ont réalisé 149 010 inspections sur le respect du droit du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail (augmentation par rapport à l'an 2016).

Grâce aux mesures prises pour améliorer les performances des inspecteurs du travail, on a vu en 2017 se poursuivre la tendance de la hausse de la charge réelle aux fonctionnaires compétents de l'inspection fédérale du travail en matière des contrôles imprévus.

Selon les résultats du travail en 2017, le nombre relatif d'agents économiques par un inspecteur du travail en moyenne s'est élevé à 3,79 mille unités et a augmenté de 1,6% par rapport à 2016. Toutefois la charge réelle des inspecteurs des organes territoriaux de Rostroud dans certains sujets de la Fédération de Russie dépasse largement la charge moyenne de l'ensemble du système fédéral d'inspection du travail.

## Nombre d'inspections du travail effectuées par les inspections du travail en 2015-2017, milliers



## Nombre d'inspections du respect de la législation du travail en 2015-2017 en moyenne par inspecteur, un.



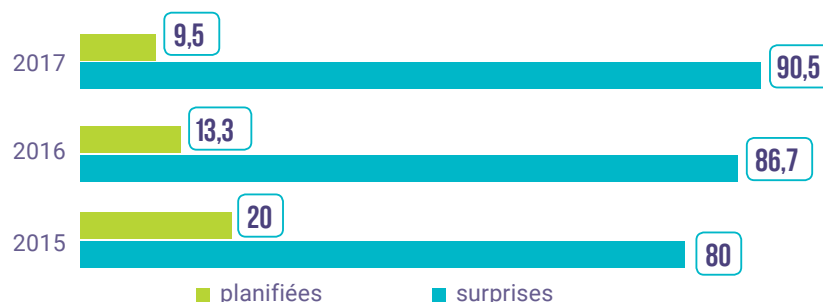
En 2017, un inspecteur du travail a effectué en moyenne 72,2 inspections (en 2016 – 63,6 inspections) ; la charge a augmenté de 12,8%.

Sur le nombre total d'inspections effectuées, 14 200 inspections ont été planifiées (ou 9,5% du nombre total d'inspections), le reste – 90,5% - ont été imprévues.

Le plan annuel des inspections planifiées, convenu avec les autorités du parquet, a été exécuté par les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie pour 96,8%. La raison de la non-réalisation de l'inspection planifiée peut être soit la liquidation, soit l'arrêt des activités de l'organisation vers le moment de la réalisation de l'inspection planifiée. En 2017 on voit se poursuivre la tendance à la réduction de la part des inspections planifiées dans le volume total d'inspections.

En 2017 on voit augmenter le nombre d'inspections surprises à 134 800 inspections (116 400 – en 2016-, soit 18 400 inspections (ou de 15,8%) plus que pour la même période de l'année précédente.

### Nombre d'inspections planifiées et surprises effectuées par les inspections du travail (part du nombre total d'inspections effectuées, %)



### Raisons des inspections surprises en 2017

Raisons des inspections surprises	Inspections surprises réalisées, un.	% nombre total d'inspections	Par rapport à l'an 2016, %
Sur la demande d'un employé	109 493	81,2	-7,0
Sur l'ordre du Président de la Fédération de Russie et de son gouvernement	9 618	7,13	+3,13
Sur une instruction	14 317	10,62	+4,02
Sur la prescription du procureur	1 399	1,04	-0,16
Autres raisons	0	0,0	-0,01

**L'augmentation du nombre d'inspections surprises est due à l'activité des citoyens dans la protection de leurs droits du travail, la modification du niveau de transparence de l'inspection fédérale du travail, l'émergence et le développement des services électroniques, l'introduction de nouveaux actes législatifs et réglementaires sur les relations de travail, l'échange d'informations avec les autorités du pouvoir exécutif.**

### Couverture des agents économiques par les inspections en 2015-2017

Périodes	Nombre d'agents économiques, un.	Inspections réalisées, un.	Couverture des agents économiques par les inspections, %
2015	7 958 811	137 179	1,72
2016	7 964 110	134 543	1,69
2017	7 830 579	149 014	1,90

Les indicateurs de l'efficacité des inspections surprises montrent que les mesures prises par Rostroud et ses organes territoriaux visant à renforcer la surveillance d'État du respect de la législation du travail et du respect en général des exigences de la législation du travail par les agents économiques de la Fédération de Russie, conservent les tendances positives ce qui en général caractérise l'activité de Rostroud en 2017.



## Structure des inspections efficaces en 2015-2017

Désignation des indicateurs	2015		2016		2017	
	un.	%	un.	%	un.	%
<b>Nombre d'inspections, total</b>	137 179	100,0	134 543	100,0	149 014	100,0
dont efficaces	106 763	77,8	100 780	74,9	105 881	71,1
<b>Nombre d'inspections planifiées, total</b>	27 679	-	18 098	-	14 107	-
dont efficaces	25 852	93,4	17 485	96,6	13 374	94,8
<b>Nombre d'inspections surprises, total</b>	111 737	-	116 445	-	134 827	-
dont efficaces	80 911	73,9	83 295	71,5	92 507	68,6

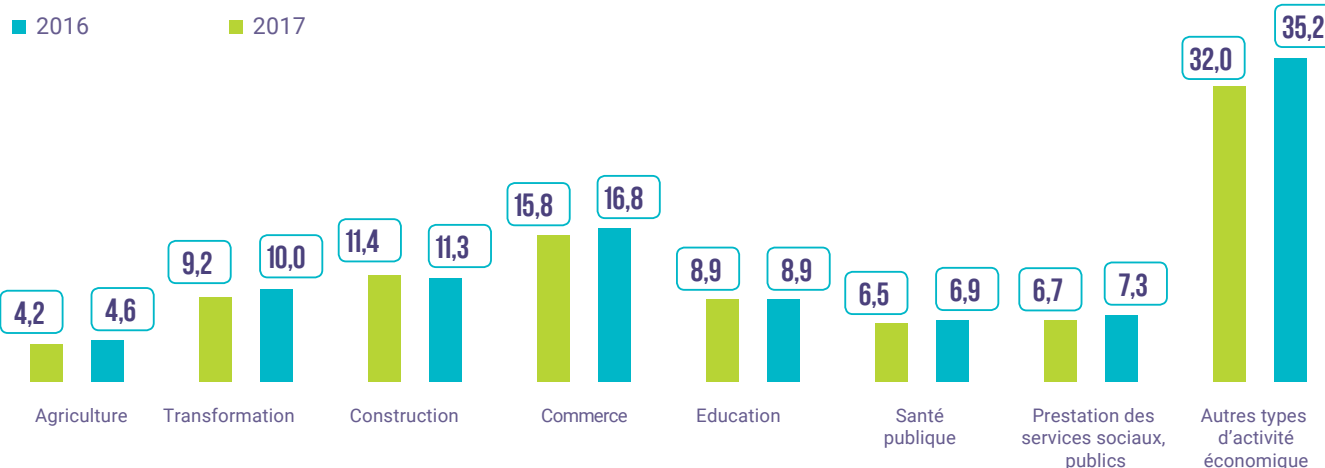
Les résultats du travail en 2017 ont montré qu'il n'y a pas eu de changements significatifs dans la structure des contrôles effectués sur les entreprises ni par rapport au type

d'activité économique, ni par rapport à l'an 2016.

Cependant les organisations menant des activités dans le commerce de

gros et de détail, la construction et certains autres types d'activités économiques représentent la plus grande part du nombre total des inspections réalisées.

## Inspections réalisées selon le type d'activité économique, %



## En 2017 Rostroud a mis en place des mesures de contrôle ciblées sur la base d'instructions des autorités supérieures d'État dans les domaines suivants :

## LIQUIDATION DES ARRIÉRÉS DE SALAIRE

En 2017 on a noté une tendance négative d'accroissement du nombre totale des employeurs qui admettent des arriérés de salaires et du volume des salaires non payés, qui au long de l'année variait de 2,4 milliards à 3,8 milliards de roubles.

Vers la fin de l'année 2017 on a réussi à faire diminuer considérablement les arriérés de salaires.

Ainsi, le nombre d'agents économiques où on avait détecté les cas de retard de paiement des salaires

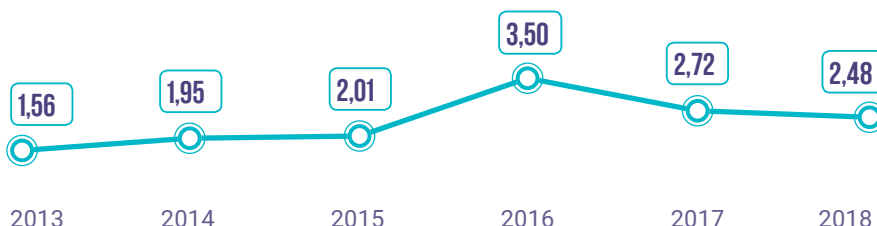
en 2017 a diminué de 1,13 fois par rapport à 2016 et a constitué 17 416 entités, notamment :

- 1 493 entrepreneurs individuels, y compris les fermiers ;
- 15 824 personnes morales, dont la plupart sont des PME – 10 425 (soit de 1,19 fois moins qu'en 2016).

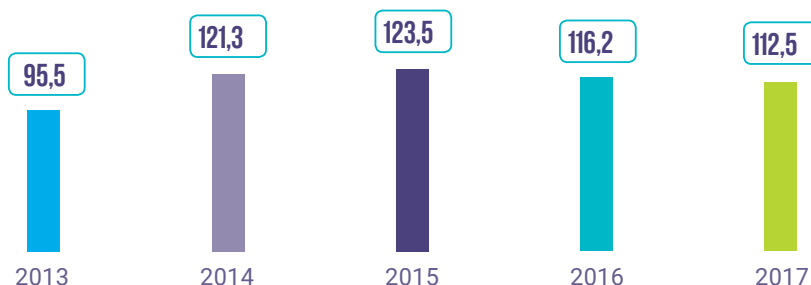
En 2017 les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont constaté plus de 112 500 infractions à la législation par les employeurs en matière de la rémunération du travail (1,03 fois moins qu'en 2016).

En 2017 les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont constaté plus de 112 500 infractions à la législation par les employeurs en matière de la rémunération du travail (1,03 fois moins qu'en 2016).

#### Informations sur le changement du total des arriérés de salaires dans les sujets de la Fédération de Russie (au 1er janvier 2018, mlrd. roubles)



#### Nombre d'infractions à la législation détectées par les inspecteurs du travail en matière de la rémunération du travail 2013 - 2017, en milliers



#### Nombre d'infractions à la législation détectées par les inspecteurs du travail en matière de la rémunération du travail 2013 - 2017, en milliers

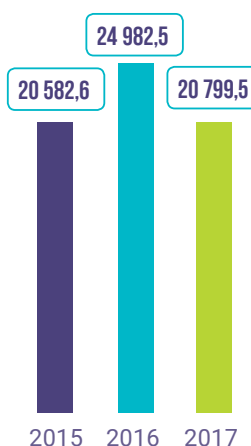
**> 20,7**  
**MLRD. DE ROUBLES**

(les indicateurs sont pratiquement au niveau du 2016)

#### Dynamique de l'évolution du nombre de travailleurs à qui on a payé les arriérés de salaires sur l'ordre des inspecteurs du travail, mln de travailleurs



#### Dynamique de l'évolution du total des arriérés de salaires payés sur l'ordre des inspecteurs du travail, mln de roubles



Afin de réduire le volume des arriérés de salaire dissimulés et d'améliorer l'efficacité de leur liquidation, les inspections du travail ont créé en 2017 le Registre des organisations ayant des arriérés de salaire, y compris les organisations en faillite conformément à la loi fédérale No.

127-FZ du 26 octobre 2002 Sur l'insolvabilité (faillite).

À la date du 1er janvier 2018 2 072 entités économiques ayant des arriérés de salaires de 10 532,04 millions de roubles étaient inscrites au registre.

Cependant plus de 4,5 mille agents économiques se trouvent sous le contrôle de l'inspection en ligne de Rostroud. Toutefois au cours de 2017 le niveau des arriérés de salaires selon les données opérationnelles

**Afin de stimuler l'activité des sujets de la Fédération de Russie visant à liquider les arriérés de salaires, Rostroud a développé un classement des sujets de la Fédération de Russie reflétant la situation avec les arriérés de salaires sur la base du rapport des arriérés dans la région au fonds de salaire total et le nombre d'employés affectés.**

On a réussi à rembourser les arriérés de salaires complètement dans la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

**DANS 23  
ORGANISATIONS**

des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie variait de 8,2 à 9,4 milliards de roubles (le maximum de 9,4 milliards de roubles – en février 2017, le minimum de 8,2 milliards de roubles a été atteint en mai de la même année).

Afin de stimuler l'activité des sujets de la Fédération de Russie visant à liquider les arriérés de salaires, Rostroud a développé un classement des sujets de la Fédération de Russie reflétant la situation avec les arriérés de salaires sur la base du rapport des arriérés dans la région au fonds de salaire total et le nombre d'employés affectés.

Conformément au procès-verbal de la réunion menée par le premier ministre de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev en date du 25 novembre 2016, No. М-П12- 70np, Sur la situation avec les arriérés de salaires, Rostroud, en collaboration avec le ministère du Travail de Russie, a évalué la situation en matière de paiement des salaires dans les organisations d'activités économiques concernées.

L'analyse des informations fournies par les autorités exécutives fédérales sur la mise en œuvre du paragraphe 5 du Procès-verbal a révélé un contrôle insuffisant et une faible efficacité des mesures visant à rembourser les arriérés de salaire. Dans le même temps, il faut souligner que tous les organes exécutifs fédéraux prennent des mesures pour rembourser les arriérés de salaires dans des organisations et entreprises subordonnées.

Dans tous les organes fédéraux du pouvoir exécutif, il subsiste le manque de pouvoirs en ce qui concerne le contrôle ou la surveillance des organisations qui appartiennent à leur cadre juridique et réglementaire. Malheureusement, les organes exécutifs fédéraux ne travaillent pas systématiquement avec les débiteurs se trouvant en faillite.

L'émergence des arriérés de salaires est due avant tout aux processus économiques, leur existence et leur taille est un marqueur du développement de l'industrie. Cependant les organes exécutifs fédéraux déterminent la politique d'État et la réglementation juridique des industries concernées.

Rostroud a organisé et fait un rapprochement mensuel avec les ministères concernés de l'information sur les arriérés de salaire dans les organisations d'activités économiques correspondantes.

Afin de remédier à ce problème, les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont organisé un travail exhaustif visant à contrôler la situation avec les arriérés de salaire en apportant une réponse rapide aux situations problématiques, notamment en organisant un suivi en ligne de la situation dans les grandes entreprises de la région et de la défense.

#### **Sur la situation avec les arriérés de salaire dans les organisations, dont les arriérés dépassent 25 mln de roubles**

Conformément aux instructions du vice-président du gouvernement de la Fédération de Russie, M. O. Golodets, formulées à la suite de la réunion du groupe de travail interministériel sur le suivi de la situation du marché du travail dans les sujets de la Fédération de Russie le 17 mars 2017, afin de prendre des mesures supplémentaires nécessaires au remboursement des arriérés de salaires, en 2017 Rostroud a organisé plus de 100 réunions avec des représentants du pouvoir exécutif, les chefs des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie, les administrateurs judiciaires et les chefs des organisations sur les problèmes du règlement des arriérés de salaire dans les organisations ayant des dettes de plus de 25 millions de roubles.

Selon les données des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie, le nombre de ces organisations en 2017 variait de 84 à 101 (pour un montant total de dette compris entre 4,5 et 6,9 milliards de roubles).

Selon les résultats du travail effectué, le montant total de la dette remboursée en 2017 dans les organisations ayant une dette supérieure à 25 millions de roubles, s'est élevé à 5,7 milliards de roubles.

**➤ On a réussi à rembourser totalement les arriérés de salaires**

dans la période du 1er janvier au 31 décembre 2017 dans 23 organisations, notamment on a assuré le paiement de plus de 100 mln de roubles sur les entreprises suivantes :

- OOO RSK-Logistik (Saint-Petersbourg) – 129,2 mln de roubles ;
- AO Intaougol (République des Komis) – 157,9 mln de roubles ;
- OOO Entreprise de charbon Zarechnaïa (région de Kemerovo) – plus d'un milliard de roubles ;
- OOO NPO Mostovik (région de Omsk) – 599,2 mln de roubles ;
- OOO TNITI (région de Toulâ) – 143,8 mln de roubles ;
- OAO SPZ (région de Samara) – 115,2 mln de roubles ;
- AO Komiaviatrans (République des Komis) – 117,4 mln de roubles ;
- ZAO Mosstroïmekhanisatsiâ-5 (Moscou) – 151,7 mln de roubles ;
- AO GOu JKKh (Mourmansk) – 239,2 mln de roubles ;
- GOuP JKKh (la) (République de Sakha (Iakoutie)) – 316,5 mln de roubles ;
- OOO StavStal (kraï de Stavropol) – 283,6 mln de roubles ;
- OOO Complexe avicole de Bachkirie au nom de M. Gafouri (République de Bachkirie) – 120,3 mln de roubles ;
- OOO Iougorskremstroïgaz (District autonome des Khantys-Mansis) – 358,3 mln de roubles.
- OOO Iourguinski machzavod (région de Kemerovo) de 393,3 à 20,2 mln de roubles (373,1 mln de roubles remboursés) ;
- OAO Avtokran (région d'Ivanovo) de 121,0 à 8,1 mln de roubles (112,9 mln de roubles remboursés) ;
- AO Entreprise de recherche et de production TIRS (Saint-Petersbourg) de 49,7 mln de roubles à 9,9 mln de roubles (39,8 mln de roubles remboursés) ;
- AO Institut russe de recherche et de projet de l'urbanisme (Saint-Petersbourg) de 57,2 mln de roubles à 4,8 mln de roubles (52,4 mln de roubles remboursés).

➤ On a réussi à réduire considérablement le niveau des arriérés de salaires sur 5 entreprises :

**Dans la plupart des sujets de la Fédération de Russie on a organisé le travail des commissions municipales et interministérielles visant à détecter et à recouvrir des arriérés de salaires.**

**Dynamique de l'évolution du volume total des arriérés de salaires 2015 – 2018** (au 1er janvier 2018 par rapport au début de l'année précédente), %



On va poursuivre de contrôler la situation avec les organisations ayant des arriérés de salaire supérieurs à 25 millions de roubles en 2018.

Dans les sujets de la Fédération de Russie on a élaboré et on prend des mesures visant à réduire la dette. Le travail des autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie repose sur une interaction avec tous les organismes et les organisations fournissant des informations sur le

paiement des salaires dans les entités économiques de la région, y compris les procureurs, l'inspection du travail, les organes territoriaux de Rosstat, le Service fédéral d'enregistrement, de cadastre et de cartographie d'État.

Dans la majorité des sujets de la Fédération de Russie on a organisé le travail des commissions municipales interministérielles visant à identifier et à rembourser les arriérés de salaire.

Une audition des chefs des entreprises ayant des arriérés de salaires lors de la réunion de la commission régionale interministérielle serait une des méthodes pour les influencer. L'activité la plus importante de ces commissions est la prévention de la formation des arriérés de salaire dans les entreprises présentant des signes d'instabilité financière (dettes d'impôts, dettes envers les fonds extrabudgétaires).

**L'inspection fédérale du travail réagissait non seulement à l'information reçue de Rosstat mais aussi elle travaillait en premier lieu avec les demandes des citoyens. En 2017 on a reçu plus de 182 000 demandes touchant les questions de rémunération du travail (203 000 - en 2016). Presque toutes les demandes ont engendré des mesures de surveillance et de contrôle.**



Au total, plus de 1 155 réunions des commissions ont eu lieu en 2017 où on a entendu plus de 1 155 agents économiques ayant des arriérés de salaire.

En 2017 on a tenu et on a organisé des réunions des chefs des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie avec les hauts fonctionnaires des sujets de la Fédération de Russie (plus de 50 réunions), où on a entendu les rapports sur la situation avec les arriérés de salaire. Dans le cadre des réunions on a élaboré des mesures de remboursement des arriérés de salaire.

Sur la base des résultats des inspections effectuées de la rémunération du travail les organes territoriaux de Rostroud ont adressé 1 612 dossiers au parquet et aux organes d'enquête de la Fédération de Russie pour attirer les employeurs à la responsabilité pénale (1 713 - en 2016) et ouvrir des procédures pénales, 269 procédures pénales ont été ouvertes en vertu de l'art. 145-1 du Code pénal de la Fédération de Russie (1,5 fois de plus qu'en 2016).

Rostroud a adressé au Comité d'enquête de la Fédération de Russie plus de 30 lettres sur la prise sous contrôle des procédures pénales du fait du non-paiement des salaires.

Les organes territoriaux de Rostroud ont adressé 659 dossiers des inspections pour la disqualification des dirigeants des entreprises, dont 67 ont été disqualifiés.

La situation la plus difficile concerne les organisations débitrices en faillite. Il est souvent impossible de déterminer les délais de remboursement des arriérés de salaires. La période d'endettement de ces organisations est supérieure à un an et continue de croître, le propriétaire n'ayant pas pris la décision à temps sur le licenciement des employés.

Il est nécessaire de prévoir les sanctions applicables à l'employeur pour une augmentation « artificielle » des arriérés de salaires.

L'inspection fédérale du travail réagissait non seulement à l'information reçue de Rosstat mais aussi elle travaillait en premier lieu avec les demandes des citoyens. En 2017 on a reçu plus de 182 000 demandes touchant les questions de rémunération du travail (203 000 - en 2016).

Presque toutes les demandes ont engendré des mesures de surveillance et de contrôle.

### Informations sur les inspections des entités économiques dont les salaires sont inférieurs au minimum vital établi dans la région et au salaire minimum

Dans le cadre des inspections planifiées et surprises, les inspections du travail ont effectué les inspections visant à détecter les salaires inférieurs au minimum vital fixé dans la région et au salaire minimum.

Les inspections du travail des sujets de la Fédération de Russie ont effectué 4 969 inspections des agents économiques, qui ne payaient pas le salaire minimum établi dans le sujet de la Fédération de Russie.

Au 1er janvier 2018 sur l'ordre des inspecteurs du travail on a versé un supplément en concurrence du salaire minimum établi dans le sujet de la Fédération de Russie à plus de 14 000 employés pour un total de 204 679 000 roubles, soit 3 743 000 roubles de moins qu'en 2016.

## Légalisation des relations de travail et du salaire

En vertu des instructions annuelles du gouvernement de la Fédération de Russie, ainsi qu'en vertu de la Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie, approuvée par le décret du Président de la Fédération de Russie No. 683 du 31 décembre 2015, fixant les objectifs stratégiques à mettre en œuvre par les organes du pouvoir d'État et les autorités locales en interaction

avec les instituts de la société civile de la politique sociale et économique visant à réduire l'emploi informel et à légaliser les relations de travail, depuis 2014 dans tous les sujets de la Fédération de Russie on a organisé un travail à grande échelle pour mettre en place les mécanismes administratifs pertinents : un système d'interaction opérationnelle entre les autorités

exécutives et les administrations locales des sujets de la Fédération de Russie est mis en place ; on a atteint des résultats importants dans la réalisation des mesures visant à réduire l'emploi informel et à légaliser les relations de travail.

Au 31 décembre 2017 selon les informations reçues



des commissions interministérielles des sujets de la Fédération de Russie, les inspecteurs du travail ont réalisé 3 932 inspections, suite auxquelles on a détecté 10 534 personnes en relations de travail informelles, toutes ont été légalisées.

Il convient de noter que les inspections surprises du travail dans les entités économiques régionales ont permis d'augmenter l'efficacité des mesures d'information et de celles administratives visant à réduire l'emploi informel.

**Mesures visant à réduire l'emploi informel et à légaliser les relations de travail dans les sujets de la Fédération de Russie, notamment visant à augmenter le montant des contributions d'assurance aux fonds extrabudgétaires de la Fédération de Russie**

Afin de réaliser les instructions du gouvernement de la Fédération de Russie dans les sujets de la Fédération de Russie, une série de mesures est mise en œuvre visant à réduire le nombre de personnes économiquement actives en âge de travailler mais qui ne travaillent pas.

Les objectifs principaux de ces instructions sont de réduire le niveau d'emploi informel des personnes d'âge de travailler dans les sujets de la Fédération de Russie, ainsi que d'élever le montant des contributions versées au Fonds de pension de la Fédération de Russie.

À des fins de la coopération interministérielle, du suivi et de la coordination des activités des sujets de la Fédération de Russie visant à réduire l'emploi informel, Rostroud et les hautes autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie concluent chaque année des accords sur la mise en œuvre de mesures visant à réduire l'emploi informel avec des indicateurs définis par le ministère du Travail de la Russie.

Selon le suivi de Rostroud, à la suite des mesures réalisées visant à réduire l'emploi informel dans les sujets de la Fédération de Russie, plus de 2 048 000 personnes d'âge de travailler ont été légalisées en 2017, pour lesquelles on ne payait pas de contributions aux fonds extrabudgétaires. Le total du supplément de contributions versées au budget du Fond de pension de la Fédération de Russie suite à l'ensemble de mesures prises visant à réduire

l'emploi informel dans les sujets de la Fédération de Russie, dépasse 35 milliards de roubles.

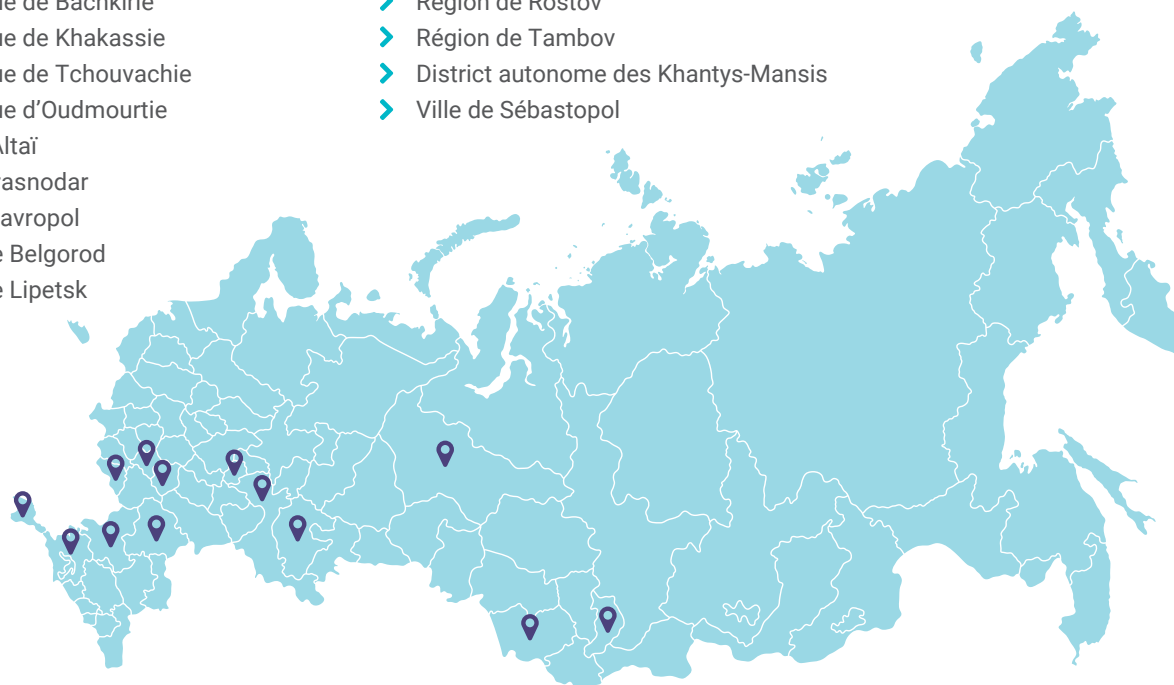
Les sujets suivants de la Fédération de Russie ont affiché les meilleurs résultats des mesures mises en œuvre visant à réduire l'emploi informel et à légaliser les relations de travail, ils ont atteint la valeur de référence : République du Tatarstan, République de Bachkirie, République de Khakassie, République de Tchouvachie, République d'Oudmourtie, Kraï de l'Altaï, Kraï de Krasnodar et de Stavropol, régions de Belgorod, de Lipetsk, de Volgograd, de Rostov, région de Tambov, District autonome des Khantys-Mansis, ville de Sébastopol.

**Arriérés de salaires sur les entreprises du complexe militaro-industriel russe dans les sujets de la Fédération de Russie**

En 2017 Rostroud a poursuivi de surveiller la situation avec les arriérés de salaires sur les entreprises du complexe militaro-industriel.

**Les sujets suivants de la Fédération de Russie ont affiché les meilleurs résultats en 2017 des mesures mises en œuvre visant à réduire l'emploi informel et à légaliser les relations de travail**

- République du Tatarstan
- République de Bachkirie
- République de Khakassie
- République de Tchouvachie
- République d'Oudmourtie
- Kraï de l'Altaï
- Kraï de Krasnodar
- Kraï de Stavropol
- Région de Belgorod
- Région de Lipetsk
- Région de Volgograd
- Région de Rostov
- Région de Tambov
- District autonome des Khantys-Mansis
- Ville de Sébastopol



Au 1er janvier 2018 l'Inspection fédérale du travail a identifié 53 organisations du secteur militaro-industriel dans 27 sujets de la Fédération de Russie qui avaient des arriérés de salaires pour un total de 1 246,5 millions de roubles devant 10 311 travailleurs, dont 3 350 personnes licenciées.

En 2017, les organes territoriaux de Rostroud ont organisé et effectué 141

inspections surprises au sujet des arriérés des salaires sur les entreprises du complexe militaro-industriel. Les activités de surveillance ont permis aux agents des inspections du travail d'établir 112 prescriptions obligatoires à suivre pour éliminer les infractions constatées.

On a entamé des poursuites administratives contre 104 fonctionnaires et personnes morales

coupables des infractions de la législation du travail qui ont encouru des amendes de 5 314 000 de roubles au total.

Rostroud poursuivra de surveiller la situation avec les arriérés de salaires sur les entreprises du complexe militaro-industriel en 2018.

## Surveillance de l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère

En 2017 les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont effectué 464 inspections des agents économiques menant des diverses activités économiques (commerce de détail de boissons alcoolisées, de produits pharmaceutiques, commerce de détail sur éventaires et marchés, activité dans le domaine du sport, autre activité économique) utilisant la main-d'œuvre étrangère, ce qui fait 122 inspections de plus que pour la même période de l'année passée (586 inspections).

Sur le nombre total d'employés des organisations inspectées (plus de 236 000 personnes) les travailleurs étrangers étaient plus de 12 000 personnes (5,08%).

En 2017 les mesures de contrôle et de surveillance ont permis de détecter 2 940 infractions à la législation du travail commises par les employeurs contre les employés étrangers (soit une baisse de 1,3 fois par rapport à 2016 (3 862)).

Sur le nombre total d'infractions détectées 1 730 sont des problèmes de protection du travail, 505 sont liées aux questions de rémunération du travail et des normes, et 497 infractions concernent le contrat de travail.

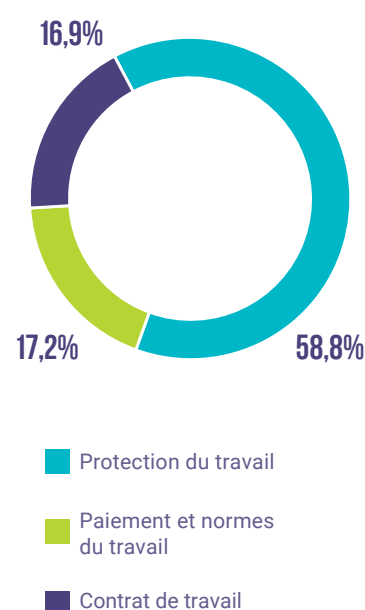
Selon les résultats des inspections effectuées afin d'éliminer les

infractions révélées de la législation du travail en 2017 on a émis 442 prescriptions obligatoires (soit une baisse de 1,2 fois par rapport à 2016 (560)).

Afin d'entamer des poursuites judiciaires contre les personnes responsables des infractions commises, les inspecteurs du travail ont imposé des sanctions administratives à 1 132 personnes coupables pour un total de 39,66 millions de roubles.

En 2017 les fonctionnaires des inspections du travail ont également contrôlé si les agents économiques utilisant la main-d'œuvre étrangère respectent les dispositions du décret du Gouvernement de la Fédération de Russie No. 1315 du 8 décembre 2016 Sur la fixation pour l'an 2017 du pourcentage admissible de la main d'œuvre étrangère utilisée par les agents économiques menant leurs activités économiques dans des différents secteurs économiques sur le territoire de la Fédération de Russie. En 2017 les inspections du travail n'ont pas détecté de dépassements du pourcentage admissible de la main d'œuvre étrangère par les employeurs dans les sujets de la Fédération de Russie

Part des infractions de la législation du travail à l'encontre de travailleurs étrangers en 2017, %



**Selon le suivi de Rostroud, à la suite des mesures réalisées visant à réduire l'emploi informel dans les sujets de la Fédération de Russie, plus de 2 048 000 personnes d'âge de travailler ont été légalisées en 2017, pour lesquelles on ne payaient pas de contributions aux fonds extrabudgétaires. Le total du supplément de contributions versées au budget du Fond de pension de la Fédération de Russie suite à l'ensemble de mesures prises visant à réduire l'emploi informel dans les sujets de la Fédération de Russie, dépasse 35 milliards de roubles.**



## RÉDUCTION CONSTANTE DU TAUX DE MORTALITÉ, MORBIDITÉ ET DE DOMMAGE POUR LA SANTÉ

au travail



Indemnités payées aux victimes  
des accidents de travail  
au total

**>1,8**  
**MLRD. DE ROUBLES**



## TAUX DE TRAUMATISME suite aux accidents graves

A DIMINUÉ

**DE 9,3%**



## CROISSANCE

**DE 17,3%**

du nombre de postes de travail  
ayant passé une évaluation  
spécifique des conditions de travail



**DIMINUTION  
DE 21%**

du nombre  
d'accidents mortels  
sur la production



**79%**  
**DES POSTES  
DE TRAVAIL**

ayant passé une  
évaluation spécifique  
des conditions de  
travail ont des  
conditions de travail  
optimales et admissibles

## 05

# ENQUÊTE ET ENREGISTREMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

En 2017 le Service fédéral du travail et de l'emploi et ses organes territoriaux ont continué de surveiller et contrôler systématiquement le respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail. Sur le nombre total d'infractions constatées (462 000), 9 500 infractions sont liées à l'enquête, le traitement et l'enregistrement des accidents de travail.

## En 2017 on voit la tendance de diminution du niveau de traumatisme en général :

Au total, 5 371 accidents graves ont eu lieu, soit 21% de moins qu'en 2016 (6 819).

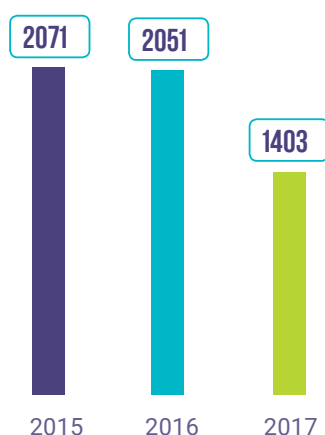
Les accidents aux conséquences graves en 2017 en Fédération de Russie dans les organisations de tous les types d'activité économique ont causé 1 403 morts, soit 648 personnes (32%) moins qu'en 2016 (2 051 personnes).

En 2017 par rapport à 2016, on note la diminution du nombre de femmes mortes au travail (de 58,1%).

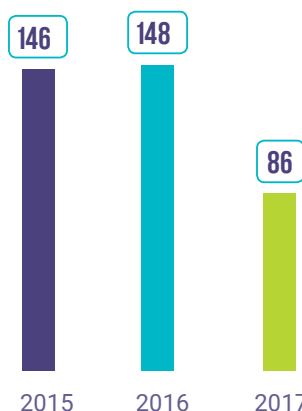
On a enregistré 1 employé mort de moins de dix-huit ans (en 2016 également 1 personne).

En 2017 on note un recul (par rapport à 2016) du nombre de morts suite aux accidents aux conséquences graves dans des entités économiques menant des activités dans les secteurs de construction, transformation, transport

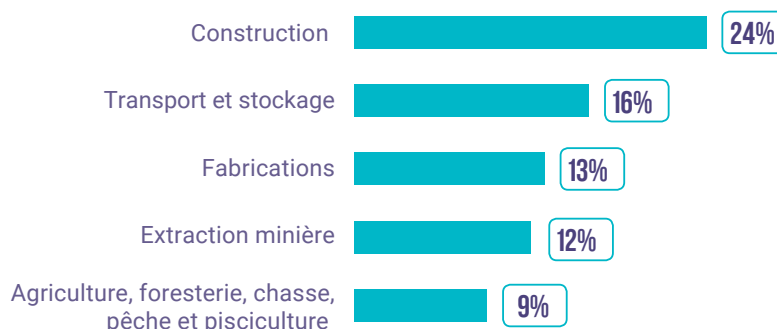
Dynamique d'évolution du  
nombre des morts au travail,  
personnes



Dynamique d'évolution du nombre  
absolu des femmes mortes au  
travail, personnes



Part de personnes mortes dans des organisations des secteurs à  
risques, 2017, %



et stockage, de l'agriculture, foresterie, chasse, pêche et pisciculture, aussi que dans un nombre d'autres secteurs économiques.

Dans le même temps on observe traditionnellement le taux le plus élevé d'accidents mortels dans des organisations aux activités économiques telles que la

construction ; transformation ; agriculture, foresterie ; chasse, pêche et pisciculture ; transport et stockage ; extraction minière.

## Respect de la procédure d'enquête et d'enregistrement des accidents de travail

Afin de réduire le niveau de traumatisme au travail on a effectué en 2017 des mesures systématiques de surveillance fédérale d'État des conditions et de la sécurité de travail dans des organisations, notamment on a contrôlé le respect par les employeurs de la procédure établie d'enquête et d'enregistrement des accidents du travail.

En 2017 les inspecteurs du travail selon la procédure en vigueur ont enquêté sur 5 371 accidents du travail aux conséquences graves, dont 326 accidents en groupe, 3 905 accidents graves et 1 140 - accidents mortels.

Les inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie décèlent et enquêtent selon la procédure en vigueur les accidents dissimulés du travail. En 2017 les agents de l'inspection fédérale du travail ont identifié et enquêté selon la procédure en vigueur sur 695 accidents dissimulés du travail, dont 207 accidents mortels. Dans le même temps, on constate la diminution du nombre d'accidents dissimulés détectés de 4% par an et du nombre d'accidents mortels dissimulés détectés - de 3% par an.

**Enquête des accidents du travail,**  
milliers



## Analyse de la situation et des causes du traumatisme au travail

L'analyse de la situation du traumatisme au travail selon les secteurs d'activités économiques a démontré que parmi les secteurs affichant le plus grand nombre de personnes blessées en 2017 on trouve le bâtiment, la transformation, le transport et le stockage, l'agriculture, la foresterie, la chasse, la pêche et la pisciculture.

L'analyse des accidents du travail aux conséquences graves survenus en 2017 dans les organisations de la Fédération de Russie a démontré que presque un accident sur trois (32%) est dû à la chute ; 26% sont liés à l'impact des objets, des pièces, des machines et des mécanismes en mouvement, vol ou rotation ; 12% - à la chute, l'effondrement des objets, de matériaux ; 12% sont des accidents de trajet (dont 97% se sont passés sur les transports terrestres).

Du nombre total d'accidents de la route survenus 17% se sont produits lors du

trajet au travail (du travail) sur un véhicule de l'employeur, 12% - lors des déplacements professionnels sur les transports en commun.

Dans la structure générale des causes des accidents du travail aux conséquences graves survenus en Fédération de Russie, plus de 50% des accidents sont dus aux raisons types de nature organisationnelle : mauvaise organisation du travail ; infraction routière ; violation de la réglementation du travail et de la discipline du travail par l'employé ; violation du processus technologique ; lacunes dans l'organisation et la réalisation de la formation des travailleurs en matière de la protection du travail. Ainsi, uniquement la mauvaise organisation du travail a causé en 2017 un accident sur trois (31%).

Selon les résultats des enquêtes sur les accidents du travail, les services d'inspection du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont

transmis 6 624 dossiers au parquet pour examiner la question de la mise en responsabilité pénale des fonctionnaires coupables des infractions commises des réglementations de travail ayant provoqué des accidents du travail. Ce qui a permis d'ouvrir 333 procédures pénales.

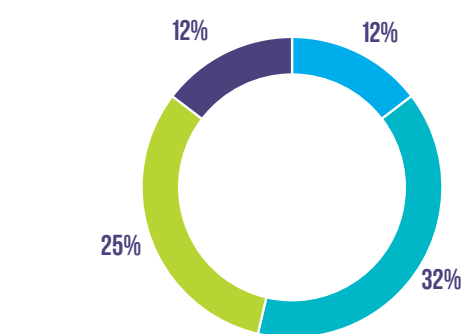
En 2017 Rostroud a analysé les accidents mortels qui, selon les résultats de l'enquête, ont été qualifiés de non professionnels.

L'analyse a révélé que la principale raison pour laquelle les accidents mortels étaient considérés comme non professionnels était la mort de travailleurs suite à une maladie générale (84%).



**Selon les résultats des enquêtes sur les accidents du travail, les services d'inspection du travail dans les sujets de la Fédération de Russie ont transmis 6 624 dossiers au parquet pour examiner la question de la mise en responsabilité pénale des fonctionnaires coupables des infractions commises des réglementations de travail ayant provoqué des accidents du travail. Ce qui a permis d'ouvrir 333 procédures pénales.**

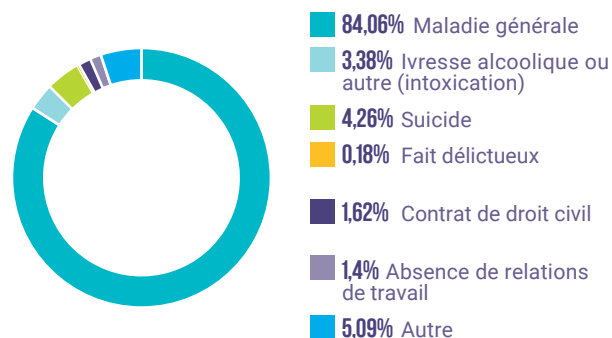
Types d'accidents du travail graves en 2017, %



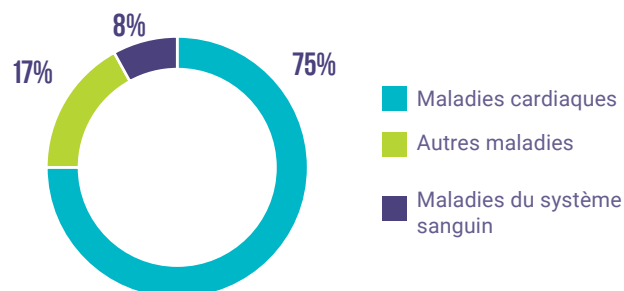
- Chute de hauteur
- Impact d'objets, pièces, machines en mouvement, vol, rotation etc.
- Accidents de trajet
- Chutes, effondrement des objets, matériaux, de la terre etc.

Suite à l'étude des diagnostics des travailleurs morts d'une maladie générale sur le lieu de travail, il a été établi que la cause principale était une maladie cardiaque, y compris une insuffisance cardiaque.

Causes des accidents qualifiés de non-professionnels en 2017, %



Principales causes de morts provoquées par une maladie générale 2017 %



## Évaluation spéciale des conditions de travail

En 2017 les inspections du travail des sujets de la Fédération de Russie ont effectué 134 844 inspections surprises, à la suite desquelles on a révélé 204 679 infractions à la sécurité de travail.

En 2017 on a détecté plus de 16 000 infractions à la procédure établie de l'évaluation spéciale des conditions de travail sur les lieux de travail (18 000 infractions en 2016).

On a reçu 411 conclusions des organes exécutifs du travail des sujets de la Fédération de Russie sur l'expertise d'État des conditions de travail en vue d'évaluer la qualité de l'évaluation spéciale des conditions de travail faite sur l'ordre des fonctionnaires de l'inspection du travail, dont 135 ont engendré des mesures de réponse.

En 2017 les responsables des inspections du travail ont examiné 512 cas de désaccord sur la procédure de l'évaluation spéciale des conditions de travail (désaccord des employés avec les résultats de l'évaluation spéciale, plaintes des employeurs sur les actions (inaction) de l'organisation responsable de l'évaluation spéciale), dont 455 ont engendré les mesures de réponse.

Depuis le 1er janvier 2016, les informations sur les résultats de l'évaluation spéciale sont transmises au Système fédéral d'information d'enregistrement des résultats des évaluations spéciales des conditions de travail géré par le ministère du Travail de la Russie.

Selon les données du Système d'information fédéral d'État (FGIS), en

2017 on a effectué une évaluation spéciale des conditions de travail pour 5 749 881 postes de travail. Dont 4 531 701 ont des conditions optimales et admissibles, 1 210 788 - des conditions néfastes de travail (611 971 - sous-classe 3.1, 512 732 - sous-classe 3.2, 81 843 - sous-classe 3.3, 4 242 - sous-classe 3.4), 7 392 ont des conditions de travail dangereuses.

En 2017 les inspections du travail des sujets de la Fédération de Russie ont enregistré plus de 80 500 déclarations de conformité des conditions de travail aux exigences réglementaires en matière de protection du travail (plus de 61 500 déclarations en 2016) concernant environ 2 426 000 places de travail (1 600 000 en 2016).

## SECTEURS AFFICHANT LE PLUS GRAND NOMBRE D'INFRACTIONS :

commerce

**16,8%**

bâtiment

**11,3%**

transformation

**10,0%**

## LE SYSTÈME DE SERVICES ÉLECTRONIQUES ОНЛАЙН ИНСПЕКЦИЯ.РФ :



pour prévenir les infractions  
les plus traumatisantes de la  
sécurité au travail, une application  
mobile étendue et mise à jour  
Je suis inspecteur (vois - notifie) ;



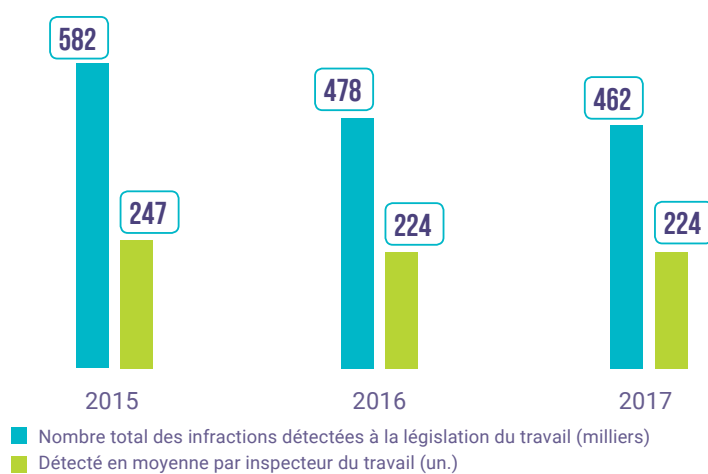
des nouveaux services créés  
pour les employés et les  
employeurs Aide-mémoires  
pour employés et employeurs,  
Comptes personnels des  
employés et des employeurs

# 06 ANALYSE DES INFRACTIONS À LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

En 2017 les mesures de surveillance et de contrôle, y compris les enquêtes des accidents du travail, ont permis de détecter plus de 462 000 infractions à la législation du travail.



**Nombre d'infractions à la législation du travail détectées en 2015-2017, en moyenne par inspecteur**

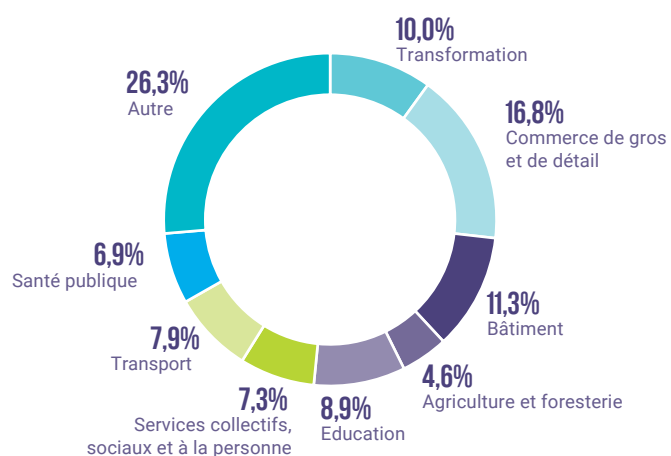


Le nombre total d'infractions détectées en 2017 a fait

**97,1%**

du nombre d'infractions détectées en 2016

**Part du nombre total d'infractions selon le type d'activité économique**



En 2017 une inspection en moyenne a fait détecter

**3,1  
НАРУШЕНИЯ**

L'indicateur de l'an 2016 - 3,5

Le nombre relatif d'infractions détectées en moyenne par un inspecteur du travail en 2017 est 223,8, ce qui est de 1,1% inférieur à l'indicateur de l'an 2016 (226,3).

L'analyse des résultats des activités de contrôle des inspections du travail dans les sujets de la Fédération de Russie montre que les causes et les conditions de la persistance du caractère massif des infractions à la législation du travail et à l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail ces dernières années sont les suivantes :

- **l'état économique, financier et technologique insatisfaisant d'un grand nombre d'entités commerciales ;**
  - **un faible niveau de productivité du travail et de compétitivité des produits ;**
  - **réduction du financement et du soutien matériel et technique des mesures de sécurité de la production et de protection du travail ;**
  - **non conformité des actes locaux adoptés par l'employeur à la législation du travail**
- (absence des conditions obligatoires dans les contrats de travail des employés : conditions rémunération du travail, horaires de travail et de repos, dates du début du travail, caractéristiques des conditions de travail) ;
- **mise en œuvre insatisfaisante du contrôle interne et régional du respect de la législation du travail et de la protection du travail par les ministères et services fédéraux, les autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie et les autorités locales, ainsi que par les employeurs eux-mêmes dans les entreprises et les organisations.**

## Mesures prises

Afin d'éliminer les infractions à la législation du travail identifiées par les organes territoriaux du Service fédéral du travail au cours des inspections des personnes morales et des entrepreneurs individuels entreprises en 2017, ainsi qu'au cours des enquêtes sur les circonstances et les causes des accidents du travail, les employeurs se sont vus recevoir plus de 93,6 mille prescriptions obligatoires à suivre, ce qui représente 99,5% du niveau 2016. Cependant le nombre relatif de prescriptions émises au cours de l'année en moyenne par inspecteur du travail s'élevait à 45,3 ordonnances, soit 1,8% de plus qu'en 2016.

La part des infractions éliminées du total des infractions détectées des droits de travail des employés (compte tenu des inspections effectuées en 2016 sur l'instruction du Gouvernement de la Fédération de Russie, à

l'issue desquelles des prescriptions avaient été délivrées qui expiraient au premier trimestre 2017) s'est élevée à 83,4%.

Selon les résultats des mesures de contrôle, 29 100 employés ont été mis à pied (ce qui représente 1,2 fois de moins qu'en 2016) pour n'avoir pas passé la formation prescrite par les inspecteurs du travail selon la procédure en vigueur et dans les délais prescrits. Dans le même temps le nombre de travailleurs mis à pied en moyenne par inspecteur du travail d'État était de 14 personnes (soit de 1,1 fois moins qu'en 2016).

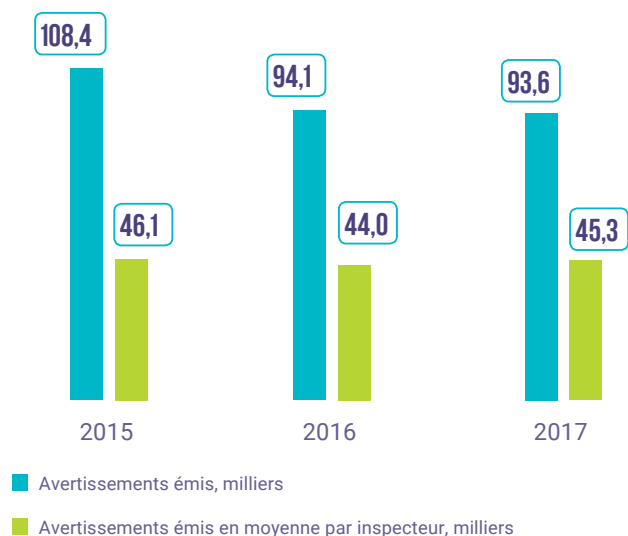
2017 a affiché un recul de 8,2% par rapport à 2016 du nombre de sanctions administratives sous forme d'une amende imposées à des responsables d'infractions à la législation du travail.

Cependant il faut noter le nombre accru des sanctions administratives sous forme d'avertissements des personnes coupables des infractions commises à la législation du travail.

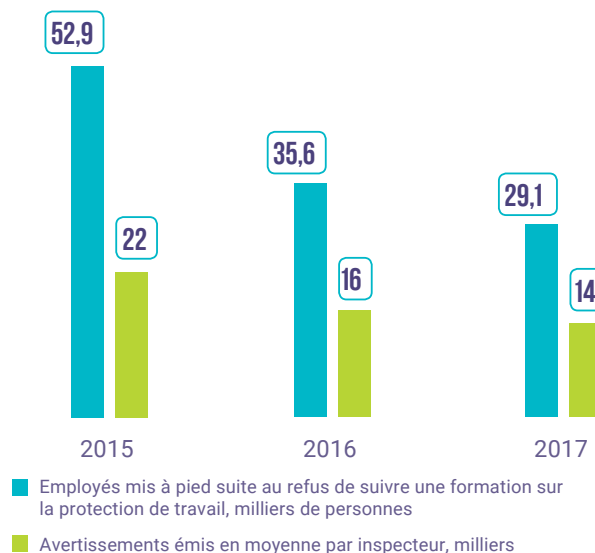
En 2017 les inspecteurs du travail ont décidé d'imposer des sanctions administratives sous forme d'avertissements à 39 995 coupables, dont 6 853 sont des petites entreprises, soit 17,1% du nombre total d'avertissements émis et de 1,6. fois plus que l'an dernier. Il a été décidé d'imposer des sanctions administratives sous forme d'une amende à 155 400 personnes, dont 83 100 fonctionnaires (53,5%) ; 12 400 entrepreneurs individuels (8,0 %) ; 59 700 personnes morales (38,4%) ; 61 citoyens (0,04%).

**Selon les résultats des mesures de contrôle, 29 100 employés ont été mis à pied (ce qui représente 1,2 fois de moins qu'en 2016) pour n'avoir pas passé la formation prescrite par les inspecteurs du travail selon la procédure en vigueur et dans les délais prescrits.**

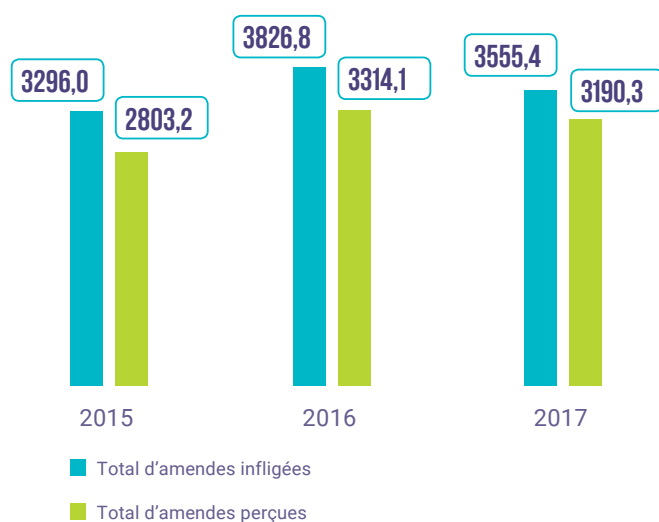
**Nombre de prescriptions émises, p.**



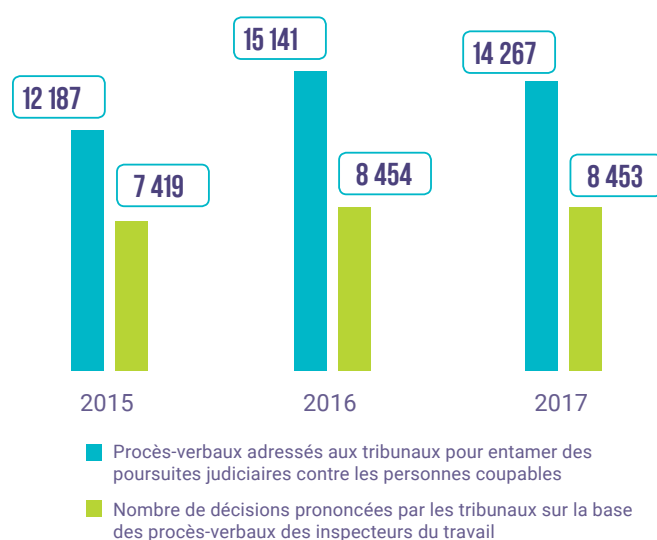
**Nombre d'employés mis à pied, personnes**



**Montant des amendes infligées et perçues, mln de roubles**



**Nombre de procès-verbaux de sanctions administratives imposées aux personnes et des décisions rendues des organes judiciaires, p.**



Le montant total des amendes administratives infligées s'élève à 3 555,4 millions de roubles, soit 253,5 millions de roubles (ou 6,7%) de moins que pour la même période de l'année dernière. Cependant 3 190,3 millions de roubles ont été versés au budget fédéral sous forme d'amendes, ce qui est de 106,4 mln de roubles (soit de

3,2%) moins que pour la même période de l'année dernière.

En 2017 l'indicateur relatif de décisions de justice rendues de disqualification des fonctionnaires s'est élevé à plus de 10,2% du nombre total des procès-verbaux soumis aux tribunaux pour la disqualification des

fonctionnaires.

Dans le même temps l'indicateur relatif du nombre de décisions de justice rendues a représenté 57,8% du nombre total de procès-verbaux soumis aux tribunaux sur les infractions administratives.





## ON A ÉTUDIÉ

**459 400**

demandes des citoyens

**51%**

des demandes touchent les problèmes des arriérés de salaires



## ON A PUBLIÉ

**11,5**

matériaux d'information sur les problèmes d'application de la législation du travail dans le système de services  
Онлайнинспекция.рф



## AIDE APPORTÉE pour préparer

Le tribunal a satisfait

**6 200**

de demandes en justice

**>1 400**

de demandes en justice



**20,2%**

des demandes des citoyens sont sous forme électronique



## ON A RESTITUÉ LES DROITS DE

**156 800**

citoyens qui s'étaient adressés aux inspections du travail



## PORTAIL TRAVAILLER EN RUSSIE :

**>1,5 MLN**  
offres d'emploi

**613 000**

CV des candidats

**>200 000**

de visiteurs par jour

**70 000**

d'employeurs enregistrés de son propre gré sur le Portail

## 07

## DEMANDES DES CITOYENS

## SUR LES PROBLÈMES DES RELATIONS SOCIALES PROFESSIONNELLES

En 2017, le pourcentage de demandes des citoyens a augmenté de 1% par rapport à 2016, on a examiné plus de 459 400 plaintes.

En moyenne un inspecteur du travail en 2017 a examiné 222 demandes, ce qui correspond pratiquement à l'indicateur de 2016. Il convient également de noter que la charge réelle des fonctionnaires de plusieurs inspections du travail dépasse largement la charge moyenne du système fédéral d'inspection du travail.

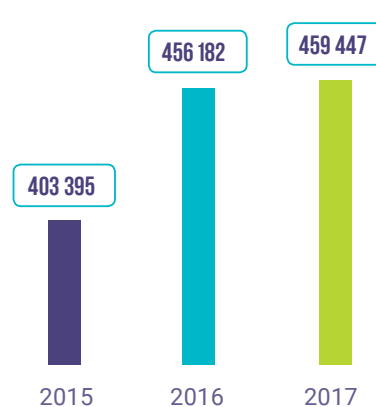
Le principal motif invoqué par les citoyens pour faire appel à l'inspection fédérale du travail était le non-paiement de salaires (plus de 39,6%).

Plus de 21% des plaintes touchaient le non-respect des exigences établies lors de l'embauche ou la cessation des relations de travail, soit 1,05 fois de plus que pour la même période.

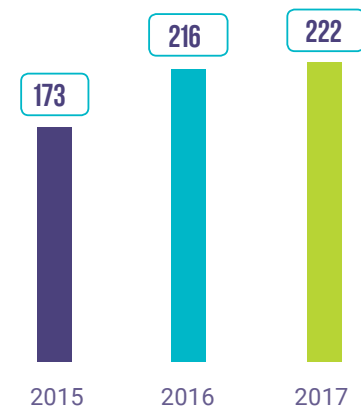
Une fois les demandes des citoyens examinées, on a assigné des mesures de surveillance dans 25% des cas ; on a donné des explications dans 62% des cas ; une procédure administrative a été ouverte dans 2,6% ; une sanction administrative sous forme d'amende a été assignée dans 10,3% des cas.

Dans le même temps, malgré l'augmentation de l'activité sociale des citoyens et de leur conscience juridique, le nombre de demandes des citoyens reçues par les inspections du travail en 2017 illustre la position défavorable des employés, ce qui est caractérisé par de nombreux cas de violation de la législation du travail par des employeurs sans scrupules.

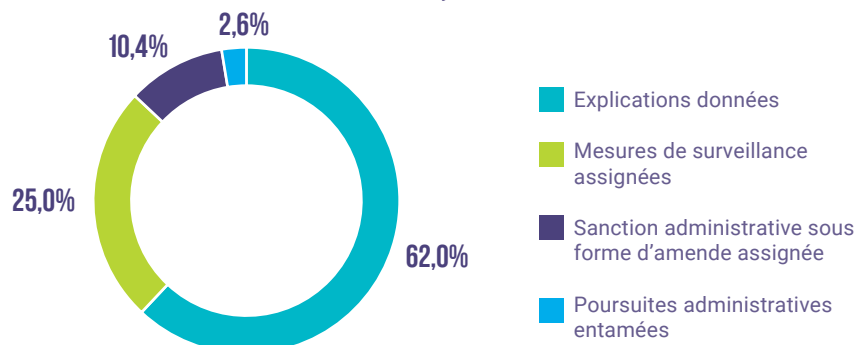
Nombre de demandes examinées des citoyens de 2015 à 2017, p.



Nombre de demandes examinées en moyenne par inspecteur du travail, p.



Résultats d'examen des demandes, %



Ainsi, en 2017 l'administration centrale de Rostroud a reçu plus de 31 900 demandes des citoyens (33 420 demandes en 2016) concernant des violations des exigences de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail, notamment sur les questions suivantes :

- non paiement ou paiement partiel des salaires dans des délais prescrits – 16 400 (18 800 en 2016) ;
- rémunération du travail (surtout la baisse du salaire) – plus de 4 000 (6 300 en 2016) ;
- licenciement illégal des employés – près de 4 000 de demandes (3 900 en 2016) ;
- sécurité au travail, l'évaluation spéciale des conditions de travail sur les places de travail - 1 500 (1 800 en 2016) ;
- enquêtes des accidents de travail – 654 demandes (707 en 2016).

Le système en place de contrôle de la rapidité et de la qualité des réponses aux recours des citoyens, qui ne cesse de s'améliorer, permet non seulement de fournir des services de conseil de haute qualité et d'appliquer immédiatement des mesures d'inspection aux violations de la législation du travail constatées afin de rétablir les droits des citoyens. Sur la base de l'analyse des questions posées et des infractions détectées le plus souvent Rostroud peut améliorer l'efficacité de la planification en perspective du travail des inspections du travail dans tous les domaines de ses activités.

Afin d'améliorer l'efficacité du travail sur le site Web officiel des inspections du travail on s'attache à mettre à jour régulièrement des informations sur la procédure de travail avec les demandes des citoyens, on publie des actualités hebdomadaires sur les activités effectuées par les inspecteurs, des informations sur l'emplacement des inspections, les numéros des lignes d'appel en urgence, des adresses électroniques et des liens pour accéder à Internet et aux portails du systèmes de services électroniques [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф), du portail Travailler en Russie etc.

Le système de services électroniques en ligne [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф) permet aux citoyens de poser une question sur l'application de la législation du travail qui serait répondue dans trois jours ouvrables depuis le moment de la publication.

En 2017 on a procédé à l'expertise juridique et on a publié sur le site 11 443 documents d'information sur l'application de la législation du travail dans la rubrique Poser une question à l'inspecteur de service du site [Онлайнинспекция.рф](http://Онлайнинспекция.рф).

L'analyse du contenu des recours indique que les questions les plus populaires touchaient les sujets suivants : garanties et conditions de travail pour certaines catégories de travailleurs - 910 (7,9%), dont 216 (1,88%) pour les femmes enceintes et les femmes ayant des enfants ; licenciement – 1 756 (15,34%) ; paiement des salaires – 1 350 (11,79%) ; temps de repos – 1 156 (10,1%) ; modification des termes du contrat de travail – 676 (5,9%) ; embauche et conclusion d'un contrat de travail – 813 (7,1%) ; temps de travail – 910 (7,9%) ; protection de travail – 1 677 (14,65%).

Afin d'informer la population et d'accroître sa conscience juridique dans le domaine de la législation du travail en 2017 les inspections du travail ont également eu recours à des diverses formes d'interaction avec le public et les médias.

Il y a eu une légère diminution du nombre de citoyens enregistrés pour une consultation personnelle dans une inspection du travail. Ainsi, plus de 251 000 citoyens ont été reçus par des spécialistes, soit 1,1 fois de moins qu'en 2016. En moyenne, un inspecteur du travail a reçu 121 citoyens, ce qui est comparable à l'indicateur 2016.

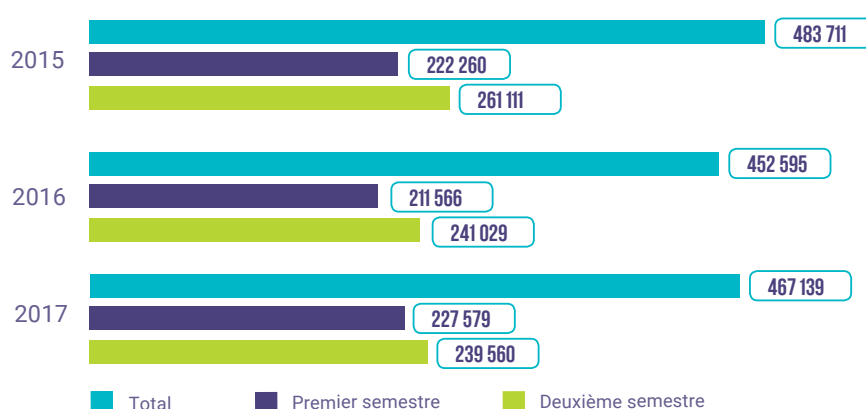
En 2017 on a organisé 467 139 consultations (au premier semestre – 227 579, 239 560 au deuxième), dont 91 183 consultations ont été fournies à des employeurs et 375 956 à des employés.

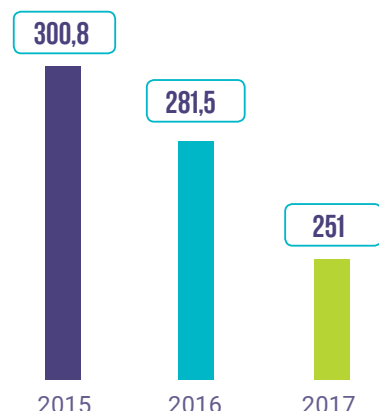
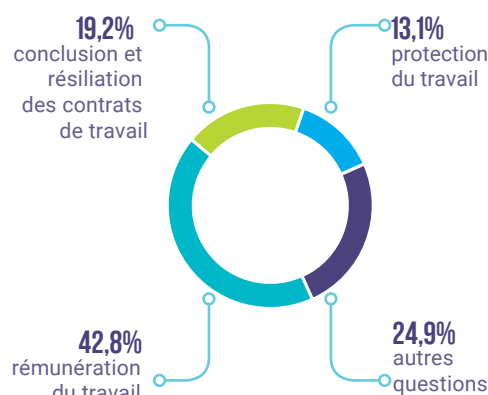
Principaux sujets des consultations : conclusion et rupture des contrats de travail – 90 112 ; rémunération du travail – 200 054 ; sécurité au travail – 61 541.

Dans le cadre d'aide juridique dans le domaine de la législation du travail les fonctionnaires de l'inspection fédérale en 2017 ont aidé à préparer 6 177 demandes en justice, dont 1 429 ont été satisfaites par le tribunal (3 165 au premier semestre et 3 012 au deuxième).

En 2017, 3 332 demandes en justice des citoyens ont été examinées par le tribunal avec la participation directe des fonctionnaires de l'inspection fédérale du travail, dont 1 590 ont été satisfaites par le tribunal.

#### Nombre de consultations données par les fonctionnaires des inspections du travail, un.



**Nombre de personnes reçues en personne, milliers de personnes****Part des principaux sujets des consultations, %**

Dans le cadre d'aide juridique dans le domaine de la législation du travail les fonctionnaires de l'inspection fédérale en 2017 ont aidé à préparer

**6 177**  
**DE DEMANDES EN JUSTICE**

## Efficacité de la surveillance fédérale du respect de la législation du travail

En 2017 l'inspection du travail fédérale a continué de renforcer la surveillance du respect de la législation du travail. Grâce aux mesures prises, l'état général de conformité aux exigences de la législation du travail dans les entités économiques de la Fédération de Russie affiche une tendance positive, qui caractérise en gros de manière positive les activités de l'inspection fédérale du travail. Lors de l'exécution des prescriptions légales des fonctionnaires de l'inspection fédérale du travail, les indicateurs suivants ont été atteints :

- 50 300 contrats de travail conclus ;
- 311 ordres de licenciement illégal et 2 229 ordres de sanctions

disciplinaires illégales ont été annulés ;

- plus de 29 000 employés qui n'avaient pas suivi de formation et passé le contrôle de leurs compétences dans le domaine de protection du travail à temps ont été mis à pied ;
- on a enlevé plus de 29 000 pièces de protections individuelles sans certificats et non conformes aux exigences de la protection du travail ;
- on a imposé des sanctions administratives sous forme d'amendes pour un total de 3 555,4 millions de roubles ;

- on a perçu les amendes au profit du budget fédéral pour un montant de 3 190,3 millions de roubles ;

- le taux de collecte des amendes administratives perçues par rapport au total des amendes infligées s'est élevé à 89,7% ;

- on a imposé 39 995 sanctions administratives sous forme d'avertissements, soit 2,2 fois de plus qu'en 2016 ;

- on a émis 2 133 avertissements sur l'inadmissibilité de violation des exigences obligatoires du droit du travail.

### Indicateurs d'efficacité de l'activité

No.	Désignation des interventions	Un. de mesure	2016	2017	2017 fin 2016 en %
1.	Recouvrement (amendes)	mille roubles	3 296 960,2	3 190 285,0	96,76
2.	Nombre d'ordonnances par une inspection efficace	un.	1,68	1,47	87,5
3.	Coût d'entretien	mille roubles	2 077 864,60	2 129 126,19	102,47
4.	Dépenses pour une mesure de contrôle de surveillance (inspections, enquêtes sur les accidents, examen des recours des citoyens)	mille roubles	8,17	8,63	105,63
5.	Nombre de demandes, en moyenne, par inspecteur du travail	un.	15,49	15,73	101,55
6.	Nombre d'ordonnances en moyenne par inspecteur du travail	un.	5,78	5,35	92,56
7.	Nombre d'enquêtes des accidents de travail menées en moyenne par inspecteur du travail	un.	0,34	0,359	105,59



## L'ÉTAT GARANTIE

aux chômeurs de la Russie  
une assistance sociale



## REGISTRE CRÉÉ

des agences d'emploi habilitées :

en 2 ans on a enregistré

**894** ORGANISATIONS



**>36,7 MLRD. DE ROUBLES**

pour payer les allocations aux  
chômeurs

Depuis le 1er janvier on

## CONTRÔLE DES AGENCES PRIVÉES D'EMPLOI SUR LE RESPECT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES POUR L'AGRÉMENT

Au droit exercer l'activité de prestation de  
l'emploi aux travailleurs (personnel)

## 08

## SURVEILLANCE DANS LE DOMAINE DE L'EMPLOI DE LA POPULATION

Dans le cadre des mesures de contrôle et de surveillance de l'exécution par les organes exécutifs des sujets de la Fédération de Russie des pouvoirs transférés par la Fédération de verser des prestations sociales aux citoyens reconnus chômeurs selon la procédure en vigueur et d'assurer les garanties d'État en ce qui concerne l'emploi de la population en termes de soutien social aux chômeurs, les fonctionnaires habilités de Rostroud en 2017 ont effectué 8 inspections, y compris 6 planifiées sur le terrain dans les régions de Pskov, de Moscou, de Ryazan et d'Arkhangelsk, dans les républiques de Mordovie et des Maris, deux inspections planifiées documentaires dans les régions de Kalouga et de Vologda.

Conformément au procès-verbal de la réunion au sujet Promotion de l'emploi de la population tenue le 7 décembre 2016 à Grozny par Rostroud avec la participation de l'Appareil du représentant plénipotentiaire du Président de la Fédération de Russie dans le District fédéral du Caucase du Nord, les représentants de la Direction d'enquête du Comité d'enquête de la Fédération de Russie dans District fédéral du Caucase du Nord, la direction du Procureur général de la Fédération de Russie, on a organisé 4 inspections surprises sur le terrain dans les Républiques d'Ossétie-du-Nord-Alanie, du Daghestan, de l'Ingouchie, de Kabardino-Balkarie.

Au total, on a inspecté 12 autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie exerçant des compétences dans le domaine de la promotion de l'emploi de la population (14,3% du total, 12,9% en 2016) et sur 61 agences d'emploi d'État (25,3% du nombre total des centres d'emploi de la population dans les sujets contrôlés de la Fédération de Russie).

Au cours des inspections les agents de Rostroud ont examiné 13 257 dossiers personnels des bénéficiaires des services d'État dans le domaine de l'emploi de la population, ils ont détecté

79 333 violations des normes et des exigences de la législation sur l'emploi de la population en ce qui concerne le versement des allocations de chômage, dont 72 083 violations concernent des personnes physiques, selon les informations du Registre des bénéficiaires de services publics dans le secteur de l'emploi de la population.

91% des infractions révélées sont des retards dans le transfert des allocations sociales aux chômeurs, ainsi que la périodicité de paiement des allocations de chômage aux citoyens reconnus chômeurs selon la procédure en vigueur, de moins de deux fois par mois.

Au cours des inspections on a détecté les infractions aux prescriptions de la loi fédérale No. 1032-1 du 19 avril 1991 sur l'emploi de la population dans la Fédération de Russie, dont les répandues sont :

- Retards du transfert des subventions reçues par le budget d'un sujet de la Fédération de Russie pour des allocations sociales aux citoyens sans emploi dans les services d'emploi de la population ;
- violations des garanties de soutien social aux citoyens sans emploi sous forme d'allocations de chômage, de

bourses d'études, d'aide matérielle (notamment la prise de décisions injustifiées sur l'arrêt ou la suspension du paiement des allocations de chômage aux citoyens) ;

- versement des allocations de chômage sans avoir enregistré le chômeur par les services de l'emploi dans les délais prescrits ;
- paiement des allocations de chômage aux citoyens reconnus comme chômeurs selon la procédure en vigueur, moins d'une fois par mois ;
- violations dans la détermination de la taille et des périodes de paiement des allocations de chômage, des bourses d'études, de l'aide matérielle ;
- application des motifs d'annulation des ordres sur la suspension du paiement des allocations de chômage en cas de violation des conditions et des délais de réenregistrement par le chômeur sans motif valable, qui ne font pas partie de la liste des motifs valables



Les violations des normes et des exigences de la législation sur l'emploi de la population révélées au cours des inspections planifiées ont entraîné des sur- et des sous-paiements.

## Mesures prises selon les résultats des inspections

En 2017 on a rédigé 12 actes sur les résultats des inspections, 18 ordonnances, dont 12 pour éliminer les violations constatées aux responsables des autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie et 6 ordonnances pour traduire en justice les responsables des autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie.

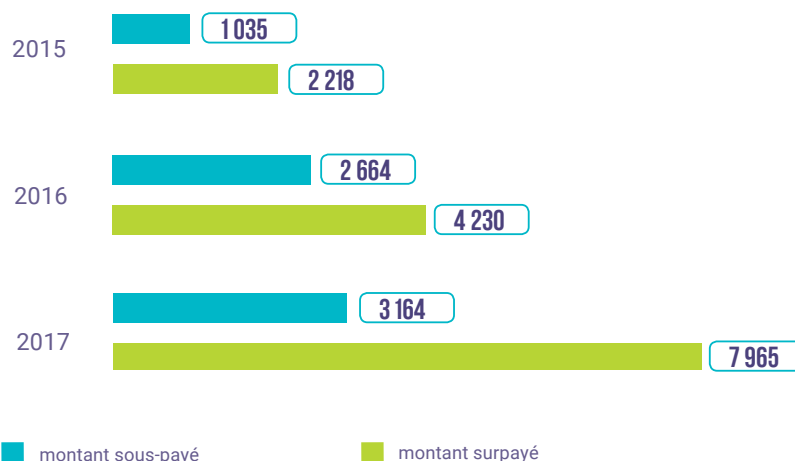
Selon les résultats de l'analyse des documents confirmant l'exécution des ordonnances relatives à l'élimination des violations révélées, dont le délai expirait en 2017, les droits de 2 062 citoyens ont été rétablis (1 755 en 2016, 966 en 2015) et on a fait des paiements supplémentaires pour le montant de 3 472 400 roubles, y compris sous forme d'allocation de chômage – 2 669 200 roubles, bourse d'études – 803 200 roubles (2 058 000 en 2016, 806 900 en 2015).

On a remboursé les paiements versés en violation de la législation sur l'emploi à la hauteur de 3 745 600 roubles, y compris au titre des allocations de chômage - 3 502 600 roubles, bourses d'études - 41 000 roubles, de l'aide matérielle - 202 000 roubles (2 210 000 roubles en 2016, 1 269 000 roubles en 2015).

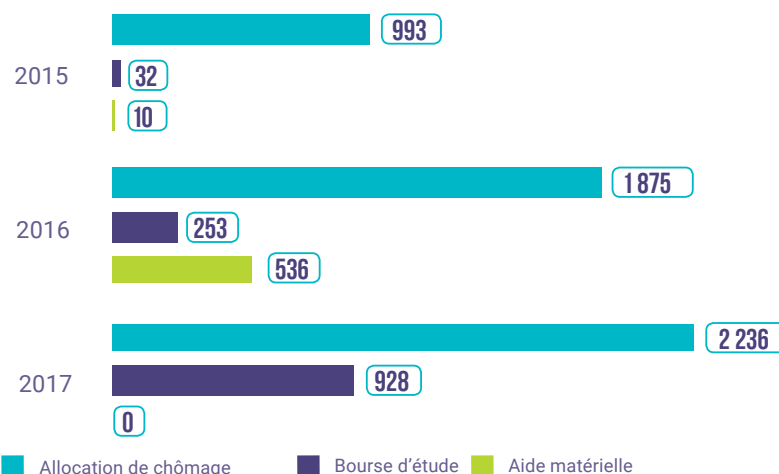
Selon les résultats de l'analyse des documents confirmant l'exécution des ordonnances relatives à l'élimination des violations révélées, dont le délai expirait en 2017, les droits de

**2 062** CITOYENS  
ont été rétablis.

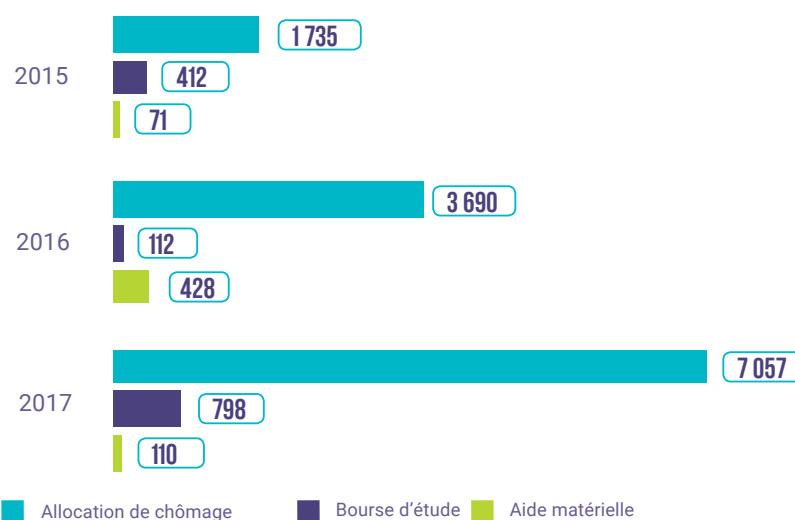
## Montant total sous- et surpayé selon les infractions révélées lors des inspections planifiées des violations des droits des citoyens (2015 – 2017), mille roubles



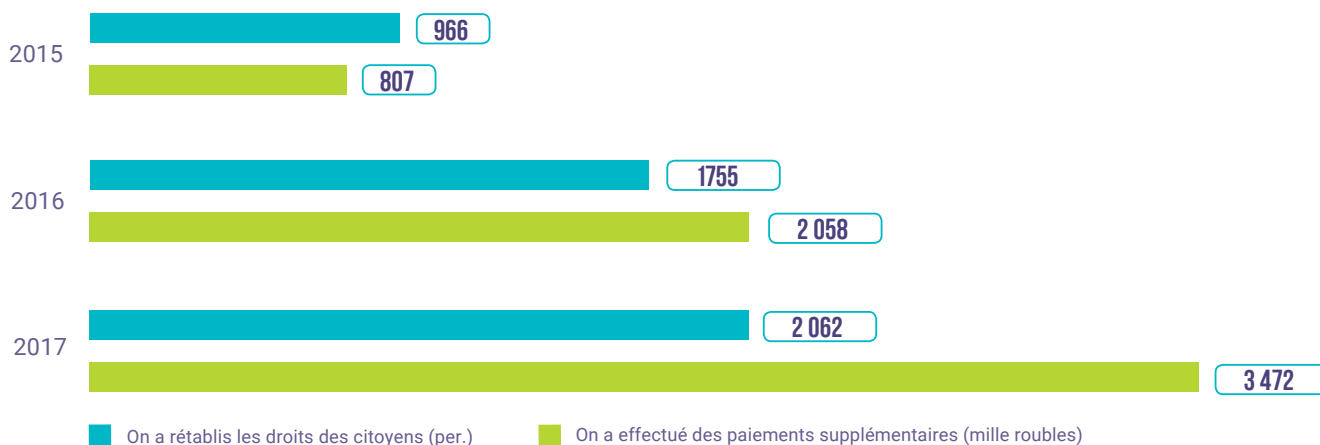
## Montant total des fonds non payés (sous-payés) pour les violations identifiées lors des inspections planifiées en 2015 - 2017, mille roubles



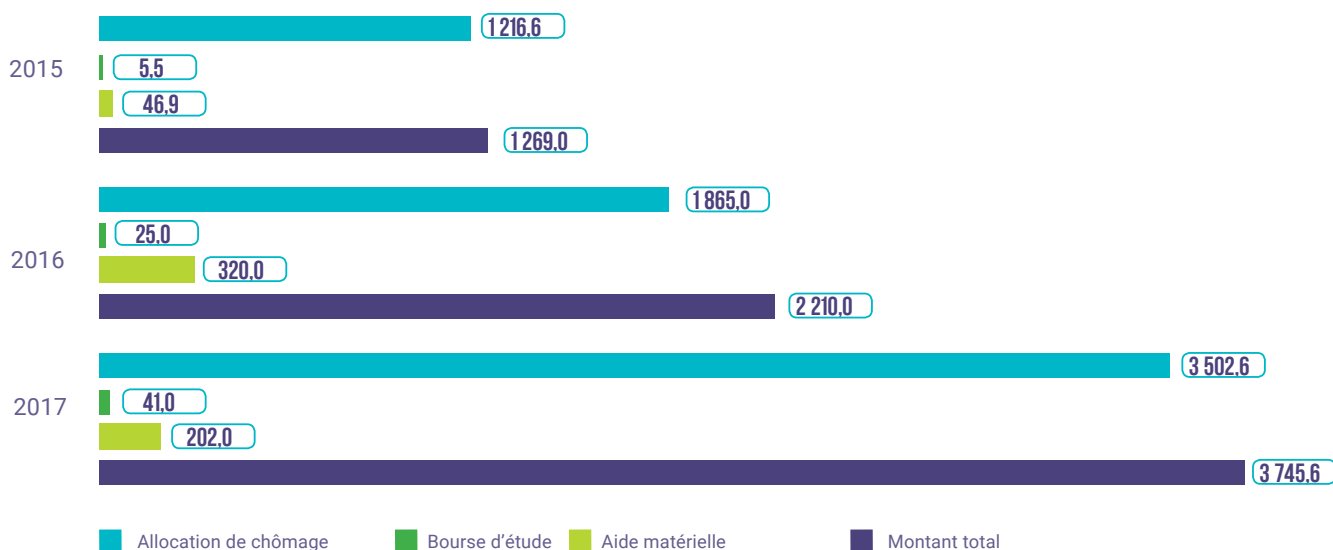
## Montant total des fonds surpayés (payés en trop) pour les violations identifiées lors des inspections planifiées en 2015 - 2017, mille roubles



### Informations sur les droits des citoyens rétablis et les paiements supplémentaires effectués sur la base des ordonnances exécutées pour éliminer les violations révélées de la législation sur l'emploi 2015-2017, personne



### Paielements effectués sur la base des ordonnances exécutées pour éliminer les violations révélées de la législation sur l'emploi en 2015 - 2017, mille roubles



La surveillance et le contrôle du cadre réglementaire et juridique sont exercées par les autorités des sujets de la Fédération de Russie en ce qui concerne le versement de prestations sociales à des citoyens reconnus chômeurs selon la procédure en vigueur

### En 2017 Rostroud a effectué une inspection

### Sur la base des actes de l'inspection on a constaté que :

**95** ACTES  
DES RÉGLEMENTAIRES

sur la conformité aux normes et réglementations de la législation fédérale

**93** ACTES  
RÉGLEMENTAIRES

des sujets de la Fédération de Russie étaient conformes à la législation fédérale

**2** ACTES  
RÉGLEMENTAIRES

n'étaient pas conformes à la législation fédérale

En ce qui concerne ces actes, 2 ordonnances ont été émises afin de modifier les actes juridiques normatifs du sujet (République du Daghestan - 2).

La raison d'émission des prescriptions aux hauts fonctionnaires des sujets de la Fédération de Russie ou aux autorités du pouvoir exécutif de la Fédération de Russie était la violation de la législation fédérale concernant l'inclusion dans un acte réglementaire d'un sujet de la Fédération de Russie des normes et des dispositions

contraires à la loi sur l'emploi, en particulier à l'article 7.1 de la loi déterminant la liste des prestations sociales aux citoyens qui sont reconnus comme chômeurs selon la procédure en vigueur.

En violation des dispositions de l'article 7.1 de la loi sur l'emploi de la population en Fédération de Russie, deux sujets de la Fédération de Russie (la République de Sakha (Iakoutie) et la région d'Irkoutsk) ont présenté des actes législatifs en violation du délai prescrit de dix jours, ce qui a fait

envoyer au tribunal des procès-verbaux sur l'infraction administrative pour attirer les responsables coupables des autorités du pouvoir exécutif des sujets de la Fédération de Russie à la responsabilité administrative.

Ces procès-verbaux ont été examinés dans le cadre d'une procédure judiciaire et des mesures administratives ont été appliquées aux coupables sous forme d'un avertissement.

**Rostroud, en mettant en œuvre des mesures pour effectuer des inspections planifiées du caractère exhaustif et opportun de la présentation des actes juridiques réglementaires des sujets de la Fédération de Russie au Service fédéral du travail et de l'emploi, a procédé à des inspections des actes juridiques réglementaires de 6 sujets de la Fédération de Russie. Selon les résultats des inspections prévues, Rostroud a rédigé 6 actes sur les résultats des inspections :**

**Dans 3 sujets  
(région de Novgorod,  
de Tambov et de  
Penza)**

on n'a pas détecté des infractions en ce qui concerne le caractère exhaustif et opportun de la présentation des actes réglementaires au Service fédéral du travail et de l'emploi.

**Dans 3 sujets  
(République du  
Daghestan, République  
de Tchouvachie,  
région d'Orenbourg)**

on a constaté des violations en ce qui concerne la présentation des exemplaires à Rostroud des actes réglementaires en volume complet.

Selon les résultats des inspections planifiées, on a émis

**3 ordonnances de  
soumission des actes  
réglementaires  
pertinents à Rostroud  
aux hauts responsables  
des sujets de la  
Fédération de Russie,  
qui ont été exécutées.**

# 09 AGRÉMENT DES AGENCES D'EMPLOI PRIVÉES

Conformément aux Règles d'agrément des agences d'emploi privées au droit de travailler dans le domaine d'emploi, approuvées par le décret du gouvernement de la Fédération de Russie No. 1165 du 29 octobre 2015 Rostroud depuis 2016 accrédite des agences d'emploi privées. En 2017 Rostroud a reçu 585 demandes d'agrément (d'extension), dont 306 organisations ont été accréditées et inscrites au registre, 121 organisations ont été refusées, les dossiers ont été retournés à 158 organisations.

## Contrôle des agences privées d'emploi sur le respect des exigences obligatoires de l'agrément

Le programme d'inspections planifiées des personnes morales et des entrepreneurs individuels pour 2017, approuvé par le Procureur général de la Fédération de Russie et le chef du Service fédéral du travail et de l'emploi le 31 octobre 2016, prévoyait des inspections documentaires planifiées dans 48 agences d'emploi privées agréées.

Il a été décidé d'exclure 22 agences d'emploi privées du Plan approuvé pour les motifs énoncés au paragraphe 7 de la résolution du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 juin 2010 no 489 sur l'approbation des règles relatives à la préparation des autorités de contrôle (surveillance) et des autorités de contrôle municipales procéder à des inspections régulières d'entités juridiques et d'entrepreneurs individuels, en particulier dans le cadre du retrait de l'agrément du droit d'exercer des activités fournissant de la main-d'œuvre s (personnel).

En 2017 on a procédé aux inspections planifiées dans 26 agences privées

d'emploi : 000 PREMIER-ST, 000 KS Biznes Rechenia (Solutions d'affaires), 000 Aguentstvo novoï jizni (Agence de nouvelle vie), 000 YarKlin, 000 Agence privée pour l'emploi Intercomp, 000 ANKOR Kadrovye Rechenia (Solutions de personnel ANCOR), 000 KS Industrialny personal (Personnel industriel), 000 Stroikom-M, 000 ANKOR Biznes Rechenia (Solutions commerciales ANCOR), 000 AVANTA Personal, 000 AVANTA Solutions, 000 Dominium, 000 Airclean Service, 000 VOK RV Trade Company Group, 000 Quartz Group, 000 MPCh-Sifal Rus, 000 Agekke, 000 GK Kovcheg, 000 Yedini Tsentri Kadrov (Centre unifié du personnel), 000 Lider Consult, 000 Private Recruiting Company, 000 Barona Rou, 000 Business Expertiza, 000 1000 kadrov, 000 Aton-Rostov, AO OuK RostKonsalt-C.

Les inspections effectuées n'ont pas détecté des infractions aux obligations d'agrément au droit de mener des activités dans le domaine de l'emploi dans 22 agences d'emploi privées. 4 agences privées d'emploi ont violé

des prescriptions obligatoires de l'agrément (000 PREMIER-ST, 000 Aguentstvo novoï jizni, 000 Lider Consult, 000 Private Recruiting Company).

Les personnes morales en question ont reçu des prescriptions d'éliminer les violations constatées. Les prescriptions ont été exécutées dans les délais prescrits.

À la suite de la mise en œuvre de mesures de contrôle lors du contrôle d'État du respect des exigences d'agrément par les agences d'emploi privées au droit de mener des activités dans le domaine de l'emploi au cours des inspections planifiées, ainsi que dans l'ordre d'exécution des prescriptions, les agences privées ont versé dans les budgets correspondants de la Fédération de Russie plus 17,17 millions de roubles.



## MARCHÉ D'EMPLOI STABLE ET PRÉVISIBLE

**DIMINUTION DE 17%**  
du nombre de chômeurs enregistrés



## CROISSANCE DU NOMBRE ET DE LA QUALITÉ

des offres d'emploi déclarées



## LISTE PERSONNIFIÉE DES PERSONNES HANDICAPÉES EST CRÉÉE

### ON A EMPLOYÉ

**88 600**  
DE PERSONNES  
HANDICAPÉES



## RÉSEAU SOCIAL PROFESSIONNEL RUSSE SKILLSNET

nouveau niveau de possibilités et du  
service pour les participants au marché  
russe de travail



**107 000**

DES CITOYENS

## ONT DÉMÉNAGÉ POUR TRAVAILLER ET VIVRE

dans les régions de la Russie



## BASE D'OFFRES D'EMPLOI DE TOUTE LA RUSSIE TRAVAILLER EN RUSSIE :

**>1,5**  
MLN

d'offres d'emploi  
relevantes

**613 000**

CV des candidats



Sur le portail Travailler en Russie

## ON A PUBLIÉ PLUS DE

**72 500**

D'OFFRES D'EMPLOI POUR LES  
PERSONNES HANDICAPÉES

pour le compte du quota

# 10 AUGMENTATION DU CONCOURS À L'EMPLOI DES CHÔMEURS

## Situation sur le marché de travail de la Fédération de Russie

Le nombre de citoyens enregistrés dans le service d'emploi comme chômeurs en 2017 dans l'ensemble de la Fédération de Russie a diminué de 13,3% passant de 894 600 en janvier 2017 à 775 500.

Le nombre maximum de citoyens sans emploi a été enregistré le 1er mars 2017 – 927 400 personnes et le minimum a été enregistré le 1er novembre – 707 300 personnes.

Le niveau de chômage enregistré en 2017 en général dans la Fédération de Russie a baissé de 0,2 p.p. En 10 mois, il restait dans la fourchette de 1,0 à 1,2%. Au 1er novembre il a diminué à 0,9%, puis a augmenté de nouveau et,

au 1er décembre 2017, il était déjà de 1,0 %

Le coefficient de tension sur le marché du travail dans la Fédération de Russie pendant 9 mois a baissé de 0.9 p. en janvier 2017 de deux fois pour atteindre 0,5 p. en octobre. Il a légèrement augmenté à 0,6 p. en décembre 2017.

Selon le suivi hebdomadaire de la libération des employés d'organisations, à la fin de l'année en général dans la Fédération de Russie, 48 600 organisations comptant 12,6 millions d'employés ont présenté les informations sur les licenciements qui ont déjà eu lieu et ceux à venir.

Le nombre total de travailleurs licenciés s'est élevé à 452 000 personnes, dont 134 500 (29,8%) ont trouvé du travail, dont 86 200 personnes (19,1%) dans l'organisation précédente.

Le nombre total de travailleurs « en période d'inactivité » passés vers un emploi à temps partiel, ainsi que de travailleurs bénéficiant de vacances forcées a dépassé 137 600 personnes. Le nombre de travailleurs qui devraient être libérés dans la Fédération de Russie s'est élevé à 242 800 personnes.

## Concours à l'emploi des personnes handicapées inoccupées

Le concept de création, de maintenance et d'utilisation du système d'information fédéral Registre fédéral des personnes handicapées approuvé par le décret du gouvernement de la Fédération de Russie No. 1506-p du 16 juillet 2016, prévoit le transfert par Rostroud (avec les sujets de la Fédération de Russie) au FGIS Registre fédéral des personnes handicapées du 1er janvier 2017 des informations concernant l'assistance à l'emploi de la population et des informations sur la fourniture de services publics aux personnes handicapées, conformément à la législation de la Fédération de Russie relative à l'emploi de la population. Lors du premier chargement des données dans le FGIS Registre fédéral des personnes handicapées on y a chargé les données sur 677 085 personnes handicapées.

En collaboration avec le Fonds de pension de la Fédération de Russie, depuis le 26 avril 2017 on a organisé le transfert des informations nécessaires à l'aide du service SMEV 3.0 Réception d'informations sur une personne handicapée. Au 31 décembre 2017 on a organisé le transfert de données sur 55 000 de personnes handicapées.

Afin de mettre en œuvre des mesures visant à augmenter le taux d'emploi des personnes handicapées, l'arrêté du ministère du Travail de la Russie du 21 avril 2017 No. 378n a modifié la Procédure de tenue des Registres des bénéficiaires des services publics dans le domaine de l'emploi de la population (personnes physiques et employeurs), y compris la procédure, les délais et la formule de présentation des informations, approuvé par le décret du ministère de la Santé et du

Développement social de Russie No. 972n du 8 novembre 2010. On a mis au point également le Registre des bénéficiaires des services publics dans le domaine de l'emploi, dont Rostroud est responsable de la formation et du maintien. Le registre en matière d'augmentation du niveau d'emploi des personnes handicapées permet de prendre en compte les informations détaillées sur les bénéficiaires des services (personnes handicapées), notamment le type de handicap, le degré de limitation de l'emploi, la disponibilité d'un plan de travail individuel, des recommandations sur les conditions de travail, des recommandations sur l'équipement de la place de travail,

**Le niveau de chômage enregistré en 2017 en général dans la Fédération de Russie a baissé de 0,2 p.p.**



Le nombre total d'employeurs ayant fourni les informations sur les quotas, selon le Registre des bénéficiaires des services dans le domaine de l'emploi, s'élève à :

**>58 000**

recommandations sur le besoin d'orientation professionnelle et de nombreuses autres données ; spécifier pour une offre d'emploi des caractéristiques du degré de limitation de la capacité de travail admissibles pour une profession (spécialisation) ou un poste, des dysfonctionnements admissibles pour une profession (spécialisation) ou un poste.

Selon le registre des bénéficiaires des services dans le domaine de l'emploi, le nombre total d'employeurs ayant fourni des informations sur les quotas est supérieur à 58 000, tandis que le nombre d'emplois sous quota est supérieur à 450 000.

## Augmentation de la mobilité de la population

Conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Fédération de Russie du 15 avril 2014 No. 298 Sur l'approbation du programme d'État de la Fédération de Russie Concours à l'emploi de la population (mod. de l'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 30.03.2017 No364) des programmes régionaux des sujets de la Fédération de Russie sont réalisés visant à accroître la mobilité de la main-d'œuvre. En 2017 le gouvernement de la Fédération de Russie par l'arrêté No. 123-p du 28 janvier 2017 a approuvé la distribution de subventions pour un montant de 203 286 400 roubles à 14 sujets de la Fédération de Russie (région de l'Amour, région d'Arkhangelsk, région de Vologda, kraï du Kamtchatka, région

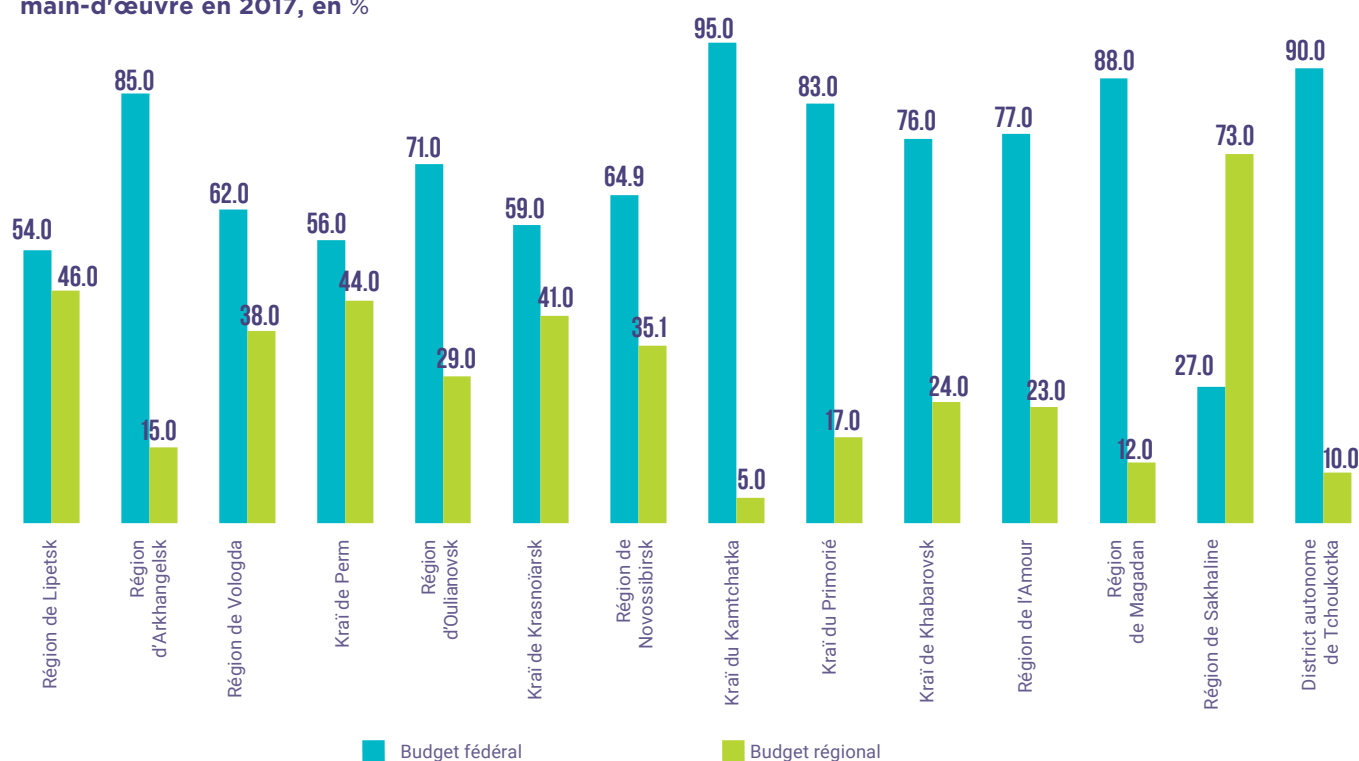
de Lipetsk), région de Magadan, kraï du Primorié, kraï de Perm, kraï de Khabarovsk, district de Tchoukotka, kraï de Krasnoïarsk, région d'Oulianovsk, région de Sakhaline, région de Novossibirsk).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les décaissements du budget fédéral se sont élevés à 55 982 200 roubles, soit 27,5% des fonds approuvés. Le nombre de participants est 547 personnes.

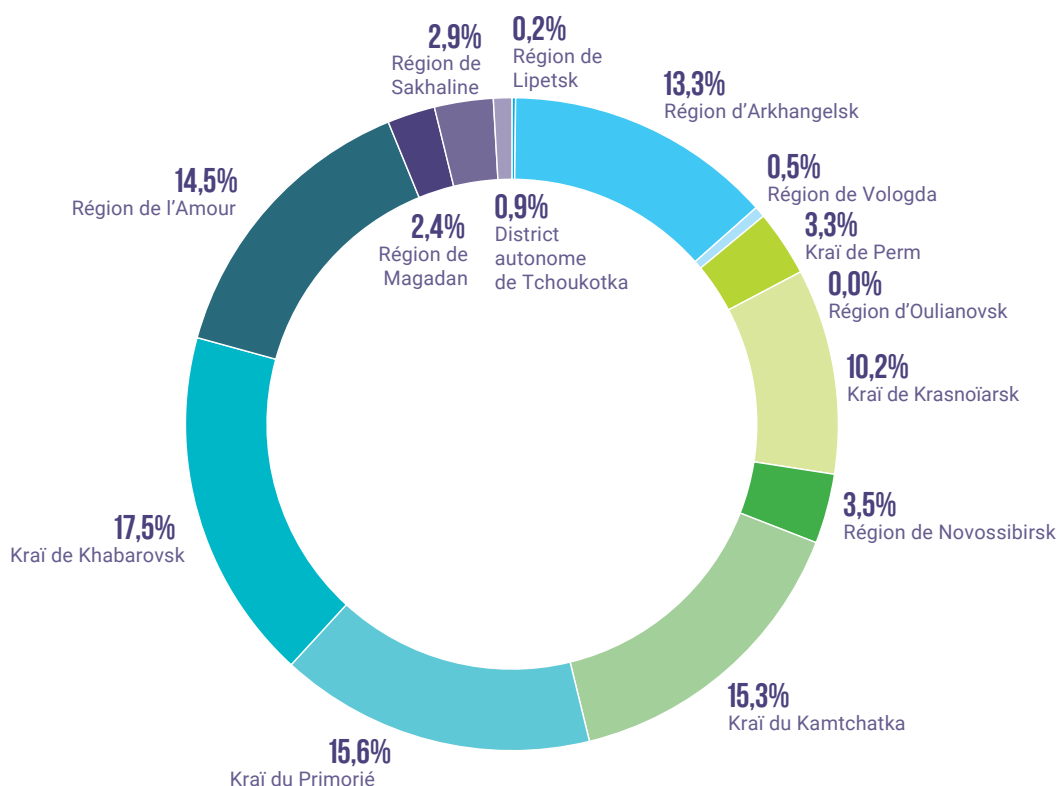
En 2017 74 projets d'investissement étaient en cours d'exécution, dont les meilleurs indicateurs en termes du nombre de participants ont été observés dans cinq sujets de la Fédération de Russie : le kraï du Primorié (OOO SSK Zvezda – 80 personnes), la région d'Arkhangelsk (AO Association de production

Severnoïe machinostroïtelnoïe predpriatie – 73 personnes, la région de l'Amour (Entreprise unitaire de l'État fédéral Tsentri eksplouatatsii obektov nazemnoï kosmitcheskoï infrastrouktoury (Centre pour l'exploitation d'installations d'infrastructures spatiales au sol) – 50 personnes, AO NIPI gazpererabotka – 30 personnes, le kraï de Khabarovsk (AO Ouralougol – 35) et le kraï de Krasnoïarsk (ZAO Bogoutchanski Aliouminievzy Zavod – 34 personnes). Au 31 décembre 2017 le portail contenait des informations sur 192 offres d'emploi participant à des programmes régionaux d'encouragement de la mobilité de la main-d'œuvre.

## Support financier de la mise en œuvre des programmes régionaux visant à accroître la mobilité de la main-d'œuvre en 2017, en %



**Parts de participants au programme régional d'augmentation de la mobilité de la main-d'œuvre du nombre total de personnes ayant déménagé en 2017, %**



**Une page spéciale a été créée dans le système d'information analytique Base d'offres d'emploi en Russie Travailler en Russie avec des informations de référence sur les mesures mises en œuvre dans le cadre de la loi sur l'emploi pour stimuler la mobilité interne de la main-d'œuvre** (au 31 décembre 2017 cette rubrique a été visualisée plus de 1,1 million de fois).

En 2017 on a commencé à travailler sur un nouveau projet - la création du réseau social professionnel russe Skillsnet en tant que sous-système pour organiser une communication réseau intégrée des utilisateurs enregistrés du portail Travailler en Russie.

Le sous-système permettra d'organiser un canal supplémentaire pour informer les citoyens des possibilités d'emploi dans d'autres régions de la Fédération de Russie, y compris le territoire du district fédéral extrême-oriental.

Depuis le moment de l'annonce du lancement du projet sur Internet, près de 13 000 utilisateurs se sont inscrits, plus de 60% d'eux de moins de 35 ans.

**Depuis le moment de l'annonce du lancement du projet Skillsnet sur Internet, près de**

**~13 000**  
UTILISATEURS SE SONT  
ENREGISTRÉS

**>60 %**  
D'UTILISATEURS ONT  
MOINS DE 35 ANS



## LES DROITS ET LES INTÉRÊTS LÉGAUX SONT GARANTIS

aux bénéficiaires du soutien social  
personnel



## SOUTIEN SOCIAL PERSONNEL EST ACCORDÉ

**265 800**

citoyens

de

**24,8**

**MLRD. DE  
ROUBLES**



## ON A ENVOYÉ DANS LES RÉGIONS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

**14,7  
MLRD. DE  
ROUBLES**

pour payer les  
compensations à  
**1,2 MLN DE CITOYENS**  
victimes d'accidents  
radiologiques



Pour augmenter le taux d'occupation des  
personnes handicapées

**>58 000  
D'EMPLOYEURS**

ont présenté des informations  
sur les postes de travail

# 11 CONTRÔLE ET SURVEILLANCE

## DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE DE LA POPULATION

### Le contrôle (surveillance) fédéral dans le domaine de services sociaux

En 2017 dans le cadre de l'exécution des fonctions d'État pour la mise en œuvre du contrôle d'État fédéral des services sociaux, Rostroud a effectué des inspections planifiées dans 18 sujets de la Fédération de Russie (République de Karatchaïévo-Tcherkessie, le kraï de Transbaïkalie, les régions d'Astrakhan, de Briansk, de Tambov, de Vladimir, de Moscou, de Novgorod, de Omsk, de Penza, de Rostov, de Riazan, de Samara, de Tver, de Toulou, à Moscou, à Saint-Petersbourg, dans la région autonome juive), ainsi que des inspections surprises dans 3 sujets de la Fédération de Russie (République de Sakha (Iakoutie), région de Kaliningrad, Moscou).

En 2017 on a vérifié 46 organismes de services sociaux, dont dans 43 services sociaux on a effectué des contrôles

planifiés, et dans 3 organisations – des inspections surprises sur la base de l'information reçue des citoyens et des autorités exécutives.

Au cours des inspections Rostroud a révélé des infractions dans 35 organisations de services sociaux (76% du nombre total contrôlé).

Selon les résultats des inspections, des actes ont été rédigés et 35 ordonnances ont été émises pour éliminer les violations constatées. Rostroud contrôle l'élimination des violations

L'analyse des résultats de l'activité de surveillance et de contrôle de Rostroud a montré que la principale violation dans le cadre du contrôle (surveillance) fédéral dans le domaine des services sociaux est le non-respect des

exigences des règles et des réglementations sanitaires et épidémiologiques d'État, notamment :

- violation de l'intégrité du plafond, des murs et des sols de locaux (constaté dans 63% des organisations sociales vérifiées ;
- absence d'environnement accessible pour les personnes handicapées et les autres groupes à mobilité réduite dans les bâtiments et les locaux (constaté dans 56% des organisations sociales vérifiées) ;
- absence de documents justifiant le recyclage de certains employés (constaté dans 24% des organisations sociales vérifiées).

### Contrôle des activités des autorités de garde et de tutelle en ce qui concerne les citoyens majeurs incapables totalement ou partiellement

En 2017 Rostroud a effectué des inspections des activités des autorités de garde et de tutelle en ce qui concerne les citoyens majeurs incapables dans 2 sujets de la Fédération de Russie : dans la région de Riazan (planifiée) et à Moscou (surprise sur demande d'un citoyen).

Au total on a audité 2 organes de garde et de tutelle : le ministère de la Santé de la région de Riazan, ainsi que le département de la Protection sociale de la population du district administratif du Nord-Est de la ville de Moscou.

L'analyse des résultats des activités de contrôle du Service fédéral du travail a montré que les principales violations constatées au cours des audits des organes de garde et de tutelle sont :

- l'absence des certificats de prise de connaissance des citoyens qui ont exprimé le désir de devenir tuteurs ou curateurs des adultes ayant un diagnostic médical des adultes ;
- l'absence des copies des contrats d'ouverture d'un compte au nom de l'adulte sous tutelle dans des établissements de crédit ;

- non-respect des délais des inspections planifiées des conditions de vie de citoyens majeurs incapables ;
- absence des certificats sur la conformité des locaux d'habitation des candidats aux tuteurs aux normes et règles sanitaires et techniques.

Sur la base des résultats des inspections, des actes d'inspection ont été établis, indiquant les infractions constatées et le délai de leur élimination. Rostroud contrôle l'élimination des violations

## Contrôle de la procédure de détermination du degré de perte de capacité de travail à la suite d'un accident du travail et de maladies professionnelles

En 2017 Rostroud a effectué des inspections planifiées pour vérifier le respect de la procédure d'établissement du degré de perte de capacité de travail à la suite d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans 8 sujets de la Fédération de Russie : République de Karatchaïévo-Tcherkessie, kraï de Transbaïkalie, région de Briansk, de Volgograd, de Rostov, de Riazan, de Samara, de la région autonome juive.

Au total en 2017 on a vérifié 8 institutions d'expertise médicale et sociale, dans 7 d'elles on a constaté des violations (88% du nombre total d'organisations contrôlées).

L'analyse des résultats des activités de contrôle de Rostroud a révélé que les principales infractions de la procédure de détermination du degré de perte de la capacité de travail à la suite d'un accident du travail et de maladies professionnelles sont

- les parties du programme de réhabilitation de la victime ne sont pas remplies de façon conforme aux exigences établies,
- les erreurs dans l'acte d'expertise médicale et sociale d'un citoyen,
- indication dans l'acte d'expertise médicale et sociale d'un citoyen d'une liste incomplète de documents

qui ont servi de base à la décision du bureau d'expertise médicale et sociale,

- absence des informations sur l'accord (désaccord) sur le transfert et le traitement de données personnelles dans l'institution de l'expertise médicale et sociale dans les demandes de services publics.

Sur la base des résultats des contrôles, des actes ont été rédigés et 7 ordonnances ont été établies pour éliminer les violations constatées. Rostroud contrôle l'élimination des violations

## Réception et enregistrement des notifications sur le démarrage des activités commerciales de fourniture de services sociaux par des personnes morales et entrepreneurs individuels

En 2017 Rostroud a reçu 32 notifications concernant le début d'activités commerciales de fourniture de services sociaux par des personnes morales et des entrepreneurs individuels, dont 7 par l'intermédiaire du système d'information de l'État fédéral

Portail unifié pour les services d'État et ceux municipaux (fonctions) 32 notifications ont été enregistrées, dont 25 concernent le démarrage des activités commerciales de fourniture de services sociaux sans hébergement, et 7 notifications concernent le démar-

rage des activités commerciales de fourniture de services sociaux avec hébergement. On peut trouver le Registre des notifications enregistrées selon la procédure en vigueur sur le site officiel de Rostroud.

## Contrôle dans le domaine de la protection sociale de la population en ce qui concerne l'assignation et le paiement de certains types d'allocations publiques accordées aux citoyens ayant des enfants

En 2017 Rostroud contrôlait le domaine de protection sociale de la population sur l'assignation et le paiement des allocations publiques aux citoyens ayant des enfants :

- Allocation de maternité et d'accouchement aux femmes licenciées suite à la liquidation des organisations (arrêt de l'activité, des pouvoirs des personnes physiques) ;
- allocation forfaitaire versée aux femmes qui se sont enregistrées dans des organisations médicales dans les premiers 12 semaines de la grossesse, licenciée suite à la liquidation des organisations (arrêt de l'activité, des pouvoirs des personnes physiques) ;
- allocation forfaitaire versée pour la naissance d'un enfant aux personnes non soumises à l'assurance sociale obligatoire en cas d'incapacité temporaire de travail liée à la maternité, aussi qu'aux personnes licenciées suite à la liquidation des organisations (arrêt de l'activité, des pouvoirs des personnes physiques) ;
- allocation mensuelle de garde d'enfants pour les personnes non soumises à l'assurance sociale obligatoire en cas d'incapacité temporaire de travail et en raison de maternité, ainsi qu'aux personnes licenciées suite à la liquidation des organisations (arrêt de l'activité, des pouvoirs des personnes physiques) ;
- allocation forfaitaire à la femme enceinte du militaire qui est en train de passer le service militaire obligatoire ;
- allocation mensuelle à l'enfant du militaire qui est en train de passer le service militaire obligatoire.

Les paiements sont réglés par la loi fédérale No. 81FZ du 19 mai 1995 Sur les allocations publiques aux citoyens

ayant des enfants et par le décret du ministère de la Santé et du Développement social de Russie No. 1012H du 23 décembre 2009 Sur l'approbation de la procédure et des conditions d'assignation des allocations publiques aux citoyens ayant des enfants.

En 2017 selon la procédure en vigueur, Rostroud contrôlait en collectant et en vérifiant les registres des bénéficiaires des allocations publiques accordées aux citoyens ayant des enfants, reçues des autorités de protection sociale de la population de la Fédération de Russie à

l'aide du système d'information automatisé Registre des bénéficiaires des allocations, équipé de module logiciel-matériel de protection des information VipNet.

Le nombre total de bénéficiaires des allocations en 2017 s'est élevé à 1,3 million de personnes, compte tenu de la périodicité mensuelle, on a effectué 10,9 millions de paiements pour le montant total de 75,5 milliards de roubles.

Sur la base des résultats des contrôles des registres on a constaté des

paiements illicites et des cas de paiements doubles à un même bénéficiaire dans différentes régions, ainsi que des erreurs techniques dans 74 sujets de la Fédération de Russie.

On a identifié des prestations versées illégalement pour un montant total de 11,8 millions de roubles, soit 4,7 millions de plus par rapport à 2016. On a fait des recouvrements et des déductions pour un montant de 6,1 mln de roubles.

## 12 SERVICE CIVIL ALTERNATIF

Afin d'organiser un service civil de remplacement en 2017, Rostroud, en tant qu'organe exécutif fédéral habilité a préparé, approuvé et envoyé aux autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie et aux organes fédéraux du pouvoir exécutif les ordonnances de Rostroud sur l'affectation des citoyens au service civil de remplacement au cours de l'appel du printemps et de l'automne des citoyens de la Fédération de Russie au service militaire.

Au cours des appels du printemps et de l'automne des citoyens au service militaire, 805 citoyens ont été affectés au service civil de remplacement.

Au total, de 2004 à 2017, les citoyens ont déposé 11 639 demandes de remplacement du service militaire par le service civil alternatif. Pour 10 373 citoyens, le service militaire a été remplacé par un service civil alternatif. 6 703 citoyens ont été envoyés au service civil de remplacement, dont 5 507 personnes ont été renvoyées du service civil de remplacement (à l'expiration du service, pour des raisons familiales, selon l'opinion de la commission militaire d'aptitude).

Actuellement dans les organisations sous l'auspice des organes fédéraux du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des sujets de la Fédération de Russie 1 196 citoyens font un service civil de remplacement.

En 2017, conformément au plan d'inspections du 19 janvier 2017, 7 audits du passage de citoyens du service civil de remplacement ont été effectués, aucune infraction n'a été constatée. Une assistance a été fournie aux autorités exécutives de la République de Crimée et de la ville de Sébastopol pour organiser un service civil de remplacement dans ces sujets de la Fédération de Russie.

Actuellement dans les organisations sous l'auspice des organes fédéraux du pouvoir exécutif et des organes exécutifs des sujets de la Fédération de Russie 1196 citoyens font un service civil de remplacement.







## CONVENTIONS COLLECTIVES

garantissent les droits de travail  
des employés et assurent une activité  
efficace des organisations



## EN RUSSIE

61

CONVENTIONS  
COLLECTIVE



RÈGLEMENT RAPIDE DES  
CONFLITS DE TRAVAIL  
COLLECTIFS A PERMIS  
D'ÉVITER LA TENSION SOCIALE



## RESPONSABILITÉ DES PARTIES

du partenariat social



## RÉSEAU SOCIAL PROFESSIONNEL RUSSE SKILLSNET

nouveau niveau de possibilités et du  
service pour les participants au marché  
russe de travail



Interaction efficace de Rostroud avec  
les organes fédéraux du pouvoir exécutif  
dans le cadre du travail

## DE LA COMMISSION RUSSE TRIPARTITE SUR LA RÉGULATION DES RELATIONS SOCIALES PROFESSIONNELLES



LES SPÉCIALISTES DE ROSTROUD  
travaillent effectivement

EN TANT QU'EXPERTS DANS  
LES GROUPES DE TRAVAIL  
DE LA COMMISSION RUSSE  
TRIPARTITE SUR LA RÉGULATION  
DES RELATIONS SOCIALES  
PROFESSIONNELLES

# 13 PROBLÈMES DU PARTENARIAT SOCIAL.

## COMMISSION TRIPARTITE RUSSE.

Dans le cadre de la législation en vigueur en 2017, Rostroud assure la régulation des relations entre les employeurs et les employés.

### 1 **Prestation du service d'enregistrement post factum des conventions collectives conclues au niveau fédéral du partenariat social public dans le cadre de la procédure de notification des accords sectoriels (intersectoriels) conclus au niveau fédéral du partenariat social.**

À la date de fin de l'année 61 conventions collectives (intersectorielles) étaient en vigueur en Fédération de Russie (dont 60 conventions conclues au niveau fédéral de partenariat social, y compris 2 conventions interprofessionnelles et 1 convention au niveau interrégional). On attache beaucoup d'importance lors de la conclusion du partenariat social entre les parties à la croissance des salaires réels, la protection du travail et la fourniture de garanties sociales.

### 2 **Prestation du service d'enregistrement post factum des conflits de travail collectifs concernant la conclusion, la modification et l'application de conventions conclues au niveau fédéral du partenariat social, des conflits de travail collectifs dans les organisations financées du budget fédéral, ainsi que des conflits de travail collectifs survenus dans les cas où conformément à la législation de la Fédération de Russie afin de résoudre un conflit de travail collectif, une grève ne peut pas être organisée.**

En 2017 Rostroud a reçu 2 demandes d'enregistrement post factum des conflits de travail collectifs survenant dans la filiale OOO OURSA-Evrasia à Serpoukhov concernant l'application de la convention collective et dans la filiale Aéronavigation de la Sibérie de l'Est du FGUP Goskorporatsia po OrVD sur la question de conclusion d'un accord sur l'apport des modifications à la convention collective.

### 3 **Prestation du service public de concours à la régulation des conflits de travail collectifs concernant la conclusion, la modification et l'application de conventions conclues au niveau fédéral du partenariat social, des conflits de travail collectifs dans les organisations financées du budget fédéral, ainsi que des conflits de travail collectifs survenus dans les cas où conformément à la législation de la Fédération de Russie afin de résoudre un conflit de travail collectif, une grève ne peut pas être organisée.**

En 2017 Rostroud n'a pas reçu de demandes sur ce service.

## 4 Prestation du service de formation d'arbitre de travail

En 2017, 5 demandes sur ce service public ont été reçues. Sur la base des résultats de l'examen, une proposition d'organisation de la formation d'arbitres du travail a été soumise en 2017, tandis que les autres demandeurs se sont vu refuser la prestation du service public.

## 5 Prestation de services publics de fourniture des informations sur les arbitres de travail contenues dans la base de données des arbitres du travail.

En 2017 il n'y avait pas de demandes de fourniture des informations sur les arbitres de travail de la base de données des arbitres de travail.



### Commission tripartite russe de régulation des relations sociales de travail.

L'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 17 décembre 2014 No. 2585-p a approuvé le Plan d'actions du gouvernement de la Fédération de Russie pour la mise en œuvre de la Convention générale entre les associations de syndicats russes et le gouvernement de la Fédération de Russie pour 2014-2016 (par un avenant la période de validité a été prolongée jusqu'en 2017).

Rostroud a mis en œuvre les mesures prévues par le Plan unifié CTR pour le premier semestre 2017 et le Plan unifié CTR pour le deuxième semestre 2017, approuvés par le Vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, coordinateur de la commission tripartite russe de régulation des relations sociales et professionnelles O.Iou. Golodets (daté du 7 février 2017, No. 817p-П27PTK, du 7 août 2017, No.

5647п-П27PTK). Les matériaux selon la procédure en vigueur ont été soumis au ministère du Travail et au secrétariat de la Commission tripartite russe pour la régulation des relations sociales professionnelles.

# 14 PRATIQUE DE L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

## DANS LE DOMAINE D'ACTIVITÉ SPÉCIFIÉ

Dans le cadre des pouvoirs confiés, Rostroud résume la pratique d'application et analyse les causes des violations de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail, de la législation sur l'emploi et la protection sociale de la population, du service civil de remplacement, et prépare également des propositions visant à les améliorer.

### Analyse des pratiques d'application de la législation du travail dans un domaine du travail

À l'heure actuelle les mécanismes de contrôle et de surveillance du Service fédéral de l'emploi et du travail font l'objet d'une optimisation importante. Ainsi, par exemple, Rostroud met en œuvre avec succès l'orientation de la politique de l'État associée à la réduction des obstacles administratifs pour le monde des affaires, et des mesures sont prises pour exclure toute pression juridique administrative et réglementaire sur les entités commerciales.

Des nouveaux outils de mise en œuvre des activités de contrôle et de surveillance, y compris des activités interactives, sont en cours d'élaboration et de mise en œuvre, permettant aux représentants du monde des affaires d'exercer l'autocontrôle de leurs

activités dans le domaine du respect de la législation du travail.

L'introduction de nouveaux services interactifs peut réduire considérablement les coûts pour le monde des affaires et, par conséquent, réduire la pression financière sur la mise en œuvre de l'activité concernée, ce qui peut également indiquer un changement dans le vecteur d'activités de contrôle et de surveillance allant de la détection des violations de la loi à leur prévention.

Conformément au décret No. 1080 du 1er janvier 2018 du 8 septembre 2017, du gouvernement de la Fédération de Russie, lors des inspections régulières d'employeurs dont les activités sont classées comme à risque modéré,

l'Organisation fédérale du Travail applique des listes de contrôle (listes des questions de contrôle) à partir du 1er juillet 2018, des listes de contrôle (check-listes) seront utilisées pour toutes les inspections planifiées.

La mise des listes de contrôle sous forme électronique sera effectuée en 2018 une fois qu'elles auront été approuvées selon la procédure en vigueur et le module correspondant du sous-système de support des processus du système d'information automatisé modernisé de contrôle et de surveillance d'État du respect de la législation du travail (MAIS GIT) mis en exploitation commerciale par le décret du 26 Juillet 2017 No. 449.

**À partir du 1er janvier 2018, lors de l'inspection planifiée des employeurs dont les activités sont classées à risque modéré, Rostroud applique des listes de contrôle.**

## Les travaux ont été menés dans le but d'identifier et d'éliminer les exigences obligatoires obsolètes, redondantes et doubles, d'éliminer les fonctions de contrôle et de surveillance redondantes, ainsi que d'évaluer les informations nécessaires pour les modifications ou l'annulation des actes législatifs et des autres actes réglementaires de la Fédération de Russie, du Président de la Fédération de Russie, du Gouvernement de la Fédération de Russie.

En outre, afin de prévenir toute violation des exigences obligatoires, ainsi que la mise en œuvre du paragraphe 1 de la partie 2 de l'article 82 de la loi fédérale n° 294-3 du 26 décembre 2008 sur la protection des droits des personnes morales et des entrepreneurs individuels lors du contrôle (surveillance) d'État et municipal Rostroud a veillé à ce que sur les sites Web officiels sur Internet pour chaque type de contrôle d'État (surveillance), des listes des actes juridiques réglementaires ou de leurs extraits contenant des exigences obligatoires soient publiées, l'évaluation du respect desquelles est soumise au contrôle d'État (surveillance), ainsi que les textes des actes juridiques pertinents.

Dans le même temps les pouvoirs de l'inspection fédérale du travail prévus par la législation en vigueur de la Fédération de Russie ne sont pas suffisants. Ils ne permettent pas la pleine exécution de ses tâches et nécessitent l'amélioration du mécanisme de mise en œuvre des mesures de contrôle et de surveillance, ainsi que la possibilité de développer et de mettre en œuvre des garanties supplémentaires de la part de l'État.

En 2017, la collecte, la compilation et l'analyse des pratiques d'application de la loi de l'activité de contrôle et de surveillance dans le domaine des enquêtes du travail et des accidents ont été réalisées. Les travaux ont été menés dans le but d'identifier et d'éliminer les exigences obligatoires obsolètes, redondantes et doubles, d'éliminer les fonctions de contrôle et de surveillance redondantes, ainsi que d'évaluer les informations nécessaires pour les modifications ou l'annulation des actes législatifs et des autres actes réglementaires de la Fédération de Russie, du Président de la Fédération de Russie, du Gouvernement de la Fédération de Russie.

Dans le cadre de la systématisation, de la réduction et de l'actualisation des exigences obligatoires, un groupe de travail d'experts a été mis en place sous l'auspice du ministère de la Justice de Russie en avril 2017 pour améliorer les activités de contrôle et de surveillance du respect du droit du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail, y compris des exigences dans le domaine de la protection du travail, dont les fonctionnaires de Rostroud font parties.

Également en 2017, le groupe de travail a poursuivi ses travaux d'identification des exigences obligatoires obsolètes et (ou) redondantes de la législation du travail lors des activités de surveillance sur la révision des règlements, afin d'éliminer les exigences obligatoires obsolètes et (ou) redondantes de la législation du travail du Ministère du Travail de la Russie, dont les fonctionnaires de Rostroud font parties.

En 2017 le Service fédéral du travail et de l'emploi a préparé et transmis au ministère du Travail et de la Protection sociale de la Fédération de Russie les lois fédérales suivantes :

- Sur les amendements à l'article 360 du Code de travail de la Fédération de Russie ;
- Sur les amendements au Code du travail de la Fédération de Russie (sur la question de garantie des droits des travailleurs saisonniers).

Les projets des lois fédérales mentionnés sont soumis aux procédures de coordination (examen), y compris lors des réunions des groupes de travail du ministère du Travail de la Russie sur l'élaboration de projets de lois.

Afin de continuer à améliorer la législation en matière de garantie des droits des travailleurs sur le volume complet et opportun des paiements de salaires versés au ministère du Travail de Russie, les problèmes suivants sont en cours de résolution :

- la responsabilité personnelle du propriétaire de l'organisation en ce qui concerne les arriérés de salaire des employés ;
- accord aux autorités exécutives des sujets de la Fédération de Russie du droit à indemniser sur les fonds de réserve du sujet de la Fédération de Russie les salaires non perçus des employés des organisations en faillite, prévoyant un mécanisme de restitution de ces fonds aux frais de la faillite de l'organisation ;
- une augmentation de la part des fonds alloués au règlement des arriérés de salaire provenant de la vente de l'article nanti en cours de procédure de faillite en cas de faillite de l'organisation ;
- l'établissement de la satisfaction préférentielle des conditions requises pour le transfert (émission) de fonds de comptes bancaires pour le règlement de salaires avec des personnes sous contrat de travail (contrat), avant de payer les dettes d'impôts et des taxes redevables aux budgets de la Fédération de Russie (Amendements à l'article 855 du code civil de la Fédération de Russie) ;
- attribution à une ordonnance de l'inspecteur du travail de l'État d'éliminer les infractions liées à la rémunération des employés, d'un statut du document exécutif et la permission de prélever par force des fonds sur les comptes de l'organisation-débiteur.

## Analyse de la pratique d'application de la législation sur l'emploi de la population

Conformément au paragraphe 8 de l'article 31 de la loi sur l'emploi de la population, la procédure et les conditions de nomination et de versement des allocations de chômage aux citoyens reconnus sans emploi selon la procédure en vigueur, sont déterminées par l'organe exécutif fédéral habilité par le gouvernement de la Fédération de Russie.

Toutefois à ce jour, l'acte juridique réglementaire établissant de telles procédures et conditions, y compris la procédure permettant de déterminer le nombre de semaines de travail rémunéré, n'est toujours pas publié.

La situation est similaire pour les autres problèmes énumérés ci-dessous.

1. L'augmentation de la période de versement des allocations de chômage au-delà des 12 mois pour deux semaines par année de travail, dépassant l'expérience de l'assurance pour la durée spécifiée. La procédure de prolongation de la période de versement des allocations de chômage est établie par l'organe exécutif fédéral autorisé par le gouvernement de la Fédération de Russie (paragraphe 1 de l'article

32 de la loi sur l'emploi), qui n'a pas encore été adopté.

2. Élaboration des propositions aux citoyens sans emploi en vue de la constitution anticipée d'une pension (clause 2 de l'article 32 de la loi sur l'emploi). Les règles selon lesquelles les organismes du service de l'emploi publient de telles offres ne sont pas non plus définies.

Pour exclure les désaccords sur ces questions, il convient d'adopter les procédures et les règles appropriés.

## La préparation et la soumission de propositions pertinentes pour améliorer la législation et la pratique de son application

Rostroud poursuit ses travaux actifs sur l'analyse et l'élaboration de propositions d'amélioration de la législation du travail

À l'heure actuelle l'inspection fédérale du travail n'est pas habilitée à prendre des mesures pour faire respecter l'obligation de l'employeur de payer les salaires imputés mais non payés aux employés et (ou) les autres paiements effectués dans le cadre des relations de travail.

Ainsi, lorsque les inspecteurs du travail d'État constatent lors des mesures de contrôle et de surveillance le non-paiement des salaires imputés et (ou) des autres paiements dus au travailleur dans le cadre juridique en vigueur, les mécanismes et les pouvoirs dont un inspecteur du travail dispose à ce jour, ne sont pas suffisants et efficaces pour garantir le respect des droits légaux des travailleurs à recevoir les paiements correspondants.

À cet égard, des propositions de modification de la législation sur cette

question ont été préparées et sont en cours de coordination avec les autorités et les organisations intéressées. Les innovations permettront d'introduire un mécanisme plus efficace de réglementation juridique et donc d'impact de contrôle et de surveillance sur les employeurs peu scrupuleux dans ce domaine des relations publiques.

Afin d'améliorer encore la législation en matière de droits des travailleurs et des employeurs, les domaines suivants sont en cours d'élaboration :

- la responsabilité personnelle du propriétaire de l'organisation en ce qui concerne les arriérés de salaire des employés ;
- mécanismes pour la mise en œuvre et l'application du contrôle interne (autocontrôle) du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail ;

➤ implémentation des mécanismes de prévention de violation par les travailleurs des exigences de la sécurité au travail ;

➤ imposition à la personne engagée dans la construction ou la reconstruction de l'objet de rénovation lourde l'obligation d'assurer, en plus de l'employeur, des conditions de travail sûres ;

➤ réalisation des formations sur la sécurité au travail avec l'utilisation des moyens de capture vidéo ;

➤ attribution à l'inspecteur du travail du droit de suspendre les travaux de construction ou de reconstruction d'un objet de rénovation lourde en cas d'informations disponibles sur les violations des exigences de protection du travail qui créent une menace pour la vie et la santé des travailleurs.

Au total, en 2017, Rostroud a préparé et envoyé au ministère du Travail de la Russie 12 projets de lois fédérales, notamment :

**Les innovations permettront d'introduire un mécanisme plus efficace de réglementation juridique et donc d'impact de contrôle et de surveillance sur les employeurs peu scrupuleux dans ce domaine des relations publiques.**



- > Sur les amendements au Code de travail de la Fédération de Russie dans la partie
    - de mise au point des mécanismes permettant de garantir le respect des délais et l'exhaustivité du paiement des salaires et des autres sommes dues à l'employé ;
    - mécanismes pour la mise en œuvre et l'introduction du contrôle interne (autocontrôle) de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail,
    - implémentation des mécanismes de prévention de violation par les travailleurs des exigences de la sécurité au travail ;
    - garantie du droit des travailleurs à travailler dans des conditions satisfaisant les exigences d'État en matière de protection du travail ;
  - > Sur les amendements à l'article 243 du Code de travail de la Fédération de Russie ;
  - > Sur les amendements à l'article 70 du Code de travail de la Fédération de Russie ;
  - > Sur les amendements aux certains actes législatifs de la Fédération de Russie, notamment le Code du travail de la Fédération de Russie et la loi fédérale n °No. 125-FZ du 24 juillet 1998 Sur l'assurance sociale obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, dans la partie de l'extension du droit sur l'assurance sociale obligatoire en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle aux personnes impliquées dans des activités de production sur la base de contrats de droit civil, et aux personnes avec lesquelles les relations de travail n'ont pas été correctement rédigées ;
  - > Sur les amendements au Code budgétaire de la Fédération de Russie en liaison avec l'adoption de la loi fédérale Sur les amendements au Code du travail de la Fédération de Russie (visant à améliorer les mécanismes permettant de garantir le respect des délais et l'exhaustivité des paiements de salaires et autres montants dus au travailleur) ;
  - > Sur les amendements à la loi fédérale No. 83-Φ3 du 8 mai 2010 Sur les amendements aux certains actes législatifs de la Fédération de Russie, suite à la modification du statut juridique des institutions d'État (municipales) en liaison avec l'adoption de la loi fédérale Sur les amendements au Code du travail de la Fédération de Russie (visant à améliorer les mécanismes permettant de garantir le respect des délais et l'exhaustivité des paiements de salaires et autres montants dus au travailleur ;
  - > Sur les amendements à l'article 6 de la loi fédérale Sur les amendements aux certains actes législatifs de la Fédération de Russie dans la partie de la prolongation de l'art. 23.79.1 et partie 6.2 Art. 28.3 du code administratif jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
  - > Sur les amendements au Code de la Fédération de Russie sur les contraventions administratives ;
  - > Sur les amendements à l'article 8 de la loi fédérale Sur la protection des droits des personnes morales et des entrepreneurs individuels lors du contrôle (surveillance) d'État ou celui municipal.
- Afin d'améliorer le cadre réglementaire dans le domaine de l'emploi, Rostroud a préparé et transmis au ministère du Travail de Russie pour l'examen des propositions visant à améliorer la législation sur l'emploi lors de l'approbation du projet de loi fédérale Sur les amendements à la loi fédérale

de la Fédération de Russie sur l'occupation de la population dans la Fédération de Russie (en ce qui concerne l'augmentation du montant des allocations de chômage à certaines catégories de citoyens sans emploi), en ce qui concerne la procédure de détermination du montant et de la période de paiement de l'allocation de chômage.

En veillant à l'amélioration de la législation de la Fédération de Russie concernant la prestation des mesures de soutien social aux citoyens victimes de radiation, Rostroud a préparé et transmis au ministère du Travail de la Russie des propositions de modification du décret du gouvernement de la Fédération de Russie No. 1475 du 24 décembre 2014 concernant les amendements aux Règles de l'accord du budget fédéral aux budgets des sujets de la Fédération de Russie et au budget de la ville de Baïkonour des subventions pour l'exercice du pouvoir délégué de la Fédération de Russie de prestation d'un soutien social aux citoyens exposés à des rayonnements aux dépens de la réserve non affectée.

Également en 2017 Rostroud a préparé et envoyé des propositions de modification des actes législatifs de la Fédération de Russie afin d'accroître l'efficacité du contrôle des dépenses des fonds du budget fédéral, conformément aux pouvoirs précédemment conférés au Service fédéral de l'emploi et du travail, ainsi que dans le but de se doter de nouveaux pouvoirs de surveiller les dépenses du budget fédéral. Ces propositions concernaient le paiement des services collectifs pour certaines catégories de citoyens, ainsi que des allocations mensuelles aux familles avec enfants.

# 15 COOPÉRATION INTERNATIONALE

En coopération avec l'Association internationale des inspections du travail, l'Association mondiale des services publics pour l'emploi, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Alliance régionale des inspections du travail des pays participants de la CEI et de la Mongolie, les spécialistes de Rostroud ont participé aux conférences, réunions et séminaires organisés avec le soutien de ces organisations internationales.

## Participation à des programmes bilatéraux de coopération et à des activités internationales d'échange d'expériences et d'étude de pratiques étrangères

En 2017 on a poursuivi le travail conformément aux accords bilatéraux de coopération conclus entre Rostroud et des agences gouvernementales de plusieurs pays européens : Direktorat du travail et du bien-être de Norvège (NAV), le GIP International auprès du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social de la République française, l'Agence fédérale pour l'emploi de l'Allemagne.

Une réunion de travail s'est tenue avec des représentants de l'Agence pour le travail et l'emploi de Bosnie-Herzégovine. La question de la coopération bilatérale entre l'Agence et Rostroud a été discutée. La délégation était mise au courant des activités du Centre pour l'emploi des jeunes de Moscou.

On a organisé à Rostroud une réception pour les représentants du Département de l'inspection du travail du ministère du Travail et de la Protection sociale de la République du Biélorussie. La partie biélorusse a été mise au courant de l'expérience russe en matière d'utilisation de listes de contrôle dans le cadre d'activités de surveillance, du fonctionnement du service Inspecteur électronique.

Mise en œuvre de l'accord entre le Service fédéral du travail et de l'emploi (Fédération de Russie) et l'Agence pour la migration externe de la main-d'œuvre relevant du ministère de l'Emploi et des Relations professionnelles de la République d'Ouzbékistan relatif à l'échange d'informations

## En 2017 la coopération avec les pays de la CEI dans les domaines du travail et de l'emploi s'est intensifiée.

Afin de mettre en œuvre la Convention entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan sur le recrutement organisé et l'implication des citoyens de la République d'Ouzbékistan pour des activités de travail temporaire sur le territoire de la Fédération de Russie, en novembre

2017, un accord a été signé entre le Service fédéral du travail et de l'emploi (Fédération de Russie) et l'Agence pour la migration externe de la main-d'œuvre relevant du ministère de l'Emploi et des Relations professionnelles de la République d'Ouzbékistan.

Des ateliers de formation ont été organisés à pour les spécialistes de

l'Agence sur le fonctionnement de la fonctionnalité du profil personnalisé de l'Agence sur le portail

Travailler en Russie en vue de la mise en œuvre de l'accord d'échange d'informations.

En décembre le profil personnalisé de l'Agence a été officiellement ouvert sur le portail Travailler en Russie.

## L'EXÉCUTION DU BUDGET FÉDÉRAL A FAIT

**79,3**  
MLRD. DE ROUBLES

## ALLOCATIONS SOCIALES PAYÉES

aux citoyens reconnus chômeurs  
selon la procédure en vigueur  
pour le montant de

**36,1**  
MLRD. DE ROUBLES

## COMPENSATIONS DES INDEMNITÉS

aux citoyens exposés au rayonnement,  
pour le montant de

**10,5**  
MLRD. DE ROUBLES

## COMPENSATIONS ET ALLOCATIONS

aux militaires, citoyens licenciés du  
service militaire et aux membres de leurs  
familles, pour un montant de

**14,3**  
MLRD. DE ROUBLES

## SUBVENTIONS AUX SUJETS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

pour les compensations, les indemnités  
et autres paiements versés aux citoyens  
exposés au rayonnement suite à la  
catastrophe de Tchernobyl, sur PO Maïak  
et aux essais nucléaires sur le site de  
Semipalatinsk pour le montant de

**14,7**  
MLRD. DE ROUBLES

## SUBVENTIONS AUX MESURES SUPPLÉMENTAIRES

visant à réduire la tension sur le marché  
de travail pour le montant de

**439,1**  
MLN DE ROUBLES

# 16 EXÉCUTION DU BUDGET FÉDÉRAL

No.	Direction des dépenses	2016			2017			2017 en % par rapport à 2016
		Répartition budgétaire au 01.01.2016	Réali- sation réelle	% d'utilisa- tion	Répartition budgétaire au 01.01.2017	Réali- sation réelle	% d'utilisa- tion	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	Programme social Soutien social des citoyens, au total :	40 191,552	39 756,420	98,9	40 044,282	39 533,826	98,7	99,4
1.1	Indemnités versées aux citoyens exposés au rayonnement suite à la catastrophe (Tchernobyl, Maïak)	10 279,187	10 245,810	99,7	10 605,131	10 511,813	99,1	102,6
1.2	Subventions à l'exécution des pouvoirs délégués par la Fédération de Russie de prestation des mesures de soutien social aux citoyens exposés au rayonnement	14 177,687	14 156,910	99,9	14 931,744	14 688,862	98,4	103,8
1.3	Protection sociale des militaires, des citoyens licenciés du service militaire et des membres de leurs familles	15 734,678	15 353,700	97,6	14 507,407	14 333,151	98,8	93,4
2	Programme social Soutien social des citoyens, au total :	47 038,700	46 190,125	98,2	40 501,252	39 743,577	98,1	86,0
2.1	Coût d'entretien de l'administration centrale	1 229,113	1 005,600	81,8	1 114,269	974,469	87,5	96,9
2.2	Coût d'entretien des organes territoriaux	2 159,586	2 075,500	96,1	2 181,105	2 128,868	97,6	102,6
	y compris les investissements budgétaires	118,457	68,600	57,9	48,900	46,600	95,3	67,9
2.3	Subventions pour les allocations de chômage	41 067,374	40 933,500	99,7	36 529,779	36 112,112	98,9	88,2
2.4	Subventions pour réaliser des mesures supplémentaires dans le domaine de l'emploi de la population visant à réduire la tension sur le marché du travail des sujets de la Fédération de Russie	2 271,800	2 085,500	91,8	-	-	-	
2.5	Subventions aux budget de la République de Crimée et de la ville d'importance fédérale de Sébastopol pour exécuter la partie des pouvoirs délégués de la Fédération de Russie dans le domaine de la législation du travail	23,815	23,598	99,1	25,297	25,013	98,9	106,0
2.6	Subventions pour le co-financement des programmes régionaux d'augmentation de la mobilité de la main d'œuvre	278,189	57,900	20,8	203,286	55,982	27,5	96,7
2.7	Subventions pour réaliser des mesures supplémentaires dans le domaine de l'emploi de la population visant à réduire la tension sur le marché du travail des sujets de la Fédération de Russie pour le compte du fonds de réserve du Gouvernement de la Fédération de Russie	-	-	-	439,185	439,185	100,0	
2.8	Autres frais	8,798	8,527	96,9	8,331	7,948	95,4	93,2
3	Programme d'État Logement accessible et confortable et services collectifs aux citoyens de la Fédération de Russie	27,634	27,63	100,0	29,322	29,322	100,0	100,0
4	Programme d'État d'assurance de l'ordre public et de lutte contre la délinquance	3,794	-	-	3,569	-	-	
5	Coûts d'entretien des organes fédéraux hors des programmes	3,316	3,313	99,91	3,219	3,213	99,8	97,0
<b>Total</b>		<b>87 264,996</b>	<b>85 977,492</b>	<b>98,5</b>	<b>80 581,644</b>	<b>79 309,938</b>	<b>98,4</b>	<b>92,2</b>



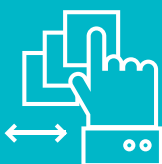
## EN EXPLOITATION SONT

**8** systèmes  
d'information  
internes



## L'APPLICATION MOBILE JE SUIS INSPECTEUR

est disponible sur les dispositifs  
sous le système opérationnel  
Android et IOS



## PROTOTYPE CRÉÉ

de la version hors ligne du système  
SIG ACS pour que les inspecteurs  
puissent travailler dans les zones  
sans accès Internet



**32 MLN**

de citoyens de la  
Fédération de  
Russie

via Portail unifié des services d'État et  
de ceux municipaux ont accédé au  
portail unifié de Rostroud et de ses  
entités territoriales de services  
électroniques interactifs



**14** de services  
électroniques  
interactifs

**SUR LE PORTAIL  
ОНЛАЙН ИНСПЕКЦИЯ.РФ**

# 17 UTILISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION INTERNES

Afin d'améliorer l'efficacité de Rostroud et de ses entités territoriales dans la mise en œuvre du contrôle de surveillance et d'autres fonctions, les systèmes d'information internes suivants fonctionnent :

- ➔ **Système d'information automatisé Registre des bénéficiaires des allocations publiques accordées aux citoyens ayant des enfants (AIS RPP) ;**
- ➔ **Système d'information analytique Base d'offres d'emplois en Russie Travailler en Russie (portail Travailler en Russie)**
- ➔ **Système d'information de gestion des ressources budgétaires de Rostroud sur la base du logiciel Parous-Budget (AIS UBR) ;**
- ➔ **Système d'information automatisé de contrôle et de surveillance d'État du respect de la législation de travail (AIS GIT) ;**
- ➔ **Système de services électroniques [Онлайнинспекция.рф](https://onlineinspekcija.ru/);**
- ➔ **Portail d'information unique du Service fédéral du travail et de l'emploi ;**
- ➔ **Système d'information automatisé de soutien de l'organisation, du contrôle et de surveillance dans le domaine du service civil de remplacement et de l'interaction des organes fédéraux du pouvoir exécutif, des organes exécutifs des sujets de la Fédération de Russie et de leurs organisations subordonnées participant à l'organisation du service civil de remplacement (AIS AGS) ;**
- ➔ **Système d'information automatisé de gestion électronique des documents du Service fédéral du travail et de l'emploi**



Conformément à l'article 7.1 (11) de la loi sur l'emploi de la population, on a créé et géré une base de données des bénéficiaires des services (AIS RPU). En 2017 on a reçu et chargé dans la base AIS RPU 962 paquets régionaux de données anonymisées sur les demandes des citoyens et des organisations adressées aux organes du service d'emploi de la population.

En 2017 des travaux ont été menés pour améliorer le fonctionnement et les possibilités du portail

Travailler en Russie :

- > on a développé un outil pour échanger des informations entre l'administration centrale de Rostroud et les services de l'emploi ;
- > on a mis au point les sous-systèmes Formation professionnelle et Compte personnel de l'employeur, Compte personnel de l'employé, Espace ouvert du portail ;
- > on a développé un module de gestion des diffusions pour les employeurs ;
- > on a développé des outils pour confirmer les offres d'emploi enregistrées sur le portail à l'aide des paquets OBV ;
- > on a mis au point le portail en ce qui concerne le support d'information et le suivi des activités mises en œuvre dans le cadre de l'Accord passé entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République d'Ouzbékistan pour l'emploi temporaire des citoyens de l'Ouzbékistan sur le territoire de la Fédération de Russie ;

> on a mis au point le sous-système Espace ouvert du portail en ce qui concerne la publication des informations de référence sur le mouvement international Abilympics.

En 2017 on a effectué les travaux sur l'implémentation du système Comptabilité (AIS UBR) dans les organes territoriaux. La connexion de toutes les entités territoriales de Rostroud au sous-système AIS UBR permet de contrôler de bout en bout le processus d'exécution du budget, de comptabiliser selon une méthodologie unique, de recevoir rapidement des informations sur les indicateurs prévisionnels et effectifs des activités financières et économiques de Rostroud, d'assurer un contrôle interne financier et d'interagir avec les systèmes d'information externe automatiquement. Le calcul et le paiement des salaires dans l'AIS UBR garantit une utilisation efficace du fonds des salaires et le contrôle de la légitimité des paiements effectués.

La connexion de toutes les entités territoriales de Rostroud au sous-système Ressources humaines et tableau des effectifs de l'AIS UBR a permis de constituer une base de données unique des employés, de mener des archives centralisées des dossiers personnels électroniques et de suivre les changements de l'organigramme des entités territoriales de Rostroud. Le système analytique Compte du responsable, qui fait partie de l'AIS UBR, permet en temps réel d'analyser les effectifs et de contrôler les procédures de gestion du personnel dans l'administration centrale et les entités territoriales de Rostroud.

La base de données centralisée de gestion du personnel assure une interaction d'information avec le portail fédéral du service d'État et des cadres.

En 2017, on a procédé à la mise en exploitation par étapes du système modernisé SIG ACS dans les inspections du travail d'État des sujets de la Fédération de Russie. Le système est créé sur la base du principe de gestion de processus, initie les processus de contrôle et de surveillance indépendamment de l'inspecteur, en contrôle les délais et bloque les actions éventuelles illégales. Le système permet d'améliorer la qualité du travail, la performance et la discipline des inspecteurs, le niveau de respect des droits des travailleurs et des employeurs et permet également de surveiller la situation en temps réel dans toute inspection du travail.

Le SIG ACS a été intégré aux systèmes de comptabilité du personnel et des ressources budgétaires de Rostroud déjà mis en exploitation. On a créé un prototype de la version hors ligne du système conçu pour que les inspecteurs du travail puissent travailler dans les zones sans accès Internet.

En 2017 on a mis au point le portail unique du Service fédéral du travail et de l'emploi et de ses organes territoriaux. On a développé une version du portail en anglais, on a amélioré la version pour les malvoyants. En 2017 le portail a été intégré à ESIA pour permettre l'identification des utilisateurs, aussi qu'on a relooker le portail unique.

## Suivi de l'état des ressources techniques et d'information des organes territoriaux de Rostroud

Au 1er janvier 2018, 82 Inspections du travail disposent de 3 845 unités de matériel informatique, la disponibilité des équipements dont la durée

d'exploitation est inférieure à 4 ans est de 34%.

Au 1er janvier 2018, la disponibilité des équipements de bureautique des

organes territoriaux de Rostroud est 3 025 unités, la disponibilité des équipements d'une durée d'exploitation inférieure à 4 ans est de 28%.

# 18 PRINCIPALES PRIORITÉS DE ROSTROUD POUR L'AN 2018

## Réforme de l'activité de contrôle et de surveillance du domaine social professionnel

Guidé par les tâches définies par le président de la Fédération de Russie, le gouvernement de la Fédération de Russie le Service fédéral du travail et de l'emploi en 2018 accordera la priorité à ses travaux de réaction rapide et efficace à chaque cas de violation des droits des citoyens du travail.

Tous les efforts seront concentrés sur la résolution de la tâche principale - créer un mécanisme d'administration transparent, efficace et gérable. L'utilisation efficace de mégadonnées et leur analyse permet au Service d'abandonner progressivement les anciennes méthodes d'administration.

L'approche orientée risques réduit les pressions administratives sur les employeurs de bonne foi, en se concentrant sur les zones à risque maximum.

Le modèle de risques dans le domaine du travail développé par Rostroud a permis d'assurer la répartition des 8 millions d'employeurs par catégories de risque et d'approuver le plan de contrôle pour 2018, en tenant compte d'une approche basée sur le risque regroupant environ 12 000 employeurs.

Le résultat de ces changements a été une réduction du fardeau administratif pour 99,9% des employeurs.

Les travaux se poursuivront sur l'élaboration d'un projet de décret du gouvernement de la Fédération de Russie prévoyant la possibilité de réduire la catégorie de risque lorsqu'un employeur passe un test de sécurité à l'aide du service en ligne Онлайн-спекция.рф.

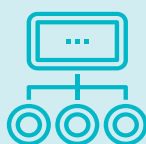
D'ici fin 2018, il est prévu de porter à 200 le nombre de listes de contrôle utilisées pour l'autocontrôle, qui seront mises à la disposition de l'employeur, de l'employé et de l'inspecteur du travail. Le service unique Inspecteur électronique permet aux entreprises de prévenir les risques en passant des autocontrôles. Une fois que l'entrepreneur a rempli les listes de contrôle, le système génère une conclusion, ainsi que des instructions pour corriger les violations, le cas échéant.

En 2018 le système Онлайн-спекция.рф sera intégré au système d'information de gestion des activités de contrôle et de surveillance (SIG ACS) pour créer un cycle de vérification automatisé complet, y compris à distance.

**Afin de garantir les droits des travailleurs et des employeurs, il est prévu de mettre en œuvre les principales initiatives législatives dans les domaines suivants :**



responsabilité personnelle du propriétaire de l'organisation en ce qui concerne les arriérés de salaire des employés ;



implémentation des mécanismes pour la mise en œuvre du contrôle interne (autocontrôle) du respect de la législation du travail et de l'ensemble de textes législatifs et réglementaires portant sur les normes du droit du travail,



implémentation des mécanismes de prévention de violation par les travailleurs des exigences de la sécurité au travail ;



imposition à la personne chargée de la construction ou de la reconstruction de l'objet de rénovation lourde de l'obligation d'assurer, en plus de l'employeur, des conditions de travail sûres



réalisation des formations sur la sécurité au travail avec l'utilisation des moyens de capture vidéo



attribution à l'inspecteur du travail du droit de suspendre les travaux de construction ou de reconstruction d'un objet de rénovation lourde en cas d'informations disponibles sur les violations des exigences de protection du travail qui créent une menace pour la vie et la santé des travailleurs



## Economie numérique des relations de travail

**Parmi les priorités de Rostroud pour l'an 2018 on retrouve le travail sur l'introduction des technologies électroniques dans les activités de contrôle et de surveillance, y compris la numérisation de la gestion des dossiers du personnel.**

Dans le cadre de l'expérience, Rostroud a déjà effectué une vérification électronique des documents relatifs au personnel de deux grandes entreprises : PAO Sberbank Rossii et la société Ulmart. Après avoir testé la technologie de surveillance électronique à distance, Rostroud a reçu tous les outils nécessaires pour procéder au contrôle.

Au cours de l'audit on a évalué 23 différents documents à l'aide des listes de contrôle remplies sous forme électronique. L'examen et l'évaluation des documents relatifs au personnel ont été effectués par l'inspecteur du travail d'État à l'aide du Système de contrôle automatisé des activités de contrôle et de surveillance (SIG ACS).

Rostroud poursuivra de travailler dans cette orientation. Travaillant à l'avance, Rostroud est prêt à offrir une technologie d'interaction électronique avec les employeurs lors d'un audit des documents du personnel.

**Rostroud est prêt à offrir la technologie d'interaction électronique avec les employeurs lors d'un audit des documents du personnel.**

## Augmentation de la performance du travail et de l'emploi de la population

Depuis 2018, le ministère du Développement économique de la Fédération de Russie met en œuvre le projet prioritaire Augmenter la performance du travail et soutenir l'emploi, auquel Rostroud participe. Le projet prévoit la mise en œuvre de mesures dans le domaine du soutien de l'emploi. On a choisi 6 sujets de la Fédération de Russie en tant que régions pilotes : région de Samara, région de Toulou, république de Bachkirie, république du Tatarstan, kraï de Perm et la région de Tioumen.

Rostroud travaillera sur la spécification des mécanismes et des outils d'interaction avec les régions pilotes en ce qui concerne la mise en œuvre de

programmes régionaux visant à accroître la performance du travail et le soutien de l'emploi, la formation à la gestion et le travail du Centre fédéral de compétences, ainsi que la mise en œuvre de mesures de soutien et la suppression des barrières législatives. En outre, Rostroud est autorisé à contrôler les dépenses liées aux subventions pour la mise en œuvre des activités de formation avancée afin d'accroître la compétitivité pour l'emploi dans des lieux de travail modernisés, ainsi qu'à rembourser partiellement les frais d'embauche et/ou de rémunération des travailleurs libérés des autres organisations, qui a été accordée du budget fédéral en 2018 aux quelques entreprises.

En outre, Rostroud assurera la coopération étroite avec les organes régionaux du ministère du Développement économique de la Russie, déterminera les entreprises, le nombre de participants et le montant des ressources financières.

À partir du second semestre 2018 et en 2019, ce programme sera mis en œuvre dans 10 autres régions de la Fédération de Russie (Belgorod, Kalouga, Ryazan, Saratov, Sverdlovsk, Nijni Novgorod, Krasnodar, Territoires de Stavropol, République de Mordovie, République de Tchouvachie).

## Réseau social professionnel russe Skillsnet

### Parmi les tâches prioritaires qui incombent à Rostroud en 2018 figure le lancement du premier réseau professionnel russe Skillsnet et sa mise en exploitation commerciale et sa promotion sur le marché électronique du travail

Ce réseau offre un large éventail de fonctionnalités, qui ne sont pas inférieures, à cet égard, aux ressources Internet existantes de communication professionnelle par Internet, et surpassent les analogues étrangers en quelques points.

Ainsi, les utilisateurs de Skillsnet pourront créer des profils personnels, publier des informations sur eux-mêmes et sur leurs réalisations, résoudre des problèmes d'emploi, communiquer avec d'autres participants et recevoir la confirmation de leurs compétences.

Les entreprises employeurs créent des pages d'entreprise pour publier les offres d'emploi et attirer des employés, mais aussi élargir leurs réseaux

professionnels afin de promouvoir leurs produits et services dans un espace public.

Les établissements d'enseignement devenant des participants actifs du réseau recevront de nouvelles opportunités d'emploi pour les diplômés de la spécialité choisie et enverront ses étudiants pour un stage ou stage préparatoire.

Le réseau Skillsnet est également appelé à devenir une plate-forme permettant à ses participants de s'organiser en groupes en fonction de la filière, de l'activité exercée et des priorités sectorielles. Les communautés ainsi créées permettront de porter le dialogue professionnel à un niveau

qualitativement nouveau, de créer de nouveaux canaux pour l'échange d'informations pertinentes, de l'expérience et des meilleures pratiques, deviendront l'un des outils permettant de renforcer la culture d'entreprise.

L'émergence du réseau Skillsnet en tant que ressource moderne et axée sur la communauté augmentera considérablement la capacité de Rostroud à résoudre ses tâches en termes de promotion de l'emploi, de lutte contre le chômage, d'accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui contribuera à la croissance de la productivité et le développement d'un environnement concurrentiel.



**Les sociétés employeurs créent des pages corporatives et peuvent non seulement publier les offres d'emploi disponibles pour attirer les employés, mais aussi élargir leurs réseaux professionnels afin de promouvoir leurs produits et services dans un espace public.**

# ANNEXES

## Informations sur le rapport entre le nombre d'inspections planifiées et non des entités économiques effectuées par les inspections du travail en 2016-2017

		Nombre d'inspections effectuées							
		dont :							
		y compris :							
No.	Nom du sujet de la Fédération de Russie	Total		inspections non planifiées		pour vérifier l'exécution des prescriptions		% du total d'inspections non planifiées	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	<b>Fédération de Russie</b>	<b>134 543</b>	<b>148 934</b>	<b>116 445</b>	<b>134 827</b>	<b>7 701</b>	<b>14 317</b>	<b>6,6</b>	<b>10,6</b>
<b>District fédéral central</b>									
1	Région de Belgorod	1 090	1 489	995	1 394	112	348	11,3	25,0
2	Région de Briansk	1 378	1 391	1 196	1 199	47	304	4,0	25,4
3	Région de Vladimir	1 420	1 480	1 225	1 290	1	106	0,1	8,2
4	Région de Voronej	1 951	2 444	1 655	2 179	140	214	8,5	9,8
5	Région d'Ivanovo	885	1 344	745	1 201	176	470	23,6	39,1
6	Région de Kalouga	1 799	1 425	1 647	1 327	142	61	8,6	4,6
7	Région de Kostroma	864	761	723	705	11	73	1,5	10,4
8	Région de Koursk	1 398	1 661	1 270	1 544	90	114	7,1	7,4
9	Région de Lipetsk	1 406	1 499	1 216	1 363	11	57	0,9	4,2
10	Région de Moscou	4 045	4 568	3 640	4 329	271	752	7,4	17,4
11	Région d'Orlov	800	817	555	586	36	55	6,5	9,4
12	Région de Riazan	907	1 151	702	1 013	58	142	8,3	14,0
13	Région de Smolensk	1 291	1 115	1 142	991	76	50	6,7	5,0
14	Région de Tambov	1 054	979	804	733	61	77	7,6	10,5
15	Région de Tver	987	1 166	926	1 038	16	110	1,7	10,6
16	Région de Toula	1 161	1 185	988	1 002	73	119	7,4	11,9

Nombre d'inspections effectuées									
dont :									
y compris :									
No.	Nom du sujet de la Fédération de Russie	Total		inspections non planifiées		pour vérifier l'exécution des prescriptions		% du total d'inspections non planifiées	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
17	Région d'Iaroslavl	794	979	693	836	3	94	0,4	11,2
18	Ville de Moscou	5 613	6 326	5 360	5 767	1 282	781	23,9	13,5
<b>District fédéral du Nord-Ouest</b>									
19	République de Carélie	699	737	497	551	24	29	4,8	5,3
20	République des Komis	1 452	1 801	1 326	1 668	79	312	6,0	18,7
21	Région d'Arkhangelsk et district autonome de Nénésie	1 060	1 031	814	861	13	23	1,6	2,7
22	Région de Vologda	907	1 109	680	1 008	53	194	7,8	19,2
23	Région de Kaliningrad	607	915	531	857	10	16	1,9	1,9
24	Région de Léningrad	1 912	2 390	1 638	2 204	182	348	11,1	15,8
25	Région de Mourmansk	1 259	1 476	1 043	1 359	163	80	15,6	5,9
26	Région de Novgorod	978	1 136	895	1 097	24	49	2,7	4,5
27	Région de Pskov	1 013	1 408	890	1 309	14	17	1,6	1,3
28	Saint-Petersbourg	4 633	5 421	3 698	4 489	338	274	9,1	6,1
<b>District fédéral du Sud</b>									
29	République d'Adyguée	512	668	459	636	94	154	20,5	24,2
30	République de Kalmoukie	340	499	298	470	9	95	3,0	20,2
31	Kraï de Krasnodar	3 540	3 881	3 326	3 508	136	95	4,1	2,7
32	Région d'Astrakhan	1 198	1 145	1 051	984	54	49	5,1	5,0



Nombre d'inspections effectuées									
dont :									
y compris :									
No.	Nom du sujet de la Fédération de Russie	Total		inspections non planifiées		pour vérifier l'exécution des prescriptions		% du total d'inspections non planifiées	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
33	Région de Volgograd	1 933	2 234	1 787	2 145	87	364	4,9	17,0
34	Région de Rostov	4 288	4 259	3 119	3 776	378	720	12,1	19,1
<b>District fédéral du Caucase du Nord</b>									
35	République du Daghestan	2 061	2 102	613	1 709	182	135	29,7	7,9
36	République de l'Ingouchie	434	466	254	312	7	8	2,76	2,6
37	République de Kabardino-Balkarie	787	850	551	668	32	46	5,8	6,9
38	République de Karatchaïévo-Tcherkessie	377	504	325	439	18	40	5,5	9,1
39	République d'Ossétie-du-Nord-Alanie	463	698	276	492	17	126	6,2	25,6
40	République de Tchétchénie	645	707	278	387	0	57	0	14,7
41	Kraï de Stavropol	2 947	3 972	2 179	3 185	181	189	8,3	5,9
<b>District fédéral de la Volga</b>									
42	République de Bachkirie	2 037	2 536	1 975	2 483	118	156	6	6,3
43	République des Maris	663	676	625	619	36	84	5,8	13,6
44	République de Mordovie	1 029	875	514	765	21	24	4,1	3,1
45	République du Tatarstan	1 927	3 708	1 896	3 685	12	1481	0,6	40,2
46	République d'Oudmourtie	1 219	1 433	942	1 279	8	18	0,8	1,4
47	République de Tchouvachie	911	1 023	783	909	24	31	2,1	3,4
48	Région de Kirov	1 133	1 453	947	1 340	390	353	4,0	26,3
49	Région de Nijni Novgorod	1 791	2 181	1 662	2 063	104	451	6,3	21,9
50	Région d'Orenbourg	1 756	1 976	1 440	1 797	147	198	10,2	11,0
51	Région de Penza	2 116	2 018	1 981	1 916	202	144	10,2	7,5
52	Kraï de Perm	2 904	3 362	2 681	3 183	111	261	4,1	8,2

		Nombre d'inspections effectuées							
		dont :							
		y compris :							
No.	Nom du sujet de la Fédération de Russie	Total		inspections non planifiées		pour vérifier l'exécution des prescriptions		% du total d'inspections non planifiées	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
53	Région de Samara	3 177	3 513	3 006	3 340	185	577	6,2	17,3
54	Région de Saratov	2 550	3 940	2 277	3 742	157	529	6,9	14,1
55	Région d'Oulianovsk	1 188	1 258	983	1 124	14	45	1,4	4,0
<b>District fédéral de l'Oural</b>									
56	Région de Kourgan	964	1 126	875	1 041	4	42	0,5	4,0
57	Région de Sverdlovsk	4 085	4 653	3 659	4 248	56	73	1,5	1,7
58	Région de Tioumen	928	1 300	858	1 245	25	114	2,9	9,2
59	Région de Tcheliabinsk	2 765	2 776	2 571	2 510	43	197	1,7	7,8
60	District autonome des Khantys-Mansis	3 622	3 375	3 182	3 088	259	493	8,1	16,0
61	District autonome de Jamalo-Nénétsie	961	1 110	909	1 066	42	33	4,6	3,1
<b>District fédéral de Sibérie</b>									
62	République de l'Altaï	273	276	233	231	9	8	3,9	3,5
63	République de Bouriatie	1 179	1 139	1 091	1 033	32	83	2,9	8,0
64	République de Touva	652	689	581	646	12	13	2,1	2,0
65	République de Khakassie	964	958	926	910	43	81	4,6	8,9
66	Kraï de l'Altaï	1 827	2 176	1 687	2 044	60	163	3,6	8,0
67	Kraï de Krasnoïarsk	2 612	2 980	2 335	2 676	30	21	1,3	0,8
68	Région d'Irkoutsk	3 156	3 183	2 964	2 680	79	78	2,7	2,9
69	Région de Kemerovo	5 098	3 781	4 335	3 347	104	124	2,4	3,7
70	Région de Novossibirsk	2 823	2 737	2 651	2 510	130	284	4,9	11,3
71	Région de Omsk	1 609	1 685	1 432	1 480	18	25	1,3	1,7
72	Région de Tomsk	819	945	791	921	45	51	5,7	5,5
73	Kraï de Transbaïkalie	2 233	2 381	1 852	2 262	67	157	3,6	6,9

		Nombre d'inspections effectuées							
		dont :							
		y compris :							
No.	Nom du sujet de la Fédération de Russie	Total		inspections non planifiées		pour vérifier l'exécution des prescriptions		% du total d'inspections non planifiées	
		2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<b>District fédéral extrême-oriental</b>									
74	République de Sakha (Iakoutie)	1 403	1 400	1 293	1 307	62	163	4,8	12,5
75	Kraï du Primorié	2 709	2 718	2 575	2 658	74	50	2,89	1,9
76	Kraï de Khabarovsk	2 331	2 048	2 231	1 978	21	40	0,9	2,0
77	Région de l'Amour	1 154	1 022	1 102	999	148	197	4,4	19,7
78	Kraï du Kamtchatka	1221	1 255	1 153	1 139	18	51	1,6	4,5
79	Région de Magadan	417	443	365	403	8	26	2,2	6,5
80	Région de Sakhaline	915	987	882	966	22	6	2,5	0,6
81	Région autonome juive	292	372	245	342	15	25	6,1	7,3
82	District autonome de Tchoukotka	242	278	217	241	45	20	20,7	8,3

#### Liste des organes territoriaux de Rostroud avec leurs adresses, téléphones et courriers électroniques

No.	Désignation	Adresse	Téléphone	Courrier électronique	Effectifs des postes prévoyant l'exécution des fonctions de contrôle et de surveillance
1	2	3	4	5	6
1.	Inspection du travail d'État de la république d'Adyguée	385000, Maïkop, rue Proletarskaïa, 219	(877-2) 52-59-32	git01@yandex.ru	8
2.	Inspection du travail d'État de la république de l'Altaï	649000, Gorno- Altaïsk, rue Tchaptynova, 20	(388-22) 2-20-82	gostrud@mail.gorn.ru	5
3.	Inspection du travail d'État de la république de Bachkirie	450059, Oufa, rue Bolchaïa Grajdanskaïa, 24	(347) 277-87-09	git_bashkortostan@ufacom.ru	28
4.	Inspection du travail d'État de la république de Bouriatie	670034, r. Oulan-Oudé, pr. 50 let Oktiabria, 28a	(301-2) 44-68-65	gitrb@inbox.ru	18

No.	Désignation	Adresse	Téléphone	Courrier électronique	Effectifs des postes prévoyant l'exécution des fonctions de contrôle et de surveillance
1	2	3	4	5	6
5.	Inspection du travail d'État de la république du Daghestan	367010, Makhatchkala, rue Panfilova, 38	(872-2) 62-87-93	git005@yandex.ru, gitrd@mail.ru	29
6.	Inspection du travail d'État de la république de l'Ingouchie	386001, Magas, rue Novaïa, 11	(873-4) 55-20-71, 55-20-70	gitvri@inbox.ru	9
7.	Inspection du travail d'État de la République de Kabardino-Balkarie	360051, Naltchik, rue Kabardinskaïa, 19	(866-2) 42-26-05, 42-60-45	gitkbr@mail.ru	14
8.	Inspection du travail d'État de la république de Kalmoukie	358000, Elista, rue Lénina, 240	(847-22) 2-44-17, 2-39-17	git08@yandex.ru	7
9.	Inspection du travail d'État de la République de Karatchaïévo-Tcherkessie	369000, Tcherkessk, rue Sovetskaïa, 180	(878-2) 20-30-61	gitkchr@yandex.ru	7
10.	Inspection du travail d'État de la république de Carélie	185030, Petrozavodsk, rue Stantsionnaïa, 24	(814-2) 76-96-58, 78-43-67	git_RK@onego.ru	13
11.	Inspection du travail d'État de la république des Komis	167002, Syktyvkar, rue Morozova, 156/2	(821-2) 31-59-06, 31-74-60	gitkomi@list.ru	22
12.	Inspection du travail d'État de la république des Maris	424000, Iochkar-Ola, pr. Léninski, 24A	(836-2) 42-58-55, 45-16-14	trud_mari-el@mail.ru	10
13.	Inspection du travail d'État de la république de Mordovie	430005, Saransk, rue Kommounistitcheskaïa, 33/2	(834-2) 48-03-71, 32-82-80	gitrm@inbox.ru	16
14.	Inspection du travail d'État de la République de Sakha (Iakoutie)	677000, Iakoutsk, rue Ordjonikidze, 10	(411-2) 42-09-82, 42-22-18	gostrud14@gmail.com, gostrud@sakha.ru	18
15.	Inspection du travail d'État de la République d'Ossétie-du-Nord-Alanie	362040, Vladikavkaz, rue Dimitrova, 2	(867-2) 53-07-65, 53-81-87	gitrsoa@mail.ru, gitl5@rostrud.ru	11
16.	Inspection du travail d'État de la république du Tatarstan	420103, Kazan, pr. Kh. Iamacheva, 48b	(843) 525-28-35, 525-20-23	git016@yandex.ru	49
17.	Inspection du travail d'État de la république de Touva	667003, Kyzyl, rue Ketchil-oola, 3	(394-22) 6-23-90, 6-25-02	gitrta@tuva.ru	8
18.	Inspection du travail d'État de la république d'Oudmourtie	426011, Ijevsk, rue Borodina, 21	(341-2) 68-33-46	labour@udm.ru	18
19.	Inspection du travail d'État de la république de Khakassie	655017, Abakan, rue Krylova, 68A	(390-2) 28-82-16	git@khakassia.ru	8
20.	Inspection du travail d'État de la république de Tchétchénie	364024, Groznyï, rue Komsomolskaïa, 38	(871-2) 22-26-46	git20.rostrud@gmail.com	14
21.	Inspection du travail d'État de la république de Tchouvachie	428004, Tcheboksary, Prezidentski boulvar, 17	(835-2) 62-89-73, 62-89-65	git@chuvashia.ru	16

No.	Désignation	Adresse	Téléphone	Courrier électronique	Effectifs des postes prévoyant l'exécution des fonctions de contrôle et de surveillance
1	2	3	4	5	6
22.	Inspection du travail d'État du kraï de l'Altaï	656002, Barnaoul, rue Pionerov, 24a	(3852) 29-04-52, 29-04-76	git22@e4u.ru	32
23.	Inspection du travail d'État du kraï de Transbaïkalie	672090, Tchita, rue Bogomiagkova, 23	(302-2) 32-21-03, (30239) 3-54-55	git75@list.ru	18
24.	Inspection du travail d'État du kraï du Kamtchatka	683000, Petropavlovsk-Kamtchatski, Leninskaïa, 18B	(415-2) 42-04-43, 41-28-54	kam_trud@inbox.ru	16
25.	Inspection du travail d'État du kraï de Krasnodar	350066, Krasnodar, rue 1 Zarechnaïa, 17	(861) 260-58-74, 232-51-34	gitkr@mail.ru, post@gitkk.ru	70
26.	Inspection du travail d'État du kraï de Krasnoïarsk	660059, Krasnoïarsk, rue Semaforaïa, 433/2	(391) 228-87-20, (913) 836-05-00	git24@mail.ru	49
27.	Inspection du travail d'État du kraï de Perm	614000, Perm, rue Sovetskaïa 39	(342) 212-52-23, 212-52-08	gitperm@yandex.ru	39
28.	Inspection du travail d'État du kraï du Primorié	690990, Vladivostok, rue Pologaïa, 68	(423) 226-98-48, 226-96-63	gitvpkinform@yandex.ru	24
29.	Inspection du travail d'État du kraï de de Stavropol	355003, Stavropol, rue Lomonossova, 25	(865-2) 37-13-95, 37-07-24	gosins26@gmail.com	37
30.	Inspection du travail d'État du kraï de Khabarovsk	680038, Khabarovsk, rue Serycheva, 60, bur. 905	(421-2) 41-29-99, 37-69-79	gitdfo@mail.ru	19
31.	Inspection du travail d'État de la région de l'Amour	675000, Blagovechtchensk, rue Amourskaïa, 145	(416-2) 22-60-21, 22-60-42	git28@yandex.ru	15
32.	Inspection du travail d'État de la région d'Arkhangelsk et du district autonome de Iamalo-Nénétsie	163071, Arkhangelsk, rue Timme, 23, bât. 1	(818-2) 21-21-57, 64-62-89	arhtrud@atnet.ru	17
33.	Inspection du travail d'État de la région d'Astrakhan	414000, Astrakhan, rue Trediakovskogo, 13	(851-2) 30-66-36, 39-00-84	trudast@astranet.ru	14
34.	Inspection du travail d'État de la région de Belgorod	308014, Belgorod, rue Nikolaïa Tchoumitchova, 124	(472-2) 31-75-51, 31-75-50	trudinsp31@yandex.ru	20
35.	Inspection du travail d'État de la région de Briansk	241050, Briansk, rue Krasnoarmeïskaïa, 60	(483-2) 72-17-35, 66-49-09	git32@mail.ru	21
36.	Inspection du travail d'État de la région de Vladimir	600015, Vladimir, rue Moussorgskogo, 3	(492-2) 54-53-71, 54-57-19	root@git33.elcom.ru	13
37.	Inspection du travail d'État de la région de Volgograd	400001, Volgograd, rue Rabotche-Krestianskaïa, 16	(844-2) 97-50-90, 97-50-88	gitvolgograd@avtlg.ru	30
38.	Inspection du travail d'État de la région de Vologda	160035, Vologde, rue Predtetchenskaïa, 19	(817-2) 72-32-33, 72-10-73	git35ru@rambler.ru	17

No.	Désignation	Adresse	Téléphone	Courrier électronique	Effectifs des postes prévoyant l'exécution des fonctions de contrôle et de surveillance
1	2	3	4	5	6
39.	Inspection du travail d'État de la région de Voronej	394026, Voronej, rue Droujinnikov, 4	(473) 251-24-45, 246-68-20	git@icmail.ru	32
40.	Inspection du travail d'État de la région d'Ivanovo	153038, Ivanovo, pr. Stroïteleï, 21	(493-2) 54-25-52, 53-44-51	git37@yandex.ru	19
41.	Inspection du travail d'État de la région d'Irkoutsk	664007, Irkoutsk, rue Sofi Perovskoï, 30	(395-2) 20-54-24	giti38@gmail.com	44
42.	Inspection du travail d'État de la région de Kaliningrad	236040, Kaliningrad, rue Serguéeva, 14	(401-2) 99-36-12, 99-36-14	gitkaliningrad@gmail.com	14
43.	Inspection du travail d'État de la région de Kalouga	248030, Kalouga, rue Guertsena, 16	(484-2) 54-86-55, 56-09-89	gitkaluga@gmail.com	17
44.	Inspection du travail d'État de la région de Kemerovo	650092, Kemerovo, rue Karbolitovskaïa, 19	(384-2) 77-38-10, 77-33-76	trud42@yandex.ru	49
45.	Inspection du travail d'État de la région de Kirov	610035, Kirov, rue Sourikova, 19	(833-2) 63-05-59, 63-41-56	git@kirovcity.ru	24
46.	Inspection du travail d'État de la région de Kostroma	156013, Kostroma, rue Lénina, 20	(494-2) 62-42-30, 62-42-48	gitko@kmt.ru	13
47.	Inspection du travail d'État de la région de Kourgan	640000, Kourgan, oul. Krassina, 53	(352-2) 45-83-11, 45-53-11	git_kurgan-45@mail.ru	14
48.	Inspection du travail d'État de la région de Koursk	305003, Koursk, rue Zelenaïa, 30	(471-2) 52-98-23	git-kursk@yandex.ru	21
49.	Inspection du travail d'État de la région de Léninegrad	192012, Saint-Pétersbourg, pr. Oboukhovskoï oborony, 112, bât. 2	(812) 612-70-34	gitlo@mail.ru	24
50.	Inspection du travail d'État de la région de Lipetsk	398043, Lipetsk, rue Gagarina, 108	(474-2) 36-02-25, 34-03-81	git48@mail.ru	15
51.	Inspection du travail d'État de la région de Magadan	685000, Magadan, rue Naberejnaïa, dist. Magadanka, 7	(413-2) 62-94-06, 62-54-44	gti49@yandex.ru	11
52.	Inspection du travail d'État de la région de Moscou	115582, Moscou, rue Domodedovskaïa, 24, bât. 3	(495) 343-99-51, 343-99-59	gitmosobl@mail.ru	69
53.	Inspection du travail d'État de la région de Mourmansk	183038, Mourmansk, pr. Rybni, 8	(815-2) 55-58-13, 42-85-88	gostrudinsp4@polarnet.ru	16
54.	Inspection du travail d'État de la région de Nijni Novgorod	603005, Nijni Novgorod, rue Piskounova, 3, bât. 3	(831) 433-57-30, 433-38-08	git@sinn.ru, gitnn@mts-nn.ru	18
55.	Inspection du travail d'État de la région de Novgorod	173002, Novgorod, rue Guermana, 1a	(816-2) 77-94-09, 77-94-09	git.novgorod@gmail.com	14



No.	Désignation	Adresse	Téléphone	Courrier électronique	Effectifs des postes prévoyant l'exécution des fonctions de contrôle et de surveillance
1	2	3	4	5	6
56.	Inspection du travail d'État de la région de Novossibirsk	6300989, Novossibirsk, rue Fedosseïeva, 12a	(383) 260-99-13, 260-99-72	gitvladimir@yandex.ru	34
57.	Inspection du travail d'État de la région de Omsk	644099, Omsk, rue Pevtsova, 13	(381-2) 24-25-56, 24-77-79	git-omsk@mail.ru	24
58.	Inspection du travail d'État de la région d'Orenbourg	460000, Orenbourg, rue Pouchkinskaïa, 14	(353-2) 77-86-53, 77-16-42	git@esoo.ru, git-056@yandex.ru	25
59.	Inspection du travail d'État de la région d'Orlov	302035, Orel, rue Oktiabrskaja, 35	(486-2) 47-57-10, 76-02-57	git-57@mail.ru	15
60.	Inspection du travail d'État de la région de Penza	440026, Penza, rue Marchala Krylova, 20	(841-2) 52-00-43, 52-24-32	git58@yandex.ru	20
61.	Inspection du travail d'État de la région Pskov	180019, Pskov, rue Novosselov, 11a	(811-2) 51-00-20	gitpskov@bk.ru	14
62.	Inspection du travail d'État de la région de Rostov	344022, Rostov-sur-le-Don, rue Nijneboulvarnaïa, 29	(863) 263-89-36, 263-87-67	git061@yandex.ru	45
63.	Inspection du travail d'État de la région de Riazan	390005, Riazan, rue Pouchkina, 18, bât. 3	(491-2) 76-25-71, 96-61-35	gitrzn@gmail.com	19
64.	Inspection du travail d'État de la région de Samara	443068, Samara, rue Novo-Sadovaïa, 106A	(846) 263-54-72	git@samtel.ru, git-063@yandex.ru	43
65.	Inspection du travail d'État de la région de Saratov	410005 Saratov, rue 1 Sadovaïa, 104	(845-2) 29-01-11	git64@inbox.ru, git64@list.ru	33
66.	Inspection du travail d'État de la région de Sakhaline	693020, Ioujno-Sakhalinsk, rue Bouïoukly, 38, bur. 7	(424-2) 46-60-80, 46-60-82	git65@rostrud.ru, sakhg@mail.ru	16
67.	Inspection du travail d'État de la région de Sverdlovsk	620027, Iekaterinbourg, rue Melkovskaïa, 12	(343) 354-72-00, 354-72-01	info@git66.ru	58
68.	Inspection du travail d'État de la région de Smolensk	214020, Smolensk, rue Chevtchenko, 87	(481-2) 35-61-83, 31-19-13	i-trud@mail.ru, git067@yandex.ru	15
69.	Inspection du travail d'État de la région de Tambov	392003, Tambov, rue Ryleïeva, 53c	(475-2) 58-00-10, 58-01-43	git-tambov@yandex.ru	16
70.	Inspection du travail d'État de la région de Tver	170100, Tver, rue Vagjanova, 7, bât. 1	(482-2) 34-72-89, 34-20-67	git_tver@mail.ru	15
71.	Inspection du travail d'État de la région de Tomsk	634041, Tomsk, rue Kievskaja, 76	(382-2) 90-44-70, 55-98-64 доп. 119	git70@mail.ru	13
72.	Inspection du travail d'État de la région de Toula	300012, Toula, rue F. Engelsa, 62	(487-2) 35-99-78, 35-99-85	insp@tula.net	17
73.	Inspection du travail d'État de la région de Tioumen	625000, Tioumen, rue Respubliki, 55	(345-2) 39-08-83, 39-08-86	git72@rostrud.ru	17
74.	Inspection du travail d'État de la région d'Oulianovsk	432011, Oulianovsk, rue Gontcharova, 44	(8422) 44-28-64, 44-29-08	git073@ya.ru	17



## **SERVICE FÉDÉRAL DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

Moscou, rue Miasnitskaïa, 40 bât. 16

Site Internet : [www.Rostroud.ru](http://www.Rostroud.ru)

Courrier électronique : [mail@Rostroud.info](mailto:mail@Rostroud.info)

Téléphone : 8 (800) 707 88 41